

MÉMOIRES

HISTORIQUES ET POLITIQUES

DES PAYS-BAS

AUTRICHIENS.

Nouvelle Édition imprimée d'après le manuscrit original de l'auteur, refondue, corrigée & augmentée de plusieurs chapitres & articles qui sont omis dans l'édition en un volume de Neuchatel.

TOME SECOND.



A PARIS;

Et se trouve à BRUXELLES;

Chez B. LE FRANÇO, Imprimeur-Libraire, rue de la Magdelaine.

M. DCC. LXXXIV.

THE JOURNAL

OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION

PUBLISHED WEEKLY

CHICAGO, ILL., U.S.A.

Subscription price, Five Dollars per Annum in Advance.
Single Copies, Fifteen Cents.
Entered as Second-Class Matter, October 3, 1902.
Postpaid.

Volume 12, No. 1



CHICAGO, ILL.

Published by the American Medical Association

535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Entered as Second-Class Matter, October 3, 1902.

Postpaid.



M É M O I R E S

HISTORIQUES ET POLITIQUES

DES PAYS-BAS.



CHAPITRE III.

Liaisons politiques entre les Pays-Bas & la France.

ARTICLE PREMIER.

Avantages de l'alliance de 1756.

LES avantages que la monarchie a trouvés dans cette alliance, & ceux qu'elle peut en tirer encore, sont des objets qu'on ne sauroit soumettre au calcul. Qu'on se représente la situation où elle se trouvoit, & l'on reconnoîtra que c'est à ce grand coup de politique qu'elle doit son soutien, sa conservation, son salut.

Si cent cinquante mille François, cent mille Russes, vingt mille Suédois, trente mille hommes de troupes de l'Empire, & cent soixante mille Autrichiens n'ont pu dompter la puissance Prussienne, que seroit devenue la maison d'Au-

triche , si , livrée à elle-même dans les funestes revers qu'avoient éprouvés ses armes , son ennemi eût pu employer contr'elle seule toutes ses armées , & , pour comble de malheur , il eût réuni sous son commandement toutes les forces du parti protestant ?

Quel eût été encore le sort de cette auguste maison , si , s'accommodant à la sinistre politique des Anglois , elle eût partagé ses forces pour défendre les Pays-Bas , que soixante mille François eussent pu conquérir en marchant , & qu'en même tems cent quatre-vingt mille Prussiens eussent pénétré dans le cœur de la monarchie ! Dans un cas pareil , elle eût été renversée aussi-tôt qu'attaquée.

D'ailleurs peut-on imaginer un système plus monstrueux que celui qui , avant la conclusion de la nouvelle alliance , régnoit en Europe ? Les deux plus puissantes cours catholiques se trouvoient alliées aux plus puissantes cours protestantes ; la France l'étoit du roi de Prusse , de la Suede , du Dannemarck & de tous leurs adhérens. L'Autriche se voyoit unie aux puissances maritimes.

Les cours protestantes réunissoient toujours leurs vues , leurs desseins & leurs efforts dès qu'il s'agissoit de soutenir & favoriser la cause protestante , & les catholiques , pour complaire à leurs alliés , se prêtoient à leurs vues ; la France pour former dans l'Empire un parti puissant contre la maison d'Autriche , & celle-ci avoit le désagrément de devoir sacrifier sa considération & son influence dans l'Empire au soin de se conserver ses alliés , les puissances

maritimes : de là les prétentions hautaines & injustes des protestans à la diete de Ratisbonne; de là les procédés violens & les voies de fait qu'ils se permirent en différentes contestations qu'eux-mêmes avoient fait naître sur des objets de religion ; de là leur système dangereux de pouvoir aller *in partes* sur toutes sortes de matieres qui intéressoient les constitutions de l'Empire ; de là les atteintes multipliées qu'ils portèrent à l'autorité & à la juridiction du suprême chef de l'Empire ; de là enfin le dessein qu'ils conçurent d'opposer le roi de Prusse comme un anti-César à l'empereur.

Si la nouvelle alliance n'a point encore entièrement déraciné ces vues, du moins en a-t-elle rompu la trame ; les amis de la France sont devenus ceux de l'Autriche ; on a armé des protestans contre les protestans : le roi de Prusse a été démasqué ; plusieurs d'entre ses adhérens & ses admirateurs ont reconnu leurs erreurs. De quelque façon que cette guerre finisse , la chaîne protestante a perdu de ses chaînons qu'il ne sera plus si aisé de rassembler ; l'autorité du suprême chef de l'Empire a repris vigueur , & il lui sera moins difficile de maintenir les constitutions de l'Empire & d'y affermir les influences & le crédit de son auguste maison.

Si la monarchie a trouvé des avantages si précieux & si décidée dans la nouvelle alliance , les Pays-Bas en particulier lui doivent leur salut ; ils eussent été infailliblement la première victime de la présente guerre , & leur perte eût été aussi inévitable que leur conquête étoit aisée à la France , par le peu de soin que

les Anglois eussent donné à leur défense , & par le refus des Hollandois à vouloir y concourir.

La république n'avoit pas plutôt remarqué que la France faisoit mine d'envahir ces provinces, qu'elle commença à en retirer les troupes; & , ce que la postérité aura peine à croire , ce fut même sur le conseil des Anglois qu'elle se porta à cette démarche & qu'elle embrassa la neutralité.

Ce trait ajoute l'évidence aux preuves qu'avoit d'ailleurs la cour de Vienne du système inique du ministère Anglois, de vouloir l'envelopper dans la guerre au risque même de sa destruction.

Au reste, comme le repos de l'Europe, le bien de la catholicité, la prospérité & la conservation de la monarchie paroissent exiger absolument le maintien de la nouvelle alliance, ce principe faisant désormais le premier mobile de la politique autrichienne, les Pays-Bas sont à portée d'en recueillir toutes sortes d'avantages, tant par l'ajustement amical de leurs différends territoriaux, qui ont si souvent troublé la tranquillité & y ont occasionné des scènes si désagréables & inquiétantes, que par les bénéfices que le maintien de la bonne intelligence entre les deux cours leur fait espérer dans le commerce.

A R T I C L E I I.

Du commerce réciproque.

L'IMPÉRATRICE n'a pas d'autres engagements

sur le commerce entre les Pays-Bas & la France, que ceux qui résultent du traité des Pyrénées de 1659. Suivant l'article V, la fréquentation & le commerce des pays des deux dominations, doivent être libres aux sujets de part & d'autre, tant par terre que par mer & les eaux douces, en payant les droits qui sont ou seront imposés.

Et suivant les articles VI & VII, les sujets de part & d'autre doivent être traités, par rapport aux privilèges, franchises, libertés & sûretés, ainsi que par rapport aux payement des droits & impositions, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Il se fait un commerce considérable entre les Pays-Bas & la France, dont la balance est entièrement du côté des François; ils envoient aux Pays-Bas une quantité prodigieuse de vins, d'eaux-de-vie, d'étoffes de laine & de soie, de marchandises des Indes, toutes sortes de bijoux & de marchandises de galanterie & de modes, tandis que presque toutes nos manufactures sont prohibées en France, soit par les défenses expresses, par l'excès des droits ou par la méthode de n'en permettre l'entrée que par des routes détournées & impraticables.

Cette conduite peut être conciliée en quelque manière avec le traité des Pyrénées, & il est libre à S. M. d'en user de même à l'égard de la France; mais cette couronne ne sauroit justifier par aucun moyen le droit de fret qu'elle fait payer aux sujets de S. M. C'est une imposition de cent sols par tonneau, à

laquelle, suivant l'établissement primitif tous navires étrangers en entrant dans les ports de France, devoient être assujettis; mais comme la plupart des nations de l'Europe en ont obtenu l'exemption par des traités successifs, la France ne peut refuser le même avantage aux sujets de S. M., vu que par le traité des Pyrénées, ils ont acquis le droit incontestable d'être traités à jamais comme la nation la plus favorisée, sur-tout par rapport au paiement des droits & impositions.



CHAPITRE IV.

Contestations entre l'impératrice-reine comme souveraine des Pays-Bas, & la couronne de France.

ARTICLE PREMIER.

Droits de Sa Majesté sur le duché de Bourgogne.

ON a vu ci-dessus qu'après la mort de Charles le Hardy, le roi de France Louis XI s'empara du duché de Bourgogne, sous le prétexte que cette province ayant été donnée en apanage à Philippe de France, surnommé le Hardy, fils du roi Jean, elle retournait de plein droit à la couronne, faute d'hoirs mâles.

Cette prétention étoit évidemment contraire aux lettres-patentes du 6 septembre 1363, par lesquelles le roi Jean avoit donné la Bourgogne à Philippe le Hardy, sans autre stipulation

sur la reversion de ce duché à la couronne ;
 sinon le cas où Philippe & sa postérité déce-
 deroient sans héritiers légitimes. Or ce cas
 n'existoit point , & n'existe point encore.

L'occupation de la Bourgogne fut donc une
 vraie usurpation de la part de Louis XI. Le
 différend qui s'étoit élevé à ce sujet demeura
 indécis jusqu'en 1526 , lorsque François pre-
 mier , roi de France , prisonnier de Charles V ,
 s'obligea , par l'article III du traité de Madrid ,
 à lui restituer la Bourgogne dans le terme de
 six semaines après sa délivrance ; mais ayant
 recouvré sa liberté , il refusa de remplir son
 engagement. Par l'article II du traité de Cam-
 brai de 1529 , l'on révoqua la restitution effec-
 tive du duché de Bourgogne , stipulée en fa-
 veur de Charles V par la paix de Madrid , &
 ce prince se contenta de se réserver les droits
 qui lui compétoient auparavant sur cette pro-
 vince , pour les poursuivre par voie amiable
 & de justice , ce qui étoit conforme au traité
 de Paris de 1498 , entre l'archiduc Philippe le
 Bel & Louis XII , roi de France.

Ces prétentions furent encore réservées sur
 le même pied par d'autres traités ; & c'est sur
 le fondement de cette réserve que toutes les
 princes de la maison d'Autriche prennent le
 titre de duc & de duchesse de Bourgogne.

A R T I C L E I I ,

Contestation territoriales avec la France.

Ces contestations sont en assez grand nom-
 bre dans l'étendue de la frontière de ce royaume.

me, depuis la Moselle jusqu'à la mer, ainsi qu'on le verra dans l'énumération suivante.

Provinces de Luxembourg & de Namur.

LES contestations que nous avons avec la France sur les frontières de Luxembourg, consistent principalement dans les articles suivans :

1°. Les terres de Saint-Hubert, Cugnon & Chasse-Pierre, dont dépendent entr'autres Morteau, Bertrix & Muno, avec leurs dépendances & annexes.

2°. La terre de Nassogne.

3°. Le chemin de Sedan sur Liege, qui doit essentiellement traverser la terre Saint-Hubert, & auquel la France veut donner plusieurs autres branches vers le midi de la province par les terres de Cugnon, Chasse-Pierre, Bertrix & Muno, afin de l'ouvrir par d'autant plus d'endroits vers les routes de la Lorraine, de la Bourgogne & de la Suisse.

4°. Le chemin de Givet, terre de France, sur Dinant pays de Liege, par Falmignoul. Quoique cette contestation regarde la province de Namur, on la place ici à cause de la liaison immédiate qu'elle a avec l'article précédent.

5°. La terre de Rodenmacheren, avec 20 villages qui en dépendent.

Celle d'Hespérance, avec quatre villages.

Le comté de Rouffi, avec onze villages.

La seigneurie de Rouffi, contenant cinq villages.

La terre de Putlange, contenant quinze villages.

Celle

Celle de Preich, contenant deux villages. Finalement dix villages de la terre de Bawille, Sa Majesté possédant les sept autres sans contradiction.

Tous les endroits rappelés dans cet article 5^e sont détenus par la France, sous le prétexte qu'ils dépendent de la prévôté de Thionville, contre la disposition de l'article X du traité de Riswick, par lequel elle s'est obligée de la manière la moins équivoque, & sans autre restriction, à les restituer à la maison d'Autriche.

La France conteste à l'impératrice la souveraineté de la terre & abbaye de Saint-Hubert, ainsi que celle des terres de Cugnon & Chasse-Pierre, de Bertrix, Muno & Nassogne, prétendant que ces terres sont neutres ou indépendantes : elle les avoit occupées néanmoins dans le tems des fameuses réunions qui suivirent la paix de Nimegue, comme des dépendances de Luxembourg, & elle s'engagea également par l'article X du traité de Riswick à les restituer à la maison d'Autriche. Il est à observer par rapport à Saint-Hubert & à Nassogne, qu'il subsiste depuis très-long-tems une contestation sur leur souveraineté, entre les ducs de Luxembourg & l'église de Liège. Ce fut à la faveur de cette contestation que les abbés de Saint-Hubert voulurent s'ériger insensiblement en seigneurs indépendans de la terre de ce nom ; mais avant l'année 1659, la France ne s'étoit jamais mêlée de ce différend. Elle prétendit alors que Saint-Hubert devoit être regardée comme une terre

indépendante sous sa protection : & quoique Louis XIV eut reconnu l'erreur de cette prétention en 1662, cependant elle a été réveillée dans ces derniers tems par la cour de France.

Du reste, les terres de Saint-Hubert, Cugnon & Chasse-Pierre, Bertrix, Muno & Nassogne paient à l'impératrice des subsides annuels, qualifiés de *rations*, comme les terres franches, situées dans l'intérieur du pays, & aujourd'hui elles sont complètement assujetties à la juridiction du conseil de Luxembourg, ainsi qu'à celle du grand-conseil de Malines, dont celui de Luxembourg ressortit. Sa Majesté a d'ailleurs actuellement un bureau de droits d'entrée & de sortie à Muno, un à Cugnon & un autre à Recogne, dans la terre de Saint-Hubert.

Il est important pour Sa Majesté de conserver la souveraineté de ces terres, de même que celle des chemins de Falmignoul, tant à cause de leur étendue que de la communication avec la ville de Luxembourg par Saint-Hubert, que pour les avantages du commerce.

Le chemin de Givet à Dinant, en sortant du territoire de France, passe par la terre de Blaimont & puis par les chemins de Falmignoul. Il a été démontré de la part de Sa Majesté aux dernières conférences de Lille, que la terre de Blaimont & les chemins de Falmignoul dépendent du comté de Namur. Cependant en 1739, l'empereur eut la complaisance de faire cesser provisionnellement la

perception des droits sur ces chemins. On la rétablit en 1743 , ce qui dura jusqu'en 1747 , lorsque les François , maîtres du comté de Namur , rendirent de nouveau le passage libre , ainsi qu'il l'est encore aujourd'hui.

Il y a une autre contestation dans le Luxembourg , par rapport à Nittel , village de la Lorraine , situé sur la droite de la Moselle , un peu plus haut que Grevenmacheren. Ce village dépend sans contredit de la Lorraine ; mais il a toujours été prétendu de la part des ducs de Luxembourg , que le cours de la Moselle leur appartenoit en toute souveraineté dans cet endroit , & que par conséquent les ducs de Lorraine n'étoient pas en droit d'y lever des péages. Cette prétention a été soutenue ci-devant avec vivacité & même à main armée par le gouvernement des Pays - Bas ; mais l'étroite liaison qui unit dans la suite les maisons d'autriche & de Lorraine , arrêta les voyes de fait , & la question demeura indécise comme elle le fut encore lors de la cession de la Lorraine à la France.

Cette couronne forme aussi des prétentions sur la mairie de Remich & la prévôté de Grevenmacheren , situées sur la Moselle , qu'elle voudroit faire envisager comme des dépendances de Thionville ; mais elle n'a guere réclamé cette prétention insoutenable que dans les cas où elle croyoit pouvoir l'opposer à celle de la maison d'Autriche sur Rodemacher & les terres du voisinage.

Province de Hainaut. Terres de Chimay & de Beaumont.

LA France cherche depuis long-tems à acquérir les terres de Chimay & de Beaumont, situées dans le Hainaut, sur lesquelles elle ne forme d'ailleurs aucune prétention : elles sont d'une étendue considérable, abondantes en bois & en fossiles de toute espèce. Il conviendrait fort à la France d'être la maîtresse de ces terres ; mais il est encore infiniment plus important à l'impératrice de ne consentir jamais à leur séparation du reste du Hainaut Autrichien.

Transit par les terres de Chimay & de Beaumont.

LES François soutiennent, qu'en vertu de l'article XVI du traité de Nimegue, il leur appartient un passage libre pour toutes sortes de marchandises par les terres de Chimay & de Beaumont, & ils jouissent actuellement de cette liberté sans presque aucune limitation : on doit la regarder comme l'effet d'une complaisance purement gratuite de la part de Sa Majesté ; car outre que Chimay & Beaumont ne sont pas des enclaves, & que par conséquent la liberté du passage stipulée par le traité de Nimegue ne leur est pas applicable, la France elle-même n'accorde pas ce passage par les petites districts enclavés, que moyennant plusieurs restrictions & limitations.

Forêt de Mourmal & cense de Locquinox.

L'IMPÉRATRICE forme des prétentions sur la forêt de Mourmal & la cense de Locquinox, situées de côté du Quesnoy & de Landrecy. La France les détient comme des dépendances de la prévôté du Quesnoy; mais on soutient de la part de Sa Majesté que cette forêt & la cense ne dépendent d'aucun des districts cédés à la France.

Terres de Fumay & de Revin.

Sa MAJESTÉ réclame aussi les terres de Fumay & de Revin sur la haute Meuse, comme dépendantes du Hainaut Autrichien, & la France n'a jamais opposé aucun titre à cette prétention. Cependant elles sont depuis trente ans dans une espèce d'indépendance sous l'appui de cette couronne. Il y a eu un comte de Brias qui en 1750 osoit se qualifier de seigneur des terres souveraines de Fumay & de Revin. Ces terres produisent une grande quantité d'ardoises excellentes.

Abbaye de Cantimpré en Bellingue.

Il y a encore une contestation entre l'impératrice & la France par rapport à l'abbaye de Cantimpré, détruite pendant la guerre civile sous Philippe II. Cette maison étoit située près de Cambrai sur le territoire d'Arras, & l'on soutient de la part de Sa Majesté qu'elle a été légitimement transférée au prieuré de Bellin-

gue, près de Hal en Hainaut. Les souverains des Pays-Bas, successeurs de Philippe II, ont nommé à la dignité abbatiale de Cantimpré en Bellingue près de Hal en Hainaut, comme comte de Hainaut, jusqu'à la paix de Nimegue, lorsque le roi de France, possesseur de Cambrai, où plusieurs des religieux s'étoient retirés dans le refuge de l'abbaye, commença à exercer les droits de nomination : depuis, les princes de la maison d'Autriche, sans renoncer à leurs droits, ont cessé néanmoins de nommer l'abbé, & depuis nombre d'années les religieux sont séparés. Quelques-uns d'entr'eux demeurèrent à Bellingue, & d'autres dans le refuge de Cantimpré à Cambrai.

Provinces de Flandres. Abbaye de Saint-Jean-Baptiste - au - Mont.

LA France a contesté à l'empereur en 1732, le droit de nommer à l'abbaye de Saint-Jean-Baptiste-au-Mont, située autrefois près de Thérouane & transférée depuis très-long-tems dans la ville d'Ypres. Le différend relatif à cette maison étoit fort ancien, ainsi qu'on l'a vu ci-dessus en parlant du traité de Château-Cambresis de 1559; mais on auroit dû le regarder comme éteint par tout ce qui se passa pendant le tems que Louis XIV fut souverain d'Ypres; depuis la paix de Nimegue jusqu'à celle d'Utrecht, & par les termes de la rétrocession d'Ypres à la maison d'Autriche; aussi la France ne soutint-elle pas la contestation réveillée en 1732, ni l'abbé qu'elle avoit

nommé alors. Celui qui avoit été nommé de la part de l'empereur , fut maintenu seul , & à sa mort arrivée en 1755 , l'impératrice-reine nomma son successeur sans aucune contradiction : cependant il est actuellement dans le cas d'essuyer des difficultés où l'on a prétendu mêler la question entre les deux souverains par rapport à quelques bénéfices situés dans les terres de France , dont la collation lui appartient.

Canton de Halluin incorporé dans les fortifications de Menin.

LORSQUE Louis XIV fit augmenter les fortifications de Menin , on y incorpora un canton de la paroisse de Halluin , châtellenie de Lille , qui fut uni au district de la ville de Menin , en vertu d'une ordonnance du roi du 3 mars 1686.

Ce canton passa au pouvoir des alliés par la conquête de Menin en 1706 , & ayant été cédé avec cette ville à la maison d'Autriche par les traités d'Utrecht , de Radstat & de Baaden , l'empereur Charles VI & son auguste héritière en ont eu la possession jusqu'à la prise de Menin en 1744.

Après les préliminaires du 30 avril 1748 , le roi Très-Chrétien le réunit de nouveau à la paroisse de Halluin , par une ordonnance du mois de juillet de la même année ; mais le traité définitif d'Aix-la-Chapelle , qui rétablit Sa Majesté dans les droits & possessions dont elle jouissoit avant la guerre , a évidemment fait cesser

cette ordonnance ; aussi n'a-t-elle point été exécutée , & il est probable que la France n'insistera plus sur cet objet.

Paroisse de Deulemont.

IL y a sur la Lys , à l'embouchure de la Deule , une paroisse considérable nommée Deulemont , qui dépend en partie de la châtellenie d'Ypres , en partie de celle de Warneton , & en partie de celle de Lille.

La partie dépendante d'Ypres s'étend tant au-delà qu'en-deçà de la Lys. Depuis la paix d'Utrecht , il s'étoit élevé une contestation entre l'empereur & la France au sujet de la partie de Deulemont-Ypres , située sur la droite de la Lys vers Lille. La cour de France soutenoit que la Lys devoit faire dans cet endroit la séparation des limites , & elle réclamoit le traité d'Utrecht qui ne dit rien de semblable. La possession étoit sans contredit du côté de Sa Majesté lors de l'ouverture de la guerre en 1744. Cependant les François s'emparèrent avant l'évacuation des Pays-Bas de cette partie de Deulemont , qu'ils détiennent encore.

Tournesis , dépendances & annexes. Terres de Wezon & de Brasmenil.

LA France conteste à l'impératrice la souveraineté des villages de Wezon & de Brasmenil , qu'elle prétend dépendre de Condé. Rien n'est moins soutenable ; car jamais une telle dépendance n'a existé. Ces deux villages dépendent de la baronnie d'Antoing qui fait partie de

de la chàtellenie d'Ath, & relève de la cour féodale de Leuze. En 1669 Louis XIV les unit & les annexa au Tournesis : ils n'en ont jamais été démembrés depuis, & par conséquent ils sont compris dans la rétrocession générale du Tournesis avec ses dépendances, appartenances, annexes ou enclavemens, stipulée par les traités d'Utrecht, de Radstad & de Baaden, en faveur de l'empereur Charles VI; pour en jouir par lui & ses successeurs sur le même pied que la France les avoit possédés avant la guerre. Il y eut des actes de possession de part & d'autre, & ces villages sont présentement dans une espece d'anarchie.

Dépendances de Mortagne.

DANS la cession générale du Tournesis, il y eut cette exception, que Saint-Amand avec ses dépendances, & Mortagne sans dépendances, reviendroient & demeureroient au roi Très-Christien. Les dépendances de Mortagne doivent donc appartenir à la maison d'Autriche, mais il s'est élevé une contestation pour savoir en quoi ces dépendances consistent.

Dans le système de la maison d'Autriche, elles seroient très-considérables, comme elles le sont en effet : mais suivant que le soutient la France, elles se réduiroient presque à rien; ses commissaires aux conférences de Lille de 1716, dans la vue d'éluder les prétentions de l'empereur, imaginèrent une distinction entre appartenances & dépendances : en attendant la France retient tout.

Francs empires à Blandain.

DANS les villages de Blandain, dépendant en partie du Tournesis & en partie de la châteltenie de Lille, il y a une terre de trois cents soixante & douze bonniers, qu'on nomme Terres d'Empire ou francs-empires, qui sont régis par la coutume de Termonde. Les commissaires de l'empereur aux conférences de Lille de 1716, les réclamèrent comme dépendances du Tournesis, & ceux de France soutinrent qu'ils étoient annexés à la châteltenie de Lille. La possession est du côté de la France.

Terre dite Contentieuse de Saint-Amand.

IL y a encore dans le Tournesis une contestation pour la terre dite Contentieuse de Saint-Amand; cette terre avec mille bonniers de bois qui en dépendent & qui appartient à l'abbaye de Saint-Amand, est située sur la rive droite de l'ancien lit de la Scarpe. Le nom de Contentieuse lui est donné, parceque dans les anciens tems elle étoit contestée entre les rois de France comme possesseurs de Tournay & les comtes d'Hainaut. Elle n'a rien de commun ni avec la ville ni avec les dépendances de Saint-Amand.

Au vrai, c'est une terre franche du Tournesis, qui, aux termes des traités d'Utrecht, de Radstat & de Baaden, doit appartenir à la maison d'Autriche, vu que n'ayant rien de commun ni avec Saint-Amand ni avec ses dépendances, elle entre dans la cession générale

du Tournesif & non pas dans la réserve particulière stipulée en faveur de la France ; mais nonobstant , cette couronne en a conservé la possession.

Terre de Thun.

LA France de son côté a réclamé après les conférences de Lille de 1716 , la terre de Thun , comme une dépendance de St. Amand ; mais cette prétention n'a point été poussée , & Sa Majesté reste dans la tranquille possession de Thun.

A R T I C L E I I I.

Moyen de parvenir à un accommodement sur les contestations territoriales avec la France.

IL n'est pas douteux qu'à ne suivre que les règles de la justice & la disposition des traités , que l'impératrice n'ait le bon droit de son côté dans les contestations dont il s'agit ; mais on fait par expérience que souvent le bon droit n'est pas une ressource bien efficace.

La France ne laisse guere échapper d'occasion de s'assurer des possessions litigieuses qui sont à sa bienfaisance , soit en y employant la force ouverte , soit en saisissant habilement des conjonctures où la situation des affaires la met à même de demander des complaisances que la prudence & la considération d'un intérêt plus pressant ne permettent pas de lui refuser.

Il importoit donc pour la tranquillité des Pays-Bas que ces contestations fussent une

bonne fois terminées, afin d'écarter des frontières cette pomme de division; mais on espéreroit vainement de parvenir à un accommodement, si du côté de l'impératrice l'on prenoit le parti d'insister rigidelement sur ses droits, quelques clairs qu'ils soient. D'ailleurs, lorsqu'on cherche à se concilier sur des objets de la nature de ceux dont il s'agit, il est nécessaire que de part & d'autre l'on cede quelque chose sans sacrifier ses intérêts réels, & sans prodiguer mal-à-propos des droits certains & essentiels.

C'est d'après ces principes que l'on s'est conduit constamment de la part de Sa Majesté, dans les négociations entamées depuis la dernière paix d'Aix-la-Chapelle, sur les contestations territoriales, notamment dans celle commencée à Paris en 1752. Le succès n'a pas encore couronné les bonnes intentions de Sa Majesté.

A R T I C L E I V.

Autres différends avec la France.

Au moment, pour ainsi dire, qu'on alloit signer le dernier traité de paix d'Aix-la-Chapelle, les François qui occupoient les Pays-Bas firent tirer des archives de Bruxelles un grand nombre de papiers originaux qui furent emballés sous inventaire dans huit caisses, & transportés à Lille le 30 octobre 1748, douze jours après la signature de la paix.

Ce procédé étoit absolument contraire à

l'article XI du traité, suivant lequel tous les papiers qui s'étoient trouvés dans les Pays-Bas lors de leur occupation par les François, devoient être restitués de bonne-foi au tems de l'évacuation, ou au plus tard deux mois après l'échange des ratifications. Les commissaires de l'impératrice aux conférences établies à Bruxelles pour régler l'évacuation des Pays-Bas, demanderent en vain la restitution de ces papiers. L'intendant de Séchelle soutint qu'ils appartenoient au roi de France, du moins en grande partie, & quoique nonobstant cette pretention, ils dussent aux termes du traité de paix demeurer à Bruxelles, ou être restitués dans leurs dépôts, sauf à examiner ensuite la question sur la propriété des papiers; cependant Sa Majesté n'a pu encore obtenir sur cet article la satisfaction qui lui est due.

La France avoit fait enlever aussi une grande quantité de papiers des archives du grand conseil de Malines, qui furent transportés à Douai. La plupart ont été rendus depuis la paix; mais il en reste quelques-uns dont la restitution n'est pas encore faite.

Finalement, l'impératrice prétend à la charge de la France une somme de plus de cinq cents mille livres pour l'artillerie que cette couronne s'est obligée de lui restituer par l'art. VI du traité d'Aix-la-Chapelle. Il s'est élevé des disputes, tant sur le sens & l'étendue de l'article, que sur la valeur qu'elle devoit payer en tout cas, au défaut de la restitution de l'artillerie en nature. Cette couronne a offert une

partie du prix ; mais on a refusé du côté de Sa Majesté de s'ajuster sur le pied de ces offres , & jusqu'ici l'affaire est restée sans décision.

Outre ces prétentions récentes , il y en a de plus anciennes , telles que la répartition des rentes affectées sur la généralité de Flandres , réglée par la convention de Lille du 3 décembre 1699. La France n'a rien payé de son contingent depuis 1701. Lorsque la guerre commença en 1706 , cette couronne perdit une partie des possessions sur lesquelles ces rentes étoient affectées , & une partie de ces mêmes possessions fut cédée à l'empereur par les traités d'Utrecht , de Radstadt & de Baa-den. Il s'agit donc de faire une liquidation , tant sur les arrérages que sur le changement de la répartition arrêtée par la convention de 1699. On voulut y travailler en 1751 & 1752 ; mais les députés envoyés pour cet effet à Paris par les états de Flandres , furent à peine écoutés.

Les François sont pareillement fort arriérés dans le payement du contingent dont ils se sont chargés par la convention de 1699 pour la généralité des rentes sur le Hainaut. Ils en ont d'ailleurs acquité une partie en billets de banque , & le reste en especes évaluées au cours de France , qui est excessivement haut. Tout cela est directement contraire à la convention , & le Hainaut Autrichien a une prétention de ce chef.

La France doit au surplus une somme de plus de trois cents mille livres à des bourgeois

de Mons pour dettes contractées pendant le siege de 1709, qui ont dû être acquittées aux termes de la capitulation.



CHAPITRE V.

Liaisons politiques entre les Pays-Bas & la couronne d'Espagne.

ARTICLE PREMIER.

Commerce avec l'Espagne.

Les Pays-Bas sont trop éloignés de l'Espagne, pour avoir ensemble d'autres liaisons que celles que formoit le commerce pendant que ces provinces étoient sous la domination de la branche de la maison d'Autriche, qui régnoit en Espagne. Les Brabançons & les Flamands, associés au commerce des Espagnols, négocioient avantageusement dans ce royaume & indirectement en Amérique & aux Indes orientales; mais ces avantages cessèrent pour les peuples des Pays-Bas, lorsque les alliés se furent rendus maîtres de ces provinces pendant la guerre pour la succession du roi Charles II.

Les deux concurrens à cette grande succession s'étant réconciliés par les traités de paix, d'alliance & de garantie mutuelle, signés à Vienne le 30 avril 1725, ils conclurent le lendemain premier mai un traité de navigation & de commerce, dont l'observation fut d'aus-

peu de durée que la liaison intime que le roi Philippe V paroïssoit vouloir contracter avec l'empereur.

La guerre pour la couronne de Pologne & celle pour la succession de l'empereur Charles VI, auxquelles l'Espagne prit tant de part, augmentèrent nécessairement les divisions & la méfiance que la rupture des engagements de 1725 avoit fait naître. Mais après la paix d'Aix-la-Chapelle, il se forma de nouvelles liaisons entre l'impératrice-reine & le roi Ferdinand VI, fils de Philippe V, & ce fut dans ces circonstances que par l'article X d'un traité conclu à Aranjuez le 14 juin 1752, entre cette princesse, les rois d'Espagne & de Sardaigne, il fut stipulé que les sujets des trois parties contractantes „ jouiroient dans leurs états & „ ports situés en Europe, des mêmes privilèges dont jouit la nation la plus amie en chaque partie de leurs états : „ tel est l'état actuel des choses.





CHAPITRE VI.

Contestations entre l'impératrice - reine comme souveraine des Pays - Bas , & la couronne d'Espagne.

ARTICLE PREMIER.

De la dignité de chef & souverain de la toison d'or.

PHILIPPE LE BON, duc de Bourgogne, institua l'ordre de la toison d'or dans la ville de Bruges le 10 janvier 1430, jour de la célébration de son mariage avec Isabelle de Portugal.

Au mois de novembre de l'année suivante, il fit émaner les statuts qu'il avoit conçus pour le gouvernement de l'ordre, divisés en soixante-six chapitres, par les premiers desquels il déclara que pendant sa vie il en seroit le chef & souverain, & après lui ses successeurs ducs de Bourgogne.

Le duc Charles le Hardi, tué sous les murs de Nancy en 1477, laissa pour héritière Marie de Bourgogne, sa fille unique ; elle n'étoit pas qualifiée pour exécuter par elle-même les droits de chef & souverain de la toison d'or mais Philippe le Bon y avoit pourvu par le chapitre, LXV des statuts, portant que *lorsque le souverain défunt n'aura pas d'autre héritier qu'une fille non mariée, les chevaliers éliront un des*

Tome II.

D

freres de l'ordre, pour conduire les faits de l'ordre jusqu'à ce que ladite fille héritière fût mariée à chevalier en âge d'entreprendre & conduire la charge & le fait du souverain de l'ordre dessus dit, & qu'il en ait fait le serment, auquel ils obéiront comme au souverain.

Marie de Bourgogne épousa au mois d'août 1477 l'archiduc Maximilien d'Autriche. Ce prince, conformément au chapitre des statuts que l'on vient de citer, fut reconnu chef de la toison d'or, dont il reçut le colier dans la ville de Bruges des mains de Jean de Launoy, après avoir prêté en sa qualité de chef le serment prescrit par les statuts.

Maximilien transmit cette dignité aux princes ses successeurs en qualité d'héritiers de la maison de Bourgogne, puisque c'est à la succession de Bourgogne que l'ordre est attaché, & non à la couronne d'Espagne, ainsi qu'on l'a prétendu après la mort de Charles II.

Tout le monde sait que les Pays-Bas & la Bourgogne n'ont jamais appartenu à la maison d'Autriche comme une dépendance des royaumes d'Espagne, mais qu'elle les a possédés comme successeurs de la maison de Bourgogne, dont ils avoient hérité les états avant qu'ils fussent montés sur le trône d'Espagne.

Il est constant de plus que les princes de la maison d'Autriche, comme héritiers de celle de Bourgogne, ont toujours porté le titre de duc de Bourgogne, nonobstant que la France se fut emparée de ce duché après la mort de Charles le Hardy, & ils étoient certainement

en droit de le faire , comme ils le font encore en vertu de différens traités.

Aussi les princes Autrichiens ont-ils toujours distingué les droits & les prétentions qui leur appartenoient comme héritiers de la maison de Bourgogne , d'avec ceux qui leur compétoient à quelqu'autre titre.

L'article XXI du traité de Crespi de 1544, & l'article XXI du traité de Vervins en 1598, le prouvent clairement ; & l'empereur Charles V , pour ne pas confondre les Pays-Bas avec ses autres états héréditaires, les appelloit *pays de notre maison de Bourgogne*.

C'est à titre de succession de Bourgogne qu'ils exerçoient la dignité de chef & souverain de la toison d'or. Outre ce qui en est rapporté par différens historiens , on observera que lorsqu'en 1555 l'empereur Charles V prit la résolution de se dépouiller de toutes ses grandes possessions , il commença par les Pays-Bas. Ce fut le 25 octobre de cette année ; qu'il abdiqua , en faveur du prince Philippe son fils , la souveraineté des dix-sept provinces des Pays-Bas & du comté de Bourgogne , après qu'il l'eut créé premièrement chef & souverain de la toison d'or , comme attachée à la succession de Bourgogne , qu'il alloit remettre à son fils.

Ce ne fut que deux mois & demi après qu'il se démit , en faveur de ce prince , de ses autres royaumes , états & provinces héréditaires , tant de l'ancien que du nouveau monde ; ce qui prouve d'une manière irréfragable que Charles V regardoit la toison d'or comme attachée à la succession de Bourgogne , & comme

n'ayant aucune connexité avec le reste de ses états.

Il se trouve une autre preuve également forte de cette dépendance dans la cession des Pays-Bas & du comté de Bourgogne, faite par Philippe II à l'infante Isabelle le 6 mai 1598. Le roi y déclare qu'il consent que la princesse sa fille, par-dessus les titres particuliers de chacune des provinces des Pays-Bas & du comté de Bourgogne, qui lui étoient cedées, puisse s'intituler *duchesse de Bourgogne*, nonobstant qu'il ait retenu pour lui & pour le prince son fils, tant qu'il lui plaira, le même titre de duc de Bourgogne, *se réservant en outre la qualité de chef & souverain de l'ordre de la toison d'or, avec pouvoir & faculté d'en disposer à l'avenir comme pour le mieux il le trouveroit convenir.*

Cette réserve ne plut point aux chevaliers, parce qu'elle séparoit la dignité de chef d'avec la possession des pays de la succession de Bourgogne; ils s'en plainquirent au roi par le comte de Berlaumont, qu'ils envoyèrent pour cet effet en Espagne. Le roi répondit que lui & l'archiduc devoient n'être considérés que comme le même souverain; que l'archiduc célébreroit aux Pays-Bas les grandes fêtes de l'ordre à l'accoutumé; qu'il y feroit maintenir les honneurs, prééminences & exemptions de l'ordre; & enfin qu'il y feroit payer les pain & vin des chevaliers, ainsi que les gages des officiers comme du passé, sans admettre aucune nouveauté au contraire.

On ajoutera que les chevaliers n'ont jamais eu aucunes prérogatives, exemptions ou émo-

lumens en Espagne, ni dans les états de la maison d'Autriche en Italie ; au lieu qu'aux Pays-Bas c'est l'ordre qui règle les rangs parmi les grands, & ceux qui en étoient y ont toujours joui de plusieurs beaux privilèges qu'on ne leur accordoit pas dans d'autres pays.

D'ailleurs les lettres-patentes de confirmation des privilèges de l'ordre, accordées par le roi Philippe II en 1556, n'ont jamais été publiées ni obligatoires qu'aux Pays-Bas, auxquels les mandemens de ces lettres-patentes sont bornés, de même que toutes les concessions postérieures qui regardent le corps des chevaliers de l'ordre & les quatre officiers établis pour l'exécution & observation des ordonnances qui le concernent.

Il est même certain que les chevaliers qui n'étoient pas sujets de la couronne d'Espagne aux Pays-Bas, ou dans le comté de Bourgogne, étoient considérés comme étrangers & qualifiés de tels.

L'article LV de la description des cérémonies de l'ordre, approuvée en 1531 au chapitre tenu à Tournai, & en 1546 en celui tenu à Utrecht, ne laisse aucune doute à cet égard.

Il y a plus ; les chevaliers résidens aux Pays-Bas y composoient une espèce de conseil d'état, que le souverain ou son gouverneur-général consultoit dans presque toutes les affaires d'importance ; & nous avons une infinité d'édits émanés sur une semblable délibération *de l'avis des chevaliers de l'ordre*, non-seulement pendant le regne des princes de la maison de Bourgogne, mais aussi pendant celui de Phi-

lippe le Bel, de Charles V, de Philippe II & de leurs successeurs.

Il est à remarquer encore que le trésor de la toison d'or a toujours été gardé & conservé à Bruxelles, où il est encore aujourd'hui, & où le trésorier réside constamment, comme faisoient autrefois les autres officiers de l'ordre.

Il résulte de ces différens faits & considérations que l'ordre de la toison d'or a toujours été considéré comme attaché à la succession de Bourgogne, & que ce n'est qu'à ce titre que les rois d'Espagne de la maison d'Autriche ont été revêtus de la dignité de chef & souverain que Philippe V, possesseur de la couronne d'Espagne, contesta à l'empereur Charles VI.

La contestation se réveilla au commencement de l'année 1741, après la mort de Charles VI, par une protestation que le secrétaire d'ambassade d'Espagne à Vienne y remit le 17 janvier de la même année au comte de Zinzendorff, chancelier de la cour & d'état; mais cette démarche du roi Catholique n'empêcha pas le grand-duc-co-régent, aujourd'hui empereur, d'exercer les droits qui lui appartiennent avec tant de justice, en qualité d'époux de l'auguste héritière de la maison de Bourgogne & d'Autriche, conformément au chapitre LXV des statuts de l'ordre. On a vu ci-dessus, chapitre premier, article XXVIII, ce qui se passa à cet égard au congrès d'Aix-la-Chapelle en 1748.

ARTICLE II.

Dettes de la couronne d'Espagne aux Pays-Bas.

PENDANT la guerre pour la succession de Charles II, le roi Philippe V fit des emprunts aux Pays-Bas, & les troupes qui étoient à sa solde laissèrent des dettes assez considérables à Luxembourg & à Mons.

On voit parmi les demandes que fit l'empereur au congrès de Cambrai le 25 avril 1724, l'article VIII conçu en ces termes ; “ que
 „ l'Espagne paie les dettes contractées aux
 „ Pays-Bas pendant l'occupation du duc d'An-
 „ jou, avec les intérêts des capitaux levés,
 „ ainsi que l'empereur s'étoit réservé le droit
 „ de le demander par le traité de la barrière. „

Par l'article XIV du traité de paix conclu à Vienne le 30 avril 1725, entre l'empereur & le roi d'Espagne, S. M. Impériale s'engagea à payer les dettes dont elle pouvoit encore être redevable en Catalogne, & S. M. Catholique de payer celles qui avoient été contractées en son nom aux Pays-Bas, à Milan, à Naples & en Sicile.

Enfin, par l'ébauche d'un traité entre l'empereur & l'Espagne, proposé en 1732 par S. M. Impériale, il étoit dit, article IX, “ que
 „ le roi d'Espagne s'engage de payer les det-
 „ tes contractées en son nom dans les Pays-
 „ Bas, le Milanez, Naples & Sicile, &
 „ l'empereur celles qui restent encore à payer
 „ de sa part en Catalogne. „

Depuis lors on n'a plus parlé de ces dettes, & elles sont presque oubliées.



CHAPITRE VII.

Liaisons politiques entre les Pays-Bas & la couronne de la Grande-Bretagne.

ARTICLE PREMIER.

Engagemens des traités pour la défense réciproque.

ON a vu ci-dessus que les maisons de Bourgogne & d'Autriche ont souvent uni leurs armes avec celles des Anglois contre leurs ennemis communs; mais comme ces alliances naissoient de l'occasion & qu'elles n'étoient produites que par des circonstances dont il ne s'agit plus aujourd'hui, il seroit inutile de les rappeler ici.

La Grande-Bretagne, quoique partie contractante dans le traité de la barriere dont la sûreté des Pays-Bas devoit faire l'objet, n'y prit aucun engagement à cet égard, & il n'y eut que l'empereur & les Etats-généraux qui entrèrent dans des mesures pour la défense de ces provinces.

Le traité de la barriere fut suivi d'abord d'une alliance conclue à Londres le 25 mai 1716, entre l'empereur & Georges premier, roi de la Grande-Bretagne, après quoi l'on conclut la quadruple alliance du 2 août 1718, entre l'empereur, les rois de France & d'Angleterre

gleterre & les États-généraux; mais c'est par le traité de Vienne du 16 mars 1731, que l'on prit les derniers engagemens sur la défense réciproque.

Par le traité conclu entre l'empereur & Georges II, roi de la Grande-Bretagne, & dans lequel les États-généraux sont nommés comme partie contractante, les trois puissances s'obligerent, article premier, “ à une dé-
 „ fense & garantie réciproques de tous les
 „ royaumes, états & terres que chacune d'el-
 „ les possédoit, de même que des droits &
 „ immunités dont chacune jouissoit ou devoit
 „ jouir... Se promettant réciproquement qu'el-
 „ les s'opposeroient de toutes leurs forces aux
 „ entreprises de tous & un chacun qui vou-
 „ droient troubler aucun des contractans leurs
 „ successeurs ou héritiers dans la paisible pos-
 „ session des royaumes, états, provinces, ter-
 „ res, droits & immunités dont chacune des
 „ parties contractantes jouissoit ou devoit
 „ jouir au tems de la conclusion du présent
 „ traité. „

Par l'article II, le roi de la Grande-Bretagne & les États-généraux, reconnoissant que l'équilibre de l'Europe dépendoit du maintien de la pragmatique sanction de l'empereur de l'an 1713, comme aussi en vue des conditions stipulées par les articles suivans de ce traité,
 „ promirent de défendre, maintenir & garan-
 „ tir de toutes leurs forces & contre quicon-
 „ que que ce fût, toutes les fois qu'il en se-
 „ roit besoin, l'ordre de succession établi par
 „ Sa Majesté Impériale en 1713, & de dé-

„ fendre à perpétuité son héritier ou héritière
 „ contre tous ceux qui voudroient les troubler
 „ dans la paisible possession de sa succession. „

L'introduction de six mille Espagnols dans les places fortes de Toscane, de Parme & de Plaisance, & la suppression de la compagnie d'Ostende, stipulées par les articles III & V de ce traité, furent les sacrifices dont l'empereur paya aux puissances maritimes la garantie de la pragmatique-sanction.

Il fut arrêté par un article séparé ajouté au traité, que les garanties stipulées article premier, ne pourroient être étendues au cas que l'empereur ou ses héritiers viendroient à être troublés par les Turcs dans la paisible possession de leurs états, droits & immunités.

Les Etats-généraux, quoique nommés dans le traité de Vienne comme partie contractante, ne l'étoient cependant pas ; mais ils y entrèrent par un acte de concurrence signé à la Haye par les ministres des trois puissances le 20 février 1732.

Comme par les articles I & II du traité de Vienne, l'on n'étoit convenu de la prestation des secours mutuels de toutes les forces qu'en termes généraux, l'on régla, article II de l'acte de concurrence, “ que
 „ toutes les fois que les cas de la garantie
 „ existeroient, les autres parties seroient
 „ obligés d'envoyer à la partie lésée les
 „ secours suivans dans l'espace de deux mois,
 „ à compter du jour qu'elles en auroient
 „ été requises, savoir : l'empereur huit mille
 „ fantassins & quatre mille chevaux ; le roi

„ de la Grande-Bretagne le même nombre ,
 „ & les Etats-généraux quatre mille fantassins
 „ & mille chevaux. Bien entendu que si ces
 „ secours étoient demandés pour l'Italie, la
 „ Hongrie ou les pays adjacens à ce royaume
 „ hors de l'Empire , les Etats-généraux
 „ pourroient donner à la partie requérante
 „ des vaisseaux de guerre ou de transport ,
 „ ou de l'argent pour la valeur du secours
 „ qu'ils devroient fournir , sans être obligés
 „ d'envoyer leurs soldats en Italie, en Hon-
 „ grie ou dans les pays adjacens à ce Royaume
 „ hors de l'Empire; que si S. M. Impériale , ses
 „ héritiers & successeurs, ledit cas de la garantie
 „ existant , aimoient mieux qu'on leur envoyât
 „ aussi dans d'autres pays des vaisseaux de
 „ guerre ou de transport , ou des subsides en
 „ argent , ce qui dépendra d'eux ; en ce cas ,
 „ les vaisseaux ou subsides seront fournis
 „ proportionnellement à la dépense qui seroit
 „ faite pour les troupes ; & pour éviter toute
 „ ambiguïté sur ce sujet , on évalue mille fan-
 „ tassins à dix mille florins d'Hollande par mois ,
 „ & mille chevaux à trente mille flor. d'Hol-
 „ lande , en observant la même proportion par
 „ rapport aux vaisseaux ; que si les susdits se-
 „ cours ne suffisoient pas , les parties contrac-
 „ tantes conviendront des plus grands secours ,
 „ & seront obligées , le cas le requérant , d'as-
 „ sister leur allié de toutes leurs forces pour
 „ repousser les attaques de son ennemi , &
 „ même de déclarer la guerre à l'agresseur
 „ pour procurer une pleine satisfaction , répa-
 „ ration & sûreté à la partie lésée. „

Les Anglois & les Hollandois refuserent de remplir ces engagements lors de la guerre pour la couronne de Pologne, où l'empereur n'étoit certainement pas l'agresseur; ils y furent plus fideles pendant la guerre qui suivit la mort de ce monarque; mais les Anglois s'étant étroitement unis avec le roi de Prusse par un traité d'alliance du mois de janvier 1756, cette démarche rompit toute confiance entre les cours de Vienne & de Londres, & donna lieu à l'alliance du premier mai de la même année entre l'impératrice-reine & la France.

A R T I C L E I I.

Du commerce avec les Anglois.

La situation des Pays-Bas & des isles Britanniques est très-propre à entretenir un grand commerce entre les deux nations : il fut fort étendu autrefois. L'équité, l'égalité & la réciprocité formoient la base des engagements respectifs, & c'est sur ces fondemens que portent les traités de 1496, de 1604 & de 1630. Dès que les Anglois s'en écartoient, on ufoit de représailles aux Pays-Bas, & on les obligeoit par ce moyen d'écouter la voix de la justice.

Leurs succès sur les Espagnols en Amérique, & l'extrême foiblesse où se trouvoit l'Espagne après la mort de Philippe IV, obligèrent cette couronne à condescendre au traité de Madrid du 23 mai 1667, dont tous les avantages, en ce qui concerne le commerce, sont du côté des Anglois; mais ce

traité ne fut jamais ni publié , ni exécuté , ni même connu aux Pays-Bas , & il résulte assez de l'article XX que les deux cours se proposoient de régler par un traité particulier le commerce entre ces provinces & l'Angleterre , *perpenſa utriusque gentis utilitate*.

Auſſi continua t-on dans les Pays-Bas à arranger les tarifs & la perception des droits ſur les denrées & manufactures d'Angleterre , comme on le trouvoit convenir. Mais les puiffances maritimes ayant eu l'adminiſtration proviſionnelle des Pays-Bas depuis la bataille de Ramilies en 1706 , juſqu'au traité de la barrière de 1715 , elles eurent ſoin d'y régler les tarifs ſur le pied que l'exigeoit l'intérêt de leur commerce , & elles obtinrent de l'empereur Charles VI , par l'article XXVI du traité de la barrière , que les droits continueroient à être levés dans les Pays-Bas , à l'égard de la Grande-Bretagne & des Provinces-Unies , ſur le même pied qu'on les percevoit alors , ſans qu'il pût y être fait aucun changement juſqu'à ce que les trois puiffances en conviendroient autrement par un traité de commerce à faire le plutôt qu'il ſe pourroit.

L'engagement ſur la concluſion d'un traité de commerce fût renouvelé encore par l'article V du traité de Vienne de 1731 ; mais les puiffances maritimes furent toujours l'éluſer , & les conférences établies principalement pour cet objet à Anvers en 1737 , furent rompues infructueuſement en 1741.

Du côté de l'empereur on avoit accompli

religieusement l'engagement onéreux, quoique provisionnel de l'article XXVI du traité de la barrière, tandis que les puissances maritimes ajoutaient sans cesse de nouvelles gênes au commerce des habitans des Pays-Bas en Angleterre & en Hollande. Mais après la paix d'Aix-la-Chapelle de 1748, l'impératrice reine se regardant avec raison comme libérée d'un engagement temporaire que les puissances maritimes cherchoient à éterniser par des procédés aussi injustes que peu décens, Sa Majesté permit que le gouvernement des Pays-Bas pût faire quelques changemens sur les tarifs qui opéroient à l'égard de la Grande-Bretagne & des Provinces-Unies. On usa donc de ce droit, mais avec beaucoup de modération, parce qu'on se propoisoit d'entamer bientôt avec les puissances maritimes une nouvelle négociation sur le commerce & la parfaite exécution des traités de la barrière, dont on espéroit plus de succès que des précédentes; ainsi qu'on le verra ci-après.





CHAPITRE VIII.

*Liaisons politiques entre les Pays-Bas Autrichiens
& les Provinces-Unies.*

ARTICLE PREMIER.

Engagemens pour la défense mutuelle.

IL n'y a actuellement pas d'autres engagemens pour la défense mutuelle entre l'impératrice-reine & les Etats-généraux des Provinces-Unies, que ceux qui résultent des traités de la barrière & de celui de Vienne de 1731, dont il a été parlé, chapitre premier, article XXIII, & chapitre VII, article premier.

ARTICLE II.

Du commerce avec les Hollandois.

Nos anciens engagemens avec les Hollandois sur le commerce, ont été rappelés chapitre premier, article XVII, où l'on a donné le précis du traité de Munster, confirmé par celui de la barrière, & l'état actuel des choses a été expliqué chapitre VII, article III, en parlant du commerce avec les Anglois, à l'égard desquels nos derniers engagemens sont les mêmes qu'envers les Hollandois.

On observera seulement ici qu'en vertu de l'article XIV du traité de Munster, l'Escaut, les canaux du Sas, le Zwyn & autres bouches

de mer y aboutissant , sont fermées pour les sujets de Sa Majesté , enforte qu'on leur a interdit toute communication avec la mer par les canaux de Zélande.

Cette stipulation entraînoit pour toujours l'anéantissement du commerce d'Anvers , qui s'étoit élevé environ 150 ans auparavant sur les ruines de celui de Bruges. Les Hollandois s'en souvinrent , en voulant empêcher qu'on ne pût attirer encore par des faveurs de préférence le commerce à Bruges , ils profitèrent de l'extrême foiblesse de la monarchie d'Espagne , & obtinrent par l'article XV du traité de Munster , que les navires & denrées entrant dans les havres de Flandres , & ceux qui en sortent , demeureroient chargés des mêmes impositions qui seroient levés allant & venant au long de l'Escaut & autres canaux mentionnés article XIV.

Ainsi , suivant l'article VIII , les sujets de l'une domination faisant commerce dans l'autre , ne peuvent être assujettis à de plus grands droits que les naturels du pays.

La contiguité des provinces Autrichiennes , & des Provinces-Unies , & le grand nombre de rivières & des canaux qui en facilitent la communication , donne lieu à un commerce très-considérable entre les provinces respectives ; mais les Hollandois , par l'étendue de leur navigation & de leur commerce étranger , sont à même de nous envoyer les denrées que produisent les quatre parties du monde , tandis que nous ne pouvons vendre chez eux que quelques petites parties de nos manufactures , les produits

produits de nos moissons, de nos carrieres & de nos mines.



CHAPITRE IX.

Contestations territoriales entre l'impératrice - reine & les Etats-généraux des Provinces-Unies.

ARTICLE PREMIER.

Droits de Sa Majesté sur la ville de Maestricht, le comté de Vroenhoven, le pays d'Outre-Meuse Hollandois, & les villages de Rédemption.

LE droit de Sa Majesté sur la ville de Maestricht, le comté de Vroenhoven & le pays d'Outre-Meuse Hollandois, dérive de l'article XVIII du traité du 30 août 1673, transcrit ci-dessus chapitre premier, article XX. Ce traité éteint d'ailleurs les prétentions mal fondées que les Hollandois formoient auparavant sur quelques villages situés dans les environs de Maestricht, nommés Terres de Rédemption, dont il sera parlé à l'article suivant.

Peu de tems après la paix de Nimegue de 1678, le roi Catholique Charles II fit demander aux Hollandois l'exécution de l'article XVIII du traité de 1673, par rapport à Maestricht & autres terres dont la restitution avoit été clairement promise par cet article.

Il y eut là-dessus une négociation fort vive à la Haye. Les Etats-généraux ne contestoient ni leur obligation, ni les droits du roi Catho-

lique ; mais ils y oppofoient les prétentions du prince d'Orange, réfultantes des traités des 8 janvier & 27 décembre 1647 ; de l'article XLV du traité de la paix de Munfter, & de l'article XII du traité de 1651.

Ils foutenoient que le prince d'Orange étoit qualifié à s'opposer aux ceflions promises par le traité de 1673, jufqu'à ce que le roi lui eût fait raifon de fes prétentions, & de leur côté ils réclamoient auffi quelques prétentions de leurs colleges de l'amirauté du chef des équipages maritimes, fournis pour le fervice du roi en 1677.

Cette négociation, quoique fuivie avec chaleur de la part de l'Efpagne, n'aboutit à rien ; les prétentions du prince d'Orange furent confatées & fixées par un traité du 26 décembre 1687, où il fut dit, article X : “ que le prince
 „ d'Orange consentiroit absolument à ce que
 „ la place de Maeftricht avec le comté de
 „ Vroenhoven & leurs dépendances fuffent
 „ remifes ès mains de Sa Majefté, en conformité du dix-huitieme article du traité du
 „ 30 août 1673, & qu'à cet effet ledit feigneur
 „ prince fe déporteroit de l'arrêt ou détention
 „ de ladite place, qui avoit été fait à fon inf-
 „ tance, & que même il feroit tous les de-
 „ voirs poffibles envers les Seigneurs-états-gé-
 „ néraux pour qu'ils donnent accompliffement
 „ audit traité. „

On voit donc que par l'arrangement arrêté en 1687 fur les prétentions de la maifon d'Orange, le principal obftacle que les Hollandois oppofoient à la reftitution de Maeftricht

fut levé. Il est apparent d'ailleurs que la dépense de l'armement maritime de 1677, qu'ils prétendoient faire valoir aussi, a été acquitté; car avant la mort du roi Charles II, il a été fait différentes liquidations entre eux, & il ne paroît pas qu'il leur reste aucune prétention de cette espèce à la charge de l'impératrice. Sa Majesté est par conséquent en droit de réclamer l'exécution de l'article XVIII du traité de 1673. On parlera, chapitre XII, article III, des deux rentes affectées sur les revenus de la Meuse en faveur de la maison d'Orange.

A R T I C L E II.

Autres contestations territoriales avec les Hollandois. Terres dites de Rédemption & les onze bancs de Saint-Servais.

IL y a dans le voisinage de Maestricht huit villages connus sous le nom de Terres de Rédemption, & onze autres qu'on nomme les bancs de Saint-Servais.

Les Terres de Rédemption sont Falais, qui est la plus éloignée de Maestricht, Fouligne ou Veulen, Hermal, Hoppertinghen, Moppertinghen, Nedezen ou Nedelfem, Peef ou Paive, Rutten ou Ruffon.

La souveraineté de tous ces villages est contestée à l'impératrice par les Etats-généraux des Provinces-Unies; ils paient annuellement une contribution fixe à chacune des deux puissances; mais le voisinage de Maestricht donne aux Hollandois de grandes facilités pour soutenir leurs prétentions, ainsi qu'ils ont fait

souvent par des détachemens de la garnison de cette place. Cependant Falais & Hermal sont complètement assujettis à la juridiction du conseil de Brabant.

Les Etats-généraux prétendent que ces terres doivent leur appartenir comme des dépendances de Maastricht; mais on soutient du côté de Sa Majesté, que cette ville n'a aucunes dépendances.

Quoi qu'il en soit, les Etats-généraux ont cédé à la maison d'Autriche, par l'article XVIII du traité de 1673, les prétentions qu'ils soutenoient d'avoir sur les villages de Rédemption sans aucune réserve, ce qui indépendamment de toute autre considération auroit dû terminer la difficulté.

Les onze villages nommés les Bancs de Saint-Servais sont les suivans : Berg, Berneau, Groot-Loon, Hees, Heer & Keer qui ne font qu'un banc, Koningsheim, Mechelen, Sepperen, Sluisen, Tweebergen & Vleitinghen.

Sa Majesté réclame la souveraineté d'une partie de ces villages, savoir, de Berneau, de Groot-Loon, de Heer & Keer, de Koningsheim & de Sluisen, qui tous, à la réserve de Berneau, lui paient des contributions annuelles.

Terre d'Argenteau.

CETTE terre située sur la rive droite de la Meuse, entre Liège & Maastricht, est un fief du marquisat du Saint-Empire; les Hollandois la réclamerent comme une dépendance de

Maestricht , & y ont quelquefois exercé des actes de souveraineté que le gouvernement des Pays-Bas a toujours fait réprimer.

La possession est aujourd'hui à tous égards du côté de Sa Majesté , & Argenteau reconnoît sans contradiction la juridiction du conseil de Brabant.

On verra plus bas que les Liégeois forment pareillement des prétentions sur cette terre.

Le marquis de Laverne , qui est seigneur d'Argenteau aussi bien que de Hermal , village situé vis-à-vis d'Argenteau sur la rive gauche de la Meuse , a cherché de son côté à s'ériger en seigneur indépendant de ces deux terres ; mais poursuivi criminellement pour cette félonie par le procureur-général de Brabant , il reconnut son tort par un acte daté de Bruxelles le 31 mars 1753 , qui fut présenté de sa part le 7 avril suivant à des commissaires du conseil de Brabant.

Abbaye de Postel.

CETTE maison est une ancienne dépendance du quartier d'Anvers ou du marquisat du Saint-Empire. La duchesse Jeanne , maîtresse de tout le Brabant , le déclara ainsi positivement par un acte du 6 septembre 1384.

Cependant les Hollandois soutiennent qu'elle fait partie de la mairie de Bois le Duc , qui leur a été cédée par le traité de Munster ; mais ils ont fait eux-mêmes en nombre d'occasions des aveux contraires à cette prétention.

C'est néanmoins sous ce prétexte qu'ils ont

saïsi & qu'ils détiennent encore tous les biens de cette maison situés sur le territoire de la république, dont on a inutilement demandé la restitution, en offrant même de payer pour cet effet une grosse somme d'argent.

Lorsque la dignité abbatiale de Postel vaque, l'abbé de Floresse, pere abbé de Postel y va recueillir les voix des religieux sur le choix d'un futur abbé, & si l'abbé de Floresse ne peut pas s'y rendre, soit pour cause d'incommodité ou autrement, le gouvernement nomme pour cet effet un autre abbé du même ordre; mais il n'intervient jamais de commissaires séculiers à l'élection.

Elle ne s'y fait donc pas comme ailleurs, en présence de deux ou plus de commissaires nommés de la part de Sa Majesté, ce qui a été introduit ainsi d'abord après le traité de Munster par ménagement pour les Hollandois; mais avant chaque élection, on exige des religieux un acte signé d'eux tous, portant „ que leur élection se fait dans cette forme „ par dispense de Sa Majesté sans préjudice „ & conséquence pour l'avenir. „

L'abbé de Floresse ou celui qui a été commis à sa place, remet ensuite au gouvernement général le procès-verbal de l'élection avec son avis, de même que l'état des biens de la maison; & après que le tout a été examiné en la maniere accoutumée au conseil privé, Sa Majesté nomme pour abbé de Postel celui qu'elle trouve convenir.



Prieuré de Huibergen.

Ce prieuré, de l'ordre des Guillelmites, est situé entre Anvers & Berg-op-Zoom. On soutient de la part de Sa Majesté, que le prieuré & la plus grande partie du hameau de Huibergen, sont des dépendances du quartier d'Anvers, conformément à une séparation des limites, homologuée en forme d'arrêt le 15 novembre 1441 par le conseil de Brabant. Aussi les religieux ont-ils continué depuis la paix de Munster à porter l'habit de leur état, & à remplir publiquement toutes les fonctions qui y sont attachées, sur le même pied que le font les religieux des autres couvens de la domination de Sa Majesté.

Les Erats-généraux des Provinces-Unies prétendent de leur côté que le prieuré de Huibergen fait partie du marquisat de Berg-op-Zoom, & sur ce fondement ils ont exercé de tems en tems des actes de juridiction & de souveraineté.

Par lettres-patentes du 15 février 1755, le conseil de Brabant cassa & annulla quelques entreprises que les officiers du marquisat de Berg-op-Zoom avoient faites.

Le Prieur de Huibergen qui y avoit concourru fut décrété de prise de corps, arrêté de son Couvent, le 22 du même mois de Février (1755) par un détachement de la compagnie du prévôt général, & conduit à Bruxelles; il y fut détenu pendant plus de deux ans; mais ayant reconnu les droits &

la souveraineté de Sa Majesté, le 26 Mars 1757, pardevant des commissaires du conseil de Brabant; à l'intervention du procureur-général, il obtint son élargissement, après avoir prêté serment de se représenter toutes les fois qu'il en seroit interpellé.

Cependant quelques mois après les Hollandois renouvelèrent leurs entreprises sur Huibergen. Le fiscal de Brabant établi à la Haye, se rendit sur les lieux, changea les officiers, de la police, & fit transporter à Berg-op-Zoom les papiers du couvent. Cette démarche s'est passée sans démonstration de la part de Sa Majesté. Les circonstances des affaires publiques ont probablement donné lieu à ce ménagement.



CHAPITRE X.

Etats des Démêlés, qui subsistent actuellement entre l'impératrice-reine & les puissances Maritimes, relativement au traité de la barriere.

DEPUIS long-tems, les Pays-Bas Autrichiens avoient été regardés comme le boulevard des puissances maritimes contre la France, & comme le nœud de leur union avec la maison d'Autriche. On se proposa, par les traités de la Barriere, d'augmenter les forces de ce boulevard, & de pourvoir à sa sûreté en le mettant en état de résister aux attaques de la France; mais les événemens de la guerre
qui

qui suivirent la mort de l'Empereur Charles VI, ne prouverent que trop, que les arrangemens que l'on avoit pris pour cet effet, étoient insuffisans.

Les François se rendirent maîtres de la plus grande partie des Pays-Bas, & démantelerent presque toutes les places de guerre. Dès lors cette chaîne de forteresse qui formoit la barrière fut rompue, & par conséquent il n'en restoit plus que le nom & le souvenir. Cependant les puissances maritimes demandèrent avant la conclusion du traité de paix d'Aix-la-Chapelle de 1748, que l'on reçut des troupes Hollandoises dans les places des Pays-Bas Autrichiens, où les Etats-généraux des Provinces-Unies avoient eu droit de garnison avant la guerre; & qu'on leur payât le subside annuel de 500 mille patacons ou de florins 1400000 argent courant de Brabant, stipulés par les traités de la barrière.

La cour impériale refusa de permettre qu'il fut fait mention des traités de la barrière, dans celui d'Aix-la-Chapelle; elle consentit à recevoir les Hollandois dans les places Autrichiennes, où ils avoient eu garnison avant la guerre. Mais elle déclara sans détour que l'état des Pays-Bas étant changé, tant par les exactions énormes des François pendant la guerre, que par la démolition des places qui formoient la barrière, l'impératrice étoit déterminée à ne pas faire payer le subside de 500 mille écus, jusqu'à ce qu'il auroit été pourvu à la sûreté commune par des nouveaux arrangements.

Cette déclaration fut répétée en 1749, toutes les fois que les puissances maritimes renouvellèrent leurs instances, & l'on y ajouta que Sa Majesté demandoit au surplus une satisfaction équitable sur d'autres griefs, nommément par rapport au commerce des Pays-Bas Autrichiens. Les Hollandois, uniquement attachés à obtenir le paiement du subside, cherchoient à écarter toute autre discussion. Mais ils ne trouverent plus dans la cour impériale ces complaisances dont ils avoient tant abusé autrefois; on leur fit comprendre que les subsides étoient sans objets & par conséquent inexigibles si long-temps qu'il ne seroit pas pourvu à la sûreté commune par le rétablissement des places, & par d'autres mesures efficaces, qu'il falloit donc commencer par s'arranger à cet égard, & convenir en même-temps & pas égaux d'un traité de commerce, conformément à l'article XXVI du traité de la barrière de 1715 & à l'article V. du traité de Vienne de 1731, dont les puissances maritimes avoient depuis si long-temps éludé l'exécution. Cette fermeté de la cour impériale les déconcerta; le comte Guillaume de Bentinck, qui avoit été l'un des Ambassadeurs des Etats-généraux au congrès d'Aix-la-Chapelle, vint à Vienne au commencement de l'année 1750, sous le prétexte d'une affaire de famille, mais dans le fond pour échanger la négociation. Ses instances & ses efforts n'y apportèrent aucun changement. Sa Majesté convaincue par l'expérience du passé qu'on auroit espéré vainement d'amener les puissances

maritimes à une conciliation raisonnable , à moins que de les fixer auparavant dans la bonne voie par des engagements préliminaires, fit déclarer à leurs ministres résidens à sa cour , par un mémoire du 26 Mai 1750 , qu'avant de continuer la négociation , elle jugeoit qu'il étoit nécessaire de convenir des principes suivans.

Que les traités sont également obligatoires pour les contractans , & que l'on est tenu de part & d'autre à y donner satisfaction entiere en même temps & à pas égaux.

Que le traité de Munster de 1648. doit être exécuté par L. H. P. comme il l'a été par la maison d'Autriche , & que l'on commencera d'abord par le redressement de tout ce qui est contraire aux articles VIII, IX, X, XI, XII & XIIIe.

Que ce traité , quant au commerce, est la base de celui de la barriere & qu'ainsi il aura à servir de regle dans toutes les doutes ou difficultés qui pourroient survenir par tout ce qui n'est point exprimé ou décidé par celui de la barriere.

Que l'engagement de l'art. XXVI. du traité de barriere n'est que provisionnel jusqu'à ce qu'on en conviendrait autrement par un traité de commerce , & qu'ainsi on satisfera sans délai à cette promesse, en donnant les mains au plutôt à un traité de commerce juste & équitable.

Enfin que le commerce des Pays - Bas , à l'exception de ce qui est porté par les traités, est dans une certaine & pleine liberté.

Sa Majesté ajouta que ces principes étoient trop conformes au droit naturel , à l'équité

& à la bonne foi , pour que les puissances Maritimes, puissent avoir la moindre difficulté à les accepter & à convenir qu'ils serviroient de base à toute négociation à venir.

Que dès que les Puissances Maritimes en feroient convenues avec l'Impératrice , & qu'elles se feroient prêtées au traité de commerce , S. M. satisferoit aussi à pas égaux au payement du subside de 500 mille patacons , pour autant que les revenus des Pays-Bas pourroient fournir à cette dépense & aux autres également indispensables , que quant au rétablissement des places , l'Impératrice croyoit qu'il étoit de l'équité que Sa Majesté Britannique & L. H. P. concourussent avec elle à un objet de dépense aussi considérable , que ce point avoit besoin d'un concert ultérieur , d'autant plus qu'il faudroit nécessairement allonger le terme de la diminution du subside , à mesure que l'on imposeroit de nouvelles charges aux revenus des Pays-Bas.

On convint ensuite que les trois Puissances nommeroient des Commissaires pour traiter à Bruxelles sur tous les objets relatifs à l'exécution du traité de la barrière ; mais l'impératrice fit déclarer au comte de Bentinck quelques jours avant son départ , que S. M. insistoit préliminairement sur l'acceptation des principes au moyen d'une déclaration par écrit , & que ses commissaires n'entreroient en matière sur chose quelconque , qu'après que pareille déclaration auroit précédé.

Les puissances maritimes embarrassées de cette conduite de la cour impériale qui les

rappelloit à l'équité, cessèrent pendant quelque tems de suivre la négociation principale qui embrassoit tous les objets contentieux ; les Hollandois en particulier chercherent à y substituer des négociations de détail sur un cartel pour la restitution des déferteurs, sur les limites en Flandres, sur des griefs de commerce, sur les moyens de faciliter celui de la Meuse & même sur le subside de la barriere, mais on les renvoya toujours à l'acceptation des principes aux conférences de Bruxelles : ce qui força enfin les puissances maritimes à changer de langage. Leurs ministres à Vienne déclarerent par un mémoire du 23 9bre. 1751, que Sa Majesté Britannique & L. H. P. étoient disposées à entamer sérieusement l'importante affaire de la barriere, & à terminer sans délai avec toute la condescendance possible tous les différends qui subsistoient à ce sujet ; qu'elles avoient déjà désigné leurs commissaires pour entrer en négociation à Bruxelles sur un traité de commerce, conformément au traité de la barriere & de Vienne, & que S. M. Britannique & L. H. P. adoptoient pour base de cette négociation les principes posés dans le mémoire remis le 26 Mai de l'année dernière de la part de S. M. Imp. & Royale, qu'après cette déclaration elles attendoient de l'équité de S. M., qu'elle feroit réflexion aux prétentions de la République par rapport aux subsides, s'assurant que S. M. voudroit bien à l'ouverture des conférences s'engager à faire payer une somme convenable à compte des arrérages, & de plus une bonne partie du courant.

La Cour impériale regarda cette acceptation des principes de la part des puissances maritimes, comme pure & simple, elle déclara de nouveau à leurs ministres à Vienne, par un mémoire qui leur fut remis le 10 janvier 1752, que dès que les puissances maritimes satisferoient en conséquence des principes à tous leurs engagements & qu'elles se feroient prêtées en particulier, au traité de commerce promis par le traité de la barrière & de Vienne, dans le terme de deux ans, S. M. satisferoit aussi à pas égaux au paiement du subside de 500 mille patacons pour autant qu'il seroit possible, que les revenus des Pays-Bas puissent fournir à cette dépense & aux autres également indispensables; en demander davantage, dit S. M., ce seroit s'éloigner des principes convenus. Elle fit observer de plus qu'une partie de ces griefs subsistoient depuis plus d'un siècle, & qu'il y avoit 36 ans que l'on tardoit à satisfaire à l'article XXVI du traité de la barrière, quoique le subside eut toujours été payé jusqu'au tems de la dernière invasion des Pays-Bas; qu'ainsi les Puissances maritimes n'auroient aucun sujet à se plaindre si l'impératrice insistoit sur le redressement des griefs anciens, avant que de s'engager au paiement du subside.

Que par conséquent on ne sauroit exiger de S. M. qu'à l'ouverture des conférences elle fît payer une partie du subside.

Qu'une pareille demande renverseroit l'ordre naturel des choses, qu'elle étoit directement opposée aux principes dont on étoit convenu; principes qui par-là seroient aussi-tôt enfreints

qu'adoptés. Les choses en étant dans ces termes, on se concerta sur la tenue des conférences, dont l'ouverture se fit le 4 mai 1752 dans l'hôtel-de-ville de Bruxelles. L'impératrice y employa trois commissaires, le roi de la Grande-Bretagne deux, & les Etats généraux pareillement trois. L'objet de ces conférences devoit être 1°. de s'arranger sur la sûreté commune, & le rétablissement des places démolies, 2°. un traité de commerce, 3°. le subside de 500 mille patacons, 4°. l'extension des limites en Flandres promis aux Etats-généraux par les traités de la Barrière, 5°. enfin l'on se propoisoit aussi de traiter aux conférences de Bruxelles sur le redressement de plusieurs abus qui s'étoient glissés dans la conduite des garnisons Hollandoises dans les places de la barrière. L'impératrice déterminée à ne pas conclure sur ces objets en particulier, & résolue de ne se prêter à aucun arrangement, à moins qu'il ne les embrassât tous en même tems & à pas égaux, & ce fut en conformité de ce système que ses commissaires eurent ordre d'agir.

Ceux des Puissances Maritimes, au lieu de se conduire de leur côté conformément aux principes arrêtés, commencerent par demander le subside, tant pour le courant que pour les arrérages, ainsi que la cessation des droits imposés dans les Pays-Bas Autrichiens, depuis le traité de la Barrière, pour les marchandises d'Angleterre, de Hollande, jusqu'à ce que les trois Puissances le régleroient autrement.

Les commissaires de l'impératrice-reine tâ-

cherent de les ramener aux principes & de les engager sur-tout à des arrangemens par rapport à la sûreté commune & au commerce; mais ils n'y réussirent pas. Ceux des puissances maritimes sans rejeter les principes qu'on étoit convenu devoir servir de base à la négociation, agissoient comme s'ils les désavouoient, & ils insinuerent plus d'une fois, qu'il n'étoit pas question de conclure un traité de commerce, où les trois puissances trouvaissent leurs convenances réciproques, mais seulement de régler le tarif des Pays-Bas Autrichiens, ainsi que les Puissances Maritimes l'avoient prétendu aux conférences d'Anvers de 1737. On contesta donc infructueusement sur ces objets jusqu'au mois d'octobre 1752, lorsqu'on cessa de tenir des conférences réglées; les puissances maritimes, n'ayant entrepris à répondre au dernier mémoire des commissaires de l'impératrice du 29 septembre cependant comme les trois puissances désiroient également de s'ajuster, le comte de Kaunitz-Rittberg, en quittant l'ambassade de France, eut ordre de se rendre à Bruxelles au commencement de janvier 1753, où le comte Guillaume de Bentinck vint aussi de la part de la princesse d'Orange, Gouvernante des Provinces-Unies, mais sans plein-pouvoir de la part des Etats-généraux; après que ces deux ministres eurent eu plusieurs entrevues, le comte de Kaunitz remit comme de lui-même au comte de Bentinck, un projet de convention préliminaire, dont l'objet étoit d'assurer la conclusion d'un traité de commerce, d'employer le

subside

subside de 500 mille écus à l'avantage de la cause commune & en partie au rétablissement des places, en sorte néanmoins qu'il seroit payé en entier aux Hollandois, après que toutes les places auroient été rétablies & pourvues de l'artillerie & des munitions de guerre nécessaires, de se concerter enfin sur les moyens d'affermir la tranquillité & la sûreté commune. Le comte de Bentinck fut à la Haye en rendre compte à la princesse d'Orange, mais étant revenu sans réponse satisfaisante, la négociation demeura suspendue comme elle est encore aujourd'hui.

Cependant comme elle pouvoit se renouer, on sentit bien qu'en cas que les puissances maritimes consentissent à traiter sur les fondemens du projet de convention préliminaire, il ne seroit pas possible que les revenus des Pays-Bas Autrichiens pussent fournir des charges ordinaires au subsidé de la barrière & au paiement du pied actuel des troupes de l'impératrice, qu'il importoit à la sûreté commune de ne pas diminuer, & qui étoit fort supérieur à celui que l'Empereur Charles VI avoit entretenu ; on jugea donc qu'il étoit nécessaire de trouver de nouvelles ressources pour cette augmentation de dépense, & on résolut de les chercher dans le zèle des provinces Autrichiennes en leur proposant de se charger du subsidé de la barrière, en considération des avantages que les peuples devoient ressentir par le nouveau traité de commerce qu'il s'agissoit de conclure avec les puissances maritimes.

La proposition en fut faite aux Etats des provinces pendant les années 1753 & 1754 : tous y consentirent, la plupart pour le terme de 5 ans, quelques-uns pour 10 ans, & la Flandre pour aussi long-tems que dureroit l'objet de cette nouvelle charge, & que les autres provinces payeroient leur contingent. Ce n'est qu'en Brabant que le consentement est demeuré incomplet, les prélats & les nobles y ont donné les mains, de même que les Villes de Louvain & de Bruxelles; mais celle d'Anvers est restée en défaut d'y accéder.



CHAPITRE XI.

Rapports politiques entre les Pays-Bas & les Etats du roi de Prusse.

LE roi de Prusse possède sur les frontières des provinces Autrichiennes des Pays-Bas la forteresse de Gueidre & plus de sept dixiemes du haut quartier du Duché de ce nom, ce qui le rend maître d'une partie du cours de la Meuse. Il possède de plus le Duché de Clèves, dans lequel se trouve la forteresse de Wesel sur la rive droite du Rhin; le comté de Meurs lui appartient encore sur la gauche du Rhin, & tient au duché de Clèves sur la droite de ce fleuve, le comté de la Marck contigu au duché de Clèves, les comtés de Ravensberg, de Lingen, de Hohenstein, de Lipstadt, & la principauté de Minden, prolongent la chaîne de ses possessions jusqu'aux

états de la maison de Brunswick au-delà du Wefer.

Ces différentes possessions embrassent une grande étendue de pays tant au-delà du Rhin qu'en deçà de la Meuse ; & entre ces deux rivières on peut y ajouter la principauté d'Ostfrise sur la mer germanique qui n'est pas éloignée des provinces dont il vient d'être parlé. En 1744 après la mort de Charles Edzard, dernier mâle de l'ancienne maison d'Ostfrise, le roi de Prusse s'empara de toute sa succession, nonobstant les réclamations des héritiers du sang, & les pactes de confraternité que la maison de Brunswick voulut faire valoir.

Le roi de Prusse est en état de tenir dans ces provinces un corps nombreux de troupes, & par conséquent de donner de l'inquiétude aux Pays-Bas Autrichiens.

Les forces au moyen desquelles l'impératrice-Reine tient sans cesse son ambition en échec du côté de la Bohême & des Provinces voisines, l'ont sans doute empêché jusqu'ici de succomber à la tentation d'envahir les Pays-Bas ; mais les effets de cette tentation pourroient bien éclore dans le cas où les armées de Sa Majesté se trouveroient employées ailleurs, notamment contre les Turcs. Alors les Pays-Bas ne pourroient chercher leur salut que dans l'assistance de la France, car le roi de Prusse étant à même par la position de ses états sur le Rhin & sur la Meuse, ainsi que par la principauté d'Ostfrise, d'en imposer aux Provinces-Unies dont il borde la frontière la plus foible, il n'y auroit probable-

ment aucun secours à espérer de la part de la république.



CHAPITRE XII.

Contestations entre les Pays-Bas & les états du roi de Prusse.

ARTICLE PREMIER.

Contestations territoriales. Terrain pour augmenter les fortifications du fort de Saint-Michel.

PAR l'article XVIII du traité de la barrière, l'empereur Charles VI céda aux Etats-généraux la ville de Venloo avec sa banlieue & le fort de Saint-Michel ; de plus le fort de Stevenswert avec son territoire & autant de terrain qu'il faudroit pour augmenter les fortifications en-deça de la Meuse.

Parmi les griefs que le feu roi de Prusse prétendit avoir souffert par le traité de la barrière, auquel les puissances contractantes refusèrent d'admettre un ministre de sa part, il se plaignit de cette cession, vu que le fort de Saint-Michel est bâti sur un territoire qui lui avoit été cédé par les traités d'Utrecht, & que par conséquent l'empereur n'avoit pu céder ce terrain aux Etats-généraux pour augmenter les fortifications du fort Saint-Michel.

Les Etats-généraux à cet égard dirent qu'en vertu du traité de la barrière, ils ne préten-

doient aucun droit contre Sa Majesté Prussienne, donnant à entendre que cette plainte regardoit uniquement l'empereur qui avoit fait la cession & qui devoit la garantir.

Mais il fut répondu de la part de Sa Majesté Impériale que lors de la conclusion du traité de la barrière, les États-généraux savoient très-bien que ce terrein faisoit partie du pays de Kessel, cédé antérieurement sous leurs propres instances au roi de Prusse, & qu'il étoit d'ailleurs constant en droit que celui qui a acheté ou accepté sciemment par voie de cession ou donation, une action ou d'autres effets qu'il savoit ne pas appartenir au vendeur ou cédant, n'a aucun recours en garantie contre son auteur; de sorte que S. M. Imp. ne pouvoit être inquiétée par rapport à la cession dont il s'agit.

Cette contestation paroît avoir été oubliée depuis long-tems; mais elle pourroit se réveiller si les Hollandois prétendoient vouloir se prévaloir des termes du traité de barrière, en augmentant les fortifications du fort de Saint-Michel.

Terres de Vierßen.

CETTE terre est considérable, le feu roi de Prusse s'en est emparé comme de la dépendance de l'Ammanie de Kriekenbeeck, qui lui a été cédée par les traités d'Utrecht, & il en a conservé la possession.

Les états de la Gueldre autrichienne soutiennent au contraire, que Vierßen est une terre franche, totalement indépendante de l'Ammanie de Kriekenbeeck, & qui n'a été con-

prise dans aucune des cessions faites au roi de Prusse.

A R T I C L E II.

Bureau de Well.

APRÈS qu'on eut cédé au feu roi de Prusse par les traités d'Utrecht une partie du haut quartier de Gueldre, il demanda d'être admis au partage des revenus des bureaux établis sur la Meuse, & sur le refus qu'en firent les Etats-généraux administrateurs des Pays Bas Autrichiens, il établit lui-même en 1713 un bureau à Well, sur la même rivière plus bas que Venloo.

Le bureau de Well a été depuis quarante-fix ans un objet de contestation & de négociation. Les Hollandois soutinrent d'abord que les péages qui se levent à Ruremonde & à Venloo, étoient des tonlieux locaux attachés à ces deux villes & destinés à l'entretien de leurs fortifications, & ils inférèrent de là que le roi de Prusse n'étoit point qualifié à y prétendre la moindre part; mais ils prétendirent de plus qu'il n'étoit point en droit d'imposer des péages sur le commerce de la Meuse dans la partie de la Gueldre qui lui avoit été cédée, & la cour Impériale entra vivement dans le même systême. Le roi de Prusse, ferme à soutenir ses prétentions, a amené insensiblement les Hollandois à se relâcher; ils ont offert de l'admettre au partage des revenus des bureaux de Navagne, de Ruremonde & de Venloo à concurrence d'un tiers, & même de permettre qu'il y eut dans chacun de ces bureaux

un contrôleur de sa part, moyennant qu'il supprimât le bureau de Well, & ils ont cherché à obtenir sur ce partage le consentement de la cour impériale; mais jusqu'ici il n'en est rien résulté. L'impératrice seroit certainement lésée par un pareil arrangement, vu que deux des trois bureaux lui appartiennent, & que celui de Navagne n'a d'ailleurs rien de commun avec la Gueldre.

A R T I C L E I I I .

Rentes sur la Meuse.

PAR un traité conclu à la Haye le 26 décembre 1687, entre le roi d'Espagne Charles II & Guillaume, prince d'Orange, qui fut ensuite roi d'Angleterre sous le nom de Guillaume III, le roi Catholique assura à ce prince la rente de quatre-vingt mille florins de Hollande par an, constituée par un traité du 12 octobre 1651, & ce sur les effets les plus liquides des Pays-Bas, „ particulièrement sur „ les droits d'entrée & de sortie de la Meuse, „ & en cas d'insuffisance sur les comptoirs „ des mêmes droits de la ville d'Anvers ou „ rivière de l'Escaut subsidiairement. „

Le roi lui constitua de plus une autre rente de vingt mille florins, argent de Brabant par an, sur les mêmes effets rachetable au dernier vingt.

Par l'article XVIII du traité de la barrière de 1715, il fut stipulé que les Etats-généraux, à cause de la cession qui leur avoit été faite d'une partie du haut quartier de la Gueldre,

„ subviendroient à S. M. Imp. dans les paye-
 „ mens desdites rentes & autres dettes qui
 „ pourroient y être hypothéquées annuelle-
 „ ment, à proportion des droits d'entrée &
 „ de sortie qu'ils recevront, le tout suivant
 „ les constitutions mêmes desdites rentes. „

En conséquence du traité de partage de la succession d'Orange, conclu en 1732, la rente de quatre-vingt mille florins appartient au roi de Prusse, héritier fidei-commisnaire du roi Guillaume, & celle de vingt mille florins au prince d'Orange.

Le payement de ces rentes qui ont cessé d'être acquittées vers l'an 1699, a fait depuis quarante-six ans, ainsi que le bureau de Well, un objet de contestation & de négociation entre les cours de Vienne & de Berlin & les Etats-généraux; ceux-ci qui depuis 1702 jusqu'en 1713, ont joui seuls de tous les revenus de la Meuse, sont les seuls à qui le roi de Prusse puisse demander le payement des rentes pendant ces onze années.

L'état des choses a changé en 1713, puisque par l'établissement du bureau de Well, fait en cette année, le feu roi de Prusse en se créant un revenu nouveau, a diminué celui des autres bureaux, dont le produit devoit servir au payement des rentes, en sorte qu'en détériorant l'hypothèque primitive, il a lui-même perçu une partie de ses fruits.

Les procédés de ce prince pourroient donc donner lieu à une liquidation dont il seroit très-difficile de sortir; mais il est probable que lorsque les trois puissances arrangeront de concert

cert les affaires de la Meuse, le roi de Prusse pourra être disposé à se relâcher sur les arrérages, du moins depuis l'an 1713.

A R T I C L E IV.

Archives de Gueldre.

PAR l'article XVIII du traité de la barrière de 1715, il fut stipulé " que les documens & „ papiers concernant le haut quartier de Gueldre, resteroient comme ci-devant dans les „ archives à Ruremonde; mais qu'il en seroit „ formé un inventaire, à l'intervention des „ commissaires de S. M. Impériale & Catholique, de S. M. Prussienne & des Etats-généraux, dont il seroit donné une copie authentique à chacune des trois puissances pour „ avoir toujours libre accès à tous les papiers „ & documens dont elles auroient besoin pour „ la partie qu'elles possèdent dans le haut „ quartier de Gueldre, & dont copie authentique leur sera délivrée à la première requisi- „ tion. „

La cour de Berlin & les Etats-généraux ont demandé souvent qu'il fût procédé à la formation de cet inventaire. Le feu roi de Prusse & le roi régnant y ont insisté particulièrement avec beaucoup de vivacité; mais les papiers des archives de Ruremonde n'étant ni arrangés ni bien connus, on a dû différer à condescendre à ses instances. Le gouvernement des Pays-Bas a néanmoins fait former un inventaire sans l'intervention des commissaires des puissances intéressées, qui a été communiqué

au roi de Prusse ; mais ce prince n'en a point été content.



CHAPITRE XIII.

Rapports politiques entre les Pays-Bas & le pays de Liege.

LE pays de Liege , qui fait partie du cercle de Westphalie , méritoit autrefois les attentions & les ménagemens des puissances voisines ; situé entre les Pays-Bas , l'Allemagne & la France , habité par un peuple inquiet , remuant & belliqueux , ce petit état s'attiroit une certaine considération. Les Liégeois , excités & soutenus par la France , donnerent de l'embarras aux puissans princes de la maison de Bourgogne , qui régnoit dans les Pays-Bas ; mais les victoires de Philippe le Bon & les humiliations qu'ils essuyèrent de sa part & de celle de Charles le Hardy , éteignirent en eux le goût de la guerre , en sorte qu'on ne vit plus depuis d'armée Liégeoise.

Pendant les guerres terminées par les traités des Pyrénées , d'Aix-la-Chapelle , de Nimègue , de Riswick & d'Utrecht , les citadelles de Liege & de Huy qui rendoient les Liégeois maîtres des deux passages importans sur la Meuse ; leur valurent encore des égards de la part des puissances belligérantes ; mais ces deux forteresses ayant été démolies pour toujours , le pays de Liege n'entre plus dans

des objets de guerre que comme un pays ouvert qui , n'étant point en état de faire respecter sa neutralité , est exposé à être occupé par des armées étrangères , tant pendant la campagne que pour des quartiers d'hiver.

Dans les démêlés entre les Pays-Bas & le pays de Liege , les Liégeois ont souvent réclamé la protection de l'empereur & de l'Empire , ainsi que celle de la couronne de France , & les protections , loin d'avoir été infructueuses , ont quelquefois arrêté ou suspendu l'exercice des droits légitimes des souverains des Pays-Bas.



CHAPITRE XIV.

Contestations entre les Pays - Bas & l'état de Liege.

ARTICLE PREMIER.

Contestations territoriales. Terre & abbaye de Saint-Hubert.

CETTE terre qui consiste en six mairies ou seautés , avec plusieurs villages qui en dépendent , a été tenue depuis plusieurs siècles comme faisant partie du duché de Luxembourg , & il existe nombre d'actes qui ne laissent aucun doute sur la souveraineté des ducs de cette province.

Elle commença à leur être contestée il y a environ deux siècles & demi , par un évê-

que de Liege ; mais les ducs de Luxembourg en ont conservé la possession , & la terre de Saint-Hubert est aujourd'hui complètement affujettie à l'impératrice-reine.

Les religieux néanmoins choisissent leur abbé sans intervention des commissaires de S. M., & l'abbé ne prend d'autres provisions que du supérieur ecclésiastique , parce que la contestation pour la souveraineté de Saint-Hubert subsistoit déjà avec Liege , avant que nos souverains n'eussent commencé à user du droit de nommer aux dignités ecclésiastiques sur le pied qu'ils le font aujourd'hui.

Nassogne.

Les évêques de Liege réclament la souveraineté de Nassogne , du chef d'un hommage que Jean , roi de Bohême , duc de Luxembourg , fit de cette terre à un évêque de Liege en 1338 ; mais outre que la féodalité ne conclut rien pour la souveraineté , il y a un acte de la même date que l'hommage qui réserve tous les droits du duc de Luxembourg par rapport à la souveraineté. L'abbé de Saint-Hubert est seigneur haut justicier de cette terre ; mais la possession de la souveraineté est notoirement par-devers Sa Majesté.

Flogue & Ambley.

Ces deux villages sont possédés par les Liégeois ; mais S. M. comme duchesse de Luxembourg , y a des prétentions qu'elle est en droit

de faire valoir en vertu d'un traité du 4 août 1548, qui les lui a réservés.

Wavrelle.

LES prétentions de S. M. sur ce village dérivent d'un traité du 21 avril 1338, par lequel il fut vendu à Jean, roi de Bohême, duc de Luxembourg; mais les Liégeois le possèdent.

Ochain.

L'IMPÉRATRICE-REINE est constamment en possession de cette terre, sur laquelle les Liégeois ont néanmoins quelques prétentions qui leur ont été réservées par le traité de 1548; comme elle est enclavée dans le pays de Liege il conviendra un jour de l'échanger.

La Parallé. Terrain inculte dans le voisinage d'Aywalle. District dépendant de la Cour-de-Bare-Falenne dans les environs de Marche.

CES objets de contestation sont peu considérables, & la possession assez indécise.

Souveraineté de la rivière d'Ourte.

CETTE rivière prend sa source dans le Luxembourg, & se jette dans la Meuse près de Liege. On prétend qu'elle appartient dans tout son cours aux ducs de Luxembourg, qui effectivement y ont exercés des actes de souveraineté de toute espee. Cependant vers l'an 1721, les Liégeois ont établi des bureaux

à Rendeux-Saint-Lambert & au ban de Fronville, où ils ont fait lever le soixantième au préjudice du commerce de la rivière d'Ourte.

Le gouvernement des Pays-Bas en fit des plaintes; mais il ne paroît pas que cette affaire ait été suivie.

Souveraineté de la Meuse dans le comté de Namur.

IL est constant que la souveraineté de tout le lit de la Meuse, depuis le faule à Revin jusqu'au peuplier d'Andenne, appartient au comté de Namur, & les Liégeois en convenoient eux-mêmes autrefois. Ce droit du comté de Namur a donné lieu à une contestation pour la souveraineté du pont de Dinant, qui a été discutée dans différentes conférences depuis près de deux siècles, & dont il a encore été question sous le gouvernement du prince Eugene de Savoie.

Final ou Furneau.

CE village est situé près d'Ermeton-sur-Biere, dans le comté de Namur. La possession de la souveraineté est par-devers l'impératrice; mais les Liégeois y ont quelquefois formé des prétentions même encore depuis peu.

Jambe.

CE village fait l'un des fauxbourgs de Namur. L'évêque & prince de Liege y établit le maire; ce qui fait présumer qu'autrefois il y étoit seigneur foncier : c'est néanmoins de ce chef que les Liégeois forment des prétentions

sur la souveraineté de Jambe ; mais les entreprises au moyen desquelles ils ont quelquefois voulu faire valoir ces prétentions , ont toujours été réprimées avec succès de la part des officiers du comté de Namur.

Bureau établi en 1669 par les Liégeois sur un terrain nommé Verd-Bois, entre Hingeon & Pontillas, villages du comté de Namur. Bureau établi par les Liégeois en 1655 à Malonne-sur-Sambre, à une lieue de Namur. Terrain nommé la longue & courte Roye, près de Seilles, comté de Namur.

Ces trois objets de contestation ne sont pas bien considérables, & on n'en fait ici mention que parce qu'ils existent.

Bureau de Neer sur la Meuse, plus bas que Ruremonde.

L'ÉTABLISSEMENT de ce bureau où les Liégeois levent le soixantieme, est une nouveauté illégitime introduite l'an 1700. D'abord le gouvernement des Pays-Bas le fit supprimer à main armée ; mais dans la suite, l'électeur de Baviere, gouverneur-général de ces provinces, eut des complaisances pour son frere l'évêque & prince de Liege, & le bureau fut rétabli en 1718. Le gouvernement des Pays-Bas le fit anéantir pour la seconde fois. Le receveur du soixantieme fut enlevé & constitué prisonnier à Ruremonde ; mais le bureau a été rétabli aussi pour la seconde fois & subsiste encore ; il est si préjudiciable au commerce

de la Meuse , qu'en 1731 le feu roi de Prusse demanda que l'empereur le fit cesser.

Ville de Fontaine l'Evêque dans le comté d'Hainaut.

LA contestation pour Fontaine-l'Evêque subsiste depuis long-tems. Quoique les droits des comtes d'Hainaut aient été constatés & prouvés de la maniere la plus évidente, cependant les Liégeois avoient su en arrêter l'exercice par des complaisances qu'ils obtenoient du gouvernement des Pays-Bas, en sorte que cette terre se trouvoit dans une espece d'indépendance; mais en 1757, il fut jugé à propos de ne plus mollir sur cet objet. Un détachement des troupes de l'impératrice prit possession de Fontaine-l'Evêque, & y établit pour S. M. un bureau de droits d'entrée & de sortie. Les Liégeois s'en sont plaints avec beaucoup de vivacité, mais S. M. a conservé sa possession.

Terre de Lummen, près du Demer en Brabant

L'IMPÉRATRICE a un quart par indivis dans la haute justice & dans les droits seigneuriaux de cette terre; les trois quarts restans appartiennent au comté de la Marck. On prétend que la souveraineté de cette terre appartient à S. M. seule; mais le comte de la Marck réclame la souveraineté pour les trois quarts sur le pied du partage des droits seigneuriaux. Le château de Lummen relève du comté de Looz, domaine de l'église de Liege, & c'est de

de ce chef que les évêques de Liege prétendent quelque part à la souveraineté ; mais ils ne sont en possession de rien.

Terre de Herftal fur la Meufe en Brabant.

LA souveraineté de la terre de Herftal fut cédée à l'évêque & prince de Liege par un traité de 1548, à concurrence de deux mille dix-neuf bonniers en échange d'un terrain du pays de Liege de la même grandeur, sur lequel l'empereur Charles V fit construire le fort de Mariembourg.

La cession de Herftal ne fut exécutée qu'en 1655. Wandre qui fait partie de la seigneurie de Herftal, fut réservé au duc de Brabant, & comme ces deux endroits étoient assujettis à une même loi, sous la même justice & la même police, ils continuèrent à ressortir de la juridiction du conseil de Brabant pour les affaires générales de la communauté, même depuis la cession de l'année 1655 ; mais l'évêque & prince de Liege ayant acquis du roi de Prusse en 1740 la seigneurie & haute justice des deux endroits, il y a introduit différentes nouveautés au préjudice des libertés & franchises des habitans, & du droit de supériorité & de protection appartenant à plusieurs égards à Sa Majesté. Ces innovations furent discutées sans succès dans des conférences tenues à Bruxelles en 1753, où les commissaires Liégeois témoignèrent une extrême envie d'acquérir pour l'église de Liege la souveraineté de Wandre. A cette occasion on insista de la part de Sa

Majesté à ce qu'il fût procédé au mesurage de Herfâl¹, parce qu'on présume que dans l'étendue que possèdent les Liégeois, il y a six à sept cents bonniers au-delà de deux mille dix-neuf dont la souveraineté a été cédée en 1548.

Terre de Hougarde & de Fourine Bauvechin.

L'IMPÉRATRICE, comme duchesse de Brabant, a des titres très-essentiels pour la souveraineté de ces terres qui sont enclavées de toute part dans le Brabant; mais les Liégeois les possèdent depuis plusieurs siècles: du reste les droits d'entrée que perçoit Sa Majesté sur les bières brassées à Hougarde, lui produisent un revenu infiniment supérieur que celui qu'elle tireroit de cette terre, si elle en étoit la souveraine.

Attenhoven.

CETTE terre est située près de Tirlemont. Le chapitre de l'église cathédrale de Saint-Lambert à Liege, en est seigneur haut-justicier, & prétend en être le souverain. On soutient au contraire que la souveraineté appartient au duc de Brabant, & les droits de Sa Majesté paroissent établis sur de bons fondemens. Cependant en 1735, la Sérénissime archiduchesse Marie-Elisabeth, gouvernante-générale des Pays-Bas, trouva à propos d'arrêter les démarches que faisoient le conseil & le procureur-général de Brabant, pour conserver & pour assurer à l'empereur la souveraineté d'Attenhoven, & depuis lors cette dispute est demeurée indécise.

Chaumont.

CETTE terre est dans le Wallon-Brabant, sous le ressort de la ville de Louvain, qui y a exercé constamment le droit de chef de ville, lors de l'érection de l'évêché de Namur en 1560, Chaumont fut attaché à ce nouveau diocèse dont il dépend encore à présent; ce qui n'auroit point eu lieu s'il avoit dépendu de la principauté de Liege, comme les Liégeois le soutiennent. Ils entreprennent quelquefois d'y exercer des actes de souveraineté; mais on a toujours soin de les réprimer, & la possession est plutôt du côté de Sa Majesté que du leur.

Falaïse.

CETTE terre située près de Hannut aux extrémités du Wallon-Brabant vers Liege est aussi réclamée par les Liégeois; mais sans aucun titre, & la possession est à tous égards en faveur de Sa Majesté.

Mont-Saint-André.

LE chapitre de Saint-Lambert à Liege est seigneur de ce village, situé dans le Wallon Brabant, à environ deux lieues de Jodoigne, vers le comté de Namur. En 1423, Jean IV, duc de Brabant, accorda à la requête de ce chapitre l'exemption des tailles pour les biens & villages qu'il possédoit en Brabant, parmi lesquels il nomme Mont-Saint-André. La franchise qui est résultée de cette conces-

sion , constate bien la souveraineté du duc de Brabant , & néanmoins c'est principalement du chef de cette même franchise que les Liégeois s'avisent de prétendre la souveraineté du Mont-Saint-André. Le Conseil de Brabant y exerce sa juridiction , & à présent on n'y pratique guere d'autres actes de souveraineté que de la part de Sa Majesté.

Jumet.

Jumet est une terre très - considérable dans le Wallon - Brabant près de Charleroy , les abbés de Lobbes au pays de Liege , qui en sont seigneurs , ont quelquefois voulu s'en arroger la souveraineté , & les Evêques de Liege l'ont souvent réclamée pour eux-mêmes. Mais la possession de la souveraineté est à sa Majesté , & le conseil de Brabant y exerce toutes sortes d'actes de juridiction.

Virginal.

C'est une terre franche dans le Wallon-Brabant qui est sous la souveraineté actuelle de Sa Majesté , nonobstant que les Liégeois y forment quelques prétentions.

Lavoir.

Lavoir est un petit Village situé à deux lieues de Huy à côté du Brabant entre la Meuse & la Meuse , & enclavé de toutes parts dans le pays de Liege. La contestation pour ce village subsiste depuis plus de deux siècles , & a souvent été traitée dans des conférences.

En 1731 l'archiduchesse Marie-Elisabeth fit soutenir les droits de l'empereur par un détachement de la garnison de Looz qu'elle envoya à Lavoir ; mais il paroît qu'actuellement la possession est plutôt du côté des Liégeois.

Les Villages dites terres de rédemption.

Il a été parlé ci-dessus , CHAP. IX. art. I. *des terres de Rédemption*, à l'occasion des contestations avec les Hollandois. Les Liégeois forment aussi quelques prétentions sur ces terres ; mais la possession est contre eux.

Argenteau & Hermal.

On a vu ci-dessus , Chap. IX , art. II. les prétentions des Hollandois sur ces terres. Les Liégeois y forment pareillement des prétentions sous le prétexte que l'Empereur Henri IV , en faisant dans un diplôme de l'an 1070 , l'énumération des dons faits à l'église de Liège & en les confirmant , y comprend le château d'Argenteau ; mais outre que cette pièce n'est pas reconnue pour authentique , il paroît qu'elle n'accorde aux Liégeois que le droit de pouvoir entrer dans le château d'Argenteau , & celui d'en sortir. Les Liégeois se prévalent aussi ce que dans les tems anciens , les procès des habitans de ces terres ont été quelquefois jugé à Liège. Mais il est à remarquer que plusieurs autres Villages du Brabant & des pays d'Outre-Meuse étoient pareillement dans ce cas.

La Rochette.

Le château de la Rochette dont dépend la vouerie de Fléron est une terre située dans les confins du pays d'Outre-Meuse, contestée entre les ducs de Brabant comme souverains de ce pays, & les évêques & princes de Liege. La possession paroît-être du côté de ces derniers. Elle fut interrompue par le conseil de Brabant en 1735, & l'évêque & Prince de Liege réclama à cette occasion la protection de l'Empire.

Berneau.

Cette terre est du pays de Dalem au-delà de la Meuse; il y a une contestation à son sujet entre Sa Majesté & les Hollandois, ainsi que l'on a vu chap. IX art. II. Les Liégeois y forment aussi des prétentions.

Souveraineté de la rivière de Wesdre ou Wese.

On prétend que la souveraineté de cette rivière appartient à Sa Majesté, depuis Limbourg jusqu'à son embouchure dans l'Ourte, près de Liege; mais les Liégeois traversent très-souvent par des entreprises, l'exercice de cette souveraineté.

Ce sont là les principales contestations territoriales qui subsistent entre les Pays-Bas & le pays de Liege; toutes les fois qu'il s'en est élevé, les Liégeois ont demandé qu'elles fussent traitées dans des conférences, à la faveur

desquelles ils obtenoient des surcéances qui, en arrêtant l'exercice des droits des souverains des Pays-Bas, laissoient aux Liégeois la facilité d'accumuler & de multiplier leurs entreprises. Telle a été constamment leur politique depuis plus de deux siècles.

A R T I C L E I I.

Du commerce avec les Liégeois.

LES habitans des Pays-Bas font avec ceux du pays de Liege un commerce assez considérable de toutes sortes de denrées & de manufactures. Les Liégeois ont néanmoins cet avantage sur nous, que leur pays étant très-abondant en houilles ou charbon de terre, ils travaillent presque seuls tout le fer que produit le Luxembourg; ce qui fait pour eux un objet de la plus grande importance.

Le commerce a donné lieu à des démêlés très-animés entre les deux pays. L'an 1653, les Liégeois obtinrent de l'empereur Ferdinand III la permission de lever pour l'entretien de la garnison de la citadelle de Liege, le soixantième de la valeur de toutes les marchandises qui seroient exportées du pays de Liege, de même que de celles qui y entreroient pour y être consommées. L'empereur excepta nommément de cet impôt les marchandises qui ne seroient que passer par le pays de Liege, de même que celles qu'on y feroit entrer dans d'autres vues que pour les y consommer ou vendre.

Ce nonobstant, les Liégeois levent le soixan-

tieme sur toutes les marchandises qui touchent leur territoire par terre ou par eau, sans distinction d'entrée ou de sortie ou de transit. Le gouvernement des Pays-Bas n'a pas cessé de s'en plaindre, & a même employé quelquefois des voies de fait pour arrêter l'extension illégitime de cet impôt. Les Liégeois à leur ordinaire ont demandé des conférences; on en tint à Louvain en 1730, mais sans succès, & le soixantieme continue d'être levé au grand préjudice du commerce des Pays-Bas.

A R T I C L E I I I .

Droit de nomination de l'université de Louvain aux bénéfices du pays de Liege. Privilegium tractus appartenant aux suppôts de l'université à l'égard des Liégeois.

LA faculté des arts de l'université de Louvain est en droit; en vertu de différentes concessions du saint-siège, de conférer tous les bénéfices du pays de Liege vacans dans certains mois apostoliques, savoir, en novembre tous les ans, & en janvier alternativement d'année en année.

Le droit de la faculté des arts porte donc uniquement sur des bénéfices qui étoient primitivement de la collation du saint-siège, & par conséquent il n'en résulte pas de préjudice aux collateurs ordinaires.

Les Liégeois prétendent que la faculté n'a aucun droit de nomination sur des cures unies aux chapitres ou aux abbayes que l'on nomme

me *vicaires perpétuels*, & cette prétention a souvent excité des contestations qui, comme beaucoup d'autres, ont été traitées infructueusement dans des conférences.

Les suppôts de l'université jouissent d'ailleurs, à l'égard des habitans du pays de Liege, du privilege nommé *jus tractus*, en vertu duquel ils sont en droit de faire citer pardevant le conservateur des privileges de l'université, les sujets du pays de Liege, soit pour cause de dettes ou pour les objets relatifs au droit de nomination aux bénéfices.

Ce *jus tractus* est très-ancien; il a été reconnu & légitimé par une convention du 26 février 1457, entre l'université & le tribunal Liégeois des vingt-deux.

Le conservateur agit à cet égard comme délégué du saint-siege, & les tribunaux du pays de Liege sont obligés d'exécuter les sentences sur les restrictions & modifications portées par un traité conclu à Maestricht le 29 novembre 1615, entre les archiducs souverains des Pays-Bas & l'évêque & prince de Liege.

Cependant la régence & les tribunaux de Liege, peu fideles à leurs engagements, ne cherchent que trop à éluder l'exécution de ce privilege & du traité de Maestricht; ce qui a souvent donné lieu au conseil de Brabant à faire saisir les biens des Liégeois situés sous son ressort dans les provinces de Brabant & de Limbourg.

ARTICLE IV.

*Droit de passage pour les troupes de Sa Majesté
par le pays de Liege.*

PAR un traité conclu le 27 janvier 1465, entre Philippe le Bon, duc de Bourgogne, d'une part, l'évêque & les états de Liege de l'autre, il fut stipulé que le droit de passer & repasser la Meuse par les pays de Liege & le comté de Looz, soit avec des troupes ou autrement, par quelque ville ou passage que ce soit, " appartiendrait à toujours au duc de „ Bourgogne & à ses successeurs, ou l'un „ d'eux, ducs & comtes des pays qu'ils tenoient alors, sans méfaire aux gens des dites villes & passages, & que les vivres leur seroient administrés pour leurs deniers „ sans les renchérir pour cette cause. „

C'est en vertu de cet article que l'impératrice-reine & les princes des Pays-Bas, ses prédécesseurs, ont constamment soutenu qu'il leur appartenait le droit de faire passer leurs troupes par le pays de Liege sans aucune requisition préalable, comme elles y ont passé en effet.

Les Liégeois ont quelquefois réclamé contre le traité de 1465, & ils ont même prétendu qu'il avait été révoqué par des traités postérieurs; & Louvret, dans le premier volume de son recueil des édits & traités du pays de Liege, rappelle partie première, chapitres IV, LV, XIII, un prétendu acte de

renonciation de la duchesse Marie de Bourgogne, sous la date du 19 mars 1476.

Mais outre qu'on n'a jamais reconnu l'existence de cet acte, ce compilateur partial le rapporte à une sentence qui avoit été rendue contre les Liégeois en 1467, & ainsi à des objets totalement étrangers à ceux dont il est question dans le traité qui est antérieur de deux ans à cette sentence.

Au reste, indépendamment de cette observation, le gouvernement des Pays-Bas a toujours maintenu & avec succès dans toutes les occasions l'exécution de l'engagement du traité de 1465.

La régence de Liege réveilla encore la question, tant sur les requisitions préalables, que sur le paiement des voitures, chevaux & fourrages, par un mémoire que le comte de Grosberg, ministre du prince de Liege à Bruxelles, y présenta le 16 mai 1758; mais il fut simplement répondu le 2 juillet de la même année, que la régence de Liege ne pouvoit pas ignorer les droits appartenans à S. M. en vertu du traité de 1465 constamment observé; que le gouvernement des Pays-Bas, desirant néanmoins procurer de plus grandes facilités pour le passage des troupes des Pays-Bas par celui de Liege, sans rien innover aux droits de Sa Majesté, préviendroit volontiers le ministre de Liege du jour que ces passages devront se faire pour autant que les circonstances pourront le permettre.

CHAPITRE XV.

*Contestations entre les Pays-Bas & les autres Etats
voisins de l'Empire.*

Terre de Wickeræet.

DANS les anciens temps, cette terre étoit incontestablement un fief relevant du Duché de Gueldre. Les actes de relief des années 1326, 1338, & 1402 en font foi. Elle fut réunie au domaine du duc de Gueldre en 1454 & aliénée en 1466 ; ayant été réunie pour la seconde fois au domaine, l'archiduc Maximilien la vendit en 1485, à Henri de Hompesch, qui en demanda & obtint l'investiture de l'empereur Frédéric III en 1488, avec cette expression : *que dorénavant le bourg de Wickeræet seroit relevé non comme fief de Gueldre, mais comme fief de l'empire.*

On soutient de la part de l'impératrice reine, comme duchesse de Gueldre, que ce changement de féodalité, fait pendant la minorité de Philippe le Bel, a été accompagné des circonstances qui le rendent nul. Cependant ce fut sur ce fondement de l'acte de 1488, que les seigneurs de Wickeræet prétendent ne plus dépendre de la Gueldre, & il paroît que depuis lors, les reliefs n'ont plus été faits qu'à l'empire, quoique le conseil de Gueldre séant à Ruremonde ait continué en nombre d'occasions à exercer la juridiction sur cette terre,

dont les habitans exempts des charges de l'empire , ont souvent fourni aux souverains de la Gueldre les contributions annuelles nommées *Rations* que payent les terres franches.

Terre ou pays de Thorn.

On soutient aux Pays-Bas avec beaucoup de raisons , que cette terre est une dépendance de la Gueldre , quoique le chapitre noble de Thorn prétend qu'elle est terre immédiate de l'empire. Il paroît que ce ne fut qu'en 1630 que l'abbesse de Thorn commença à déployer ce système. On s'y opposa de la part du roi catholique Philippe IV , & l'affaire ayant été remise à des conférences qui se tinrent à Cologne en 1656 , il y fut déclaré que le conseil de Gueldre conserveroit sa juridiction sur le pays de Thorn ; cependant l'exercice de cette juridiction a encore été contesté depuis lors ; & la possession est actuellement contre Sa Majesté.

Terre de Millendonck.

Cette terre étoit originairement du patrimoine des anciens comtes de Gueldre , & après qu'elle en eut été détachée en l'an 1300 , elle a été toujours tenue en fief du duché de Gueldre. En 1671 , Philippe de Croy qui en étoit seigneur , fit quelques tentatives pour la soustraire au duché de Gueldre , & pour l'annexer à l'empire , mais on le reprima. Cependant ses successeurs ne perdirent pas de vue le dessein de la rendre indépendante , & en

1700 la Comtesse de Berlyps qui avoit un grand crédit à la cour de Madrid, obtint de Charles II. les lettres patentes par lesquelles il lui cédoit le domaine direct de Millendonck. Elle prétendit en conséquence que ce prince lui avoit abandonné sans exception tous les droits qui lui appartenoient dans cette terre, & ce fut sur ce fondement qu'elle chercha à la faire annexer au cercle de Westphalie; mais en 1702, le conseil de Gueldre cassa & annulla cette entreprise. La possession est actuellement contre Sa Majesté.

Terre de Dalembroeck.

Cette terre a été contestée entre les ducs de Gueldre & de Juliers, & c'est à la faveur de cette contestation que les seigneurs de Dalembroeck ont voulu s'ériger en indépendance par un traité conclu à francfort en 1711; l'électeur Palatin, duc de Juliers, renonça en faveur de l'empereur Charles VI à toutes ses prétentions sur Dalembroeck.

Depuis lors Frédéric - Victor de Meer, seigneur de cette terre, a voulu réveiller le système de son indépendance, mais poursuivi criminellement pour cette félonie devant le conseil de Gueldre à Ruremonde, il a désisté de ses prétentions, en reconnoissant à tous égards la souveraineté de Sa Majesté.

Kerpen & Lommerfum.

Ces terres situées du côté de Cologne sont des dépendances anciennes & incontestables

du Brabant. Vers le milieu du dernier siècle, Philippe IV engagea la juridiction territoriale à Maximilien Henri de Bavière, électeur de Cologne; & en 1711 l'empereur Charles VI les ayant cédé à l'électeur Palatin, ce prince les rétrocéda à son ministre le comte de Schaesberg, en faveur de qui l'empereur les érigea en 1712 en comté immédiat de l'empire, en les incorporant au cercle de Westphalie. Les Etats de Brabant ont réclamé & réclament encore contre ce démembrement, comme contraire à l'art. III, de la Joyeuse entrée, par lequel les ducs de Brabant promettent de n'aliéner aucune partie de leurs domaines sans le consentement des Etats. On a observé d'ailleurs, que même suivant les capitulations Impériales, l'empereur ne peut point démembrer un cercle de l'empire pour en agrandir un autre; c'est sur ce fondement que les prétentions de la maison de Schaesberg, & les droits qu'elle peut tirer de l'érection des terres de Kerpen & de Lommerfum au comté de l'empire, n'ont pas été reconnus aux Pays-Bas, aussi le conseil de Brabant est-il demeuré dans la possession d'exercer la juridiction sur ces terres comme auparavant.

Terre de Wüthem.

La situation avantageuse de la terre de Wüthem entre les villes d'Aix-la-Chapelle, de Maestricht, & de Liege, la rend intéressante. Cette terre non-seulement a toujours dépendu du Brabant, mais elle faisoit même

partie du domaine du souverain. Après avoir été démembré pendant assez long-tems du domaine, elle y fut réunie à titre de confiscation, pendant les guerres civiles des Pays-Bas, mais le seigneur de cette terre s'étant soumis aux archiducs Albert & Isabelle, ils voulurent bien en 1604 lui faire grace de la confiscation. La souveraineté des ducs de Brabant sur Withem n'avoit jamais été révoquée en doute avant l'an 1684, lorsque George-Frédéric de Waldeck qui en étoit seigneur territorial prétendit en avoir obtenu la souveraineté du roi Charles II, & en effet Withem a cessé depuis lors d'être relevé comme fief de Brabant.

Les mêmes principes qui autorisent Sa Majesté comme duchesse de Brabant à révéndiquer & à soutenir la souveraineté sur Kerpen & Lommerfum, l'autorisent aussi à user de ses droits par rapport à Withem, dont l'aliénation est notoirement invalide dès qu'elle a été faite sans le consentement des Etats.

: *Terre de Schleyden.*

Il y a eu anciennement des grandes contestations sur la question si Schleyden étoit une terre immédiate de l'empire ou dépendante du duché de Luxembourg; mais elles furent terminées par une transaction du 19 9bre 1546 entre les députés de l'empereur Charles V, d'une part, & ceux du comte Theodore de Manderscheyd qui reconnut de la maniere la plus formelle la souveraineté
de

de l'empereur sur Schleyden en sa qualité de duc de Luxembourg. Depuis lors Sa Majesté & les princes ses prédécesseurs ont été constamment & à tous égards en possession de cette souveraineté, & toutes les fois que le cercle de Westphalie a voulu faire valoir ses prétentions, ainsi qu'il fit encore en 1742, le gouvernement des pays-Bas a soutenu vigoureusement les droits de S. M. à main armée.



CHAPITRE XVI.

De la constitution interne des Pays-Bas.

ARTICLE PREMIER.

De la forme du gouvernement jusqu'en 1531.

LA forme du gouvernement eut différentes variations jusqu'au règne de l'empereur Charles V. Les affaires d'état, celles de la justice & de la police supérieure, les grâces, les finances furent tantôt séparées par département, tantôt réunies sous la même direction, le plus souvent il y avoit un ministre particulier chargé de la principale administration des finances, quelquefois sous le nom de gouverneur des finances ou de surintendant, quelquefois sous le titre de trésorier-général, ou de contrôleur-général; mais le chancelier de Bourgogne avoit toujours l'entrée & la première place dans tous

tes les assemblées où l'on traitoit de la direction des finances.

Le gouvernement reçut une nouvelle forme en 1517, lorsque Charles V alla prendre possession des royaumes d'Espagne. Par lettres-patentes du 23 juillet de cette année, il établit un conseil privé à la tête duquel étoit sa tante, Marguerite d'Autriche, duchesse douairière de Savoie. Ce conseil étoit un vrai conseil de régence; mais il y avoit encore un conseil particulier composé de quelques chefs du trésorier-général & de plusieurs commis sur le fait des finances. Par lettres-patentes du 19 octobre, 1520, l'empereur institua un autre conseil privé, lorsqu'il alla prendre possession de ses états héréditaires d'Allemagne.

Dans ce tems-là, les conseils de gouvernement n'étoient pas permanens, on les établissoit pour un certain tems pendant la durée d'une absence du souverain, ou pour quelque autre cause semblable.

Lorsque l'empereur Charles V fit son second voyage d'Espagne en 1522, il établit encore un conseil privé de régence par lettres-patentes du 21 mars de la même année, & cette forme subsista jusqu'en 1531.

ARTICLE II.

*Du grand-chancelier de Bourgogne & des chefs
& présidens du conseil privé.*

Plus de cent ans avant l'établissement des conseils collatéraux sur le pied où l'empereur Charles V les fixa en 1531, les souverains des

Pays-Bas avoient un principal ministre pour les affaires d'état, de justice, de grace & de police, qualifié tantôt de chancelier, tantôt de grand-chancelier, tantôt de chef & tantôt de président de leurs conseils.

Le grand-chancelier étoit chargé par lettres-patentes, « de garder les droits, hauteurs, » seigneuries, domaines & justices du souverain, vaquer & entendre à la conduite de » ses affaires, mettre en délibération les affaires qui se traiteroient tant en présence » du souverain que dans ses conseils, faire les ouvertures, recueillir les opinions, arrêter les conclusions & faire mettre à exécution, administrer justice à chacun, tant aux grands, moyens, qu'aux petits indifféremment, sans exception de personne; avoir la garde des sceaux, faire expédier & sceller toute matière des lettres & provisions qui seroient délibérées & conclues tant devers le souverain que par lui chancelier & les gens du conseil. »

Il avoit au surplus l'entrée & la première place au conseil des finances, & il y avoit plusieurs affaires qui ne pouvoient s'y traiter qu'en sa présence.

Jean le Sauvage, sieur d'Escaubeque, qui mourut en 1518, fut le dernier chancelier de Bourgogne. Comme Charles V se proposoit de se mener avec lui en Espagne, il nomma par lettres-patentes du 3 novembre 1516, Claude de Carondelet, sieur de Sorre-sur-Sambre, chef de son conseil privé, pour remplir, pendant l'absence du chancelier, toutes les fonctions.

attachées à cette dignité. Ces sortes de substitutions & la nomination d'un chef du conseil pendant l'absence du chancelier, n'étoient pas nouvelles; car il y en a nombre d'exemples sous le renge de Philippe le Bon.

Le titre de grand-chancelier de Bourgogne ayant été supprimé après la mort du sieur d'Escaubeque, on y substitua celui de chef du conseil privé en 1518. Jean Caulier, sieur d'Aigny, succéda à Claude de Carondelet dans la dignité de chef, & il fut remplacé lui-même en 1522 par Jean de Carondelet, archevêque de Palerme, fils de Jean de Carondelet, sieur de Champuans, chancelier de Bourgogne. Ce prélat avoit été auparavant conseiller ecclésiastique au grand-conseil de Malines.

Lorsqu'en 1531 l'empereur Charles V donna au gouvernement des pays-Bas la forme qui subsiste aujourd'hui, il établit d'abord deux ministres principaux à la tête du conseil privé, savoir, un chef & un président. L'archevêque de Palerme fut confirmé dans la place de chef, & Pierre Tayspil fut nommé président. Par cet arrangement & au terme des lettres-patentes qui leur furent expédiées, le chef étoit subrogé à toutes les fonctions du grand-chancelier, & le président à celles dont le chef avoit été chargé avant la suppression de la dignité de chancelier.

L'archevêque de Palerme donna sa démission en 1540, de même que le président Pierre Tayspil, & par lettres patentes du 10 octobre de la même année, l'empereur réunit les deux places de chef & de président du con-

seil privé en faveur de Louis Schorre, conseiller en ses conseils d'état & privé.

Depuis, la place de chef & celle de président du conseil privé, n'ont plus été séparées. Les patentes de chef & président sont dans les mêmes termes que celles du grand chancelier de Bourgogne.

A R T I C L E I I I.

De la forme établie par l'empereur Charles V en 1531.

Charles V avoit reconnu par une expérience de plusieurs années qu'un seul conseil ne pouvoit suffire pour l'examen, la discussion & la décision de toutes les affaires qui étoient du ressort du gouvernement supérieur; il sentit donc la nécessité de les diviser en plusieurs départemens, & ce fut sur ce principe qu'avant d'entreprendre son troisième voyage d'Espagne, il institua & établit le premier octobre 1531, les trois conseils d'état privé & des finances, qui furent nommés collatéraux, parce qu'ils sont *ad latus principis*, faisant partie de la cour & de la maison du souverain.

Avant l'embrasement du palais de Bruxelles en 1731, les conseillers collatéraux s'y assembloient; chaque conseil y avoit son appartement, sa secrétairerie & le dépôt de ses archives, mais depuis cet événement, les conseils privé & des finances, s'assembloient dans l'ancien hôtel de Granvelle, que S. M. loue pour cet effet,

ARTICLE IV.

Du conseil d'état.

LA reine de Hongrie, sœur de l'empereur, régente & gouvernante des Pays-Bas, étoit chef du conseil d'état; & outre les personnes que l'empereur avoit nommées pour membres de ce conseil, il déclara que les chevaliers de la toison d'or qui seroient devers la reine, y auroient aussi entrée sous son bon plaisir; & au surplus, il dépendoit d'elle d'y faire appeller les conseillers du conseil privé, du grand conseil, de celui des finances & autres, selon les circonstances & la nature des affaires.

Il est à remarquer néanmoins que, lorsqu'on appelle au conseil d'état des gens qui n'en sont pas membres, même des présidens des conseils des provinces ou des évêques, ils sont assis à part, & après avoir dit leur sentiment, ils doivent se retirer sans que les conseillers d'état opinent en leur présence.

Suivant les instructions de ce conseil, on ne peut y traiter „ que les grandes & principales „ affaires, & celles qui concernent l'état, conduite & gouvernement du pays; „ c'est-à-dire, les affaires de la guerre & de la paix, les démêlés avec les puissances étrangères, ainsi que la collation des dignités ecclésiastiques ou civiles & des emplois principaux; car telles étoient les matières qui passaient par la délibération du conseil d'état.

Ce conseil a un secrétaire particulier; mais

le nombre des conseillers n'est pas fixé. Le souverain en met tant qu'il veut.

Autrefois on ne plaçoit au conseil d'état que des seigneurs de la plus haute noblesse , distingués par leurs services à la guerre ou dans les négociations , & des ministres de robe. Les gentilshommes du second ordre n'y entroient jamais que comme conseillers de robe.

L'archevêque de Malines en étoit d'ordinaire , & tous indistinctement prenoient leur rang sans autre préférence que celle que donne l'ancienneté.

L'empereur Charles VI trouva bon en 1718 , de faire quelque changement à cet ancien usage , ainsi qu'on le verra ci-après ; & depuis on a placé au conseil d'état plusieurs gentilshommes du second ordre avec le titre de conseiller-d'épée.

Du reste , le conseil d'état n'est plus depuis plusieurs années qu'un conseil d'honneur sans activité ; il importe cependant de le conserver , parce que les places de ce conseil sont regardées comme des récompenses que le souverain accorde aux services , & que dans un pays où les emplois du gouvernement sont d'un produit médiocre , il est avantageux de pouvoir y suppléer en quelque manière par des distinctions honorables.

Les affaires qui , suivant l'institution du conseil d'état devoient être de son ressort , sont traitées aujourd'hui au conseil privé , ou dans des jointes.



ARTICLE V.

Du conseil privé.

LE conseil privé fut institué & établi comme le conseil d'état, par lettres-patentes de l'empereur Charles V, du premier octobre 1531; il lui donna le même jour des instructions qui furent renouvelées le 12 octobre 1540.

Suivant l'article VI de ces instructions, les seules que le conseil privé ait jamais eu, " on
 „ doit y traiter les matières de la suprême
 „ hauteur & souveraine autorité de Sa Ma-
 „ jesté, & choses procédant de grâces tant en
 „ civil qu'en criminel qui sont par-dessus les ter-
 „ mes, train & cours ordinaire de justice, sans
 „ se mêler d'affaires qui par leur nature doi-
 „ vent appartenir aux tribunaux de justice. „

L'article VII ordonne " que de jour à autre
 „ le chef président fasse rapport à la reine ré-
 „ gente de toutes choses d'importance qui se
 „ traiteront au conseil pour y être résolu
 „ par elle. „

Par l'article VIII, l'empereur recommande au conseil " de ne pas accorder facilement &
 „ sans une urgente nécessité des choses de no-
 „ table conséquence, qui pourroient être pré-
 „ judiciables à Sa Majesté, à ses pays ou su-
 „ jets; voulant que dans des cas semblables,
 „ après avoir pris l'avis des gouverneurs des
 „ provinces, des conseils ou autres officiers
 „ que le conseil privé estimera convenir, il
 „ fasse rapport de ses délibérations à la reine
 „ régente. „

En

En général , il appartient à ce conseil , suivant les instructions & d'autres dispositions de nos souverains , la surintendance , la direction , conduite & surveillance de toute la justice & police des Pays-Bas , ainsi que porte la déclaration du roi Philippe IV , donnée à Madrid le 17 mars 1659.

L'émanation des nouvelles loix & l'interprétation des anciennes passent par sa délibération ; il est aussi chargé particulièrement de veiller à la conservation de l'autorité des prérogatives & prééminences de l'état sur les droits de la puissance temporelle , & d'en assurer l'exécution contre les entreprises , soit du dedans soit du dehors. Ce conseil fut supprimé lorsque le duc d'Anjou établit une nouvelle forme de gouvernement dans les Pays-Bas , ainsi qu'on le dira ci-après ; mais l'empereur Charles VI , ayant jugé à propos de le rétablir par son édit du 19 septembre 1725 , il déclara , article V , “ que le conseil privé seroit composé d'un
 „ président qui seroit nommé chef & président
 „ avec les mêmes fonctions & prérogatives que
 „ ci-devant , de six conseillers & de deux se-
 „ cretaires. „

Par l'article IX , il charge le conseil privé
 „ de s'abstenir de prendre connoissance d'au-
 „ cune cause ou matiere contentieuse , ni d'ad-
 „ mettre aucune instruction , contestation ou
 „ décision par voie & ordre judiciaire. S. M.
 „ voulant que le conseil envoie les matieres
 „ de cette nature aux tribunaux ordinaires de
 „ justice. „

Par l'article X, Sa Majesté a ordonné “ que
Tome II. N

„ le conseil observe la même chose à l'égard
 „ des évocations qui pourroient se demander
 „ des causes déjà intentées devant les cours ou
 „ tribunaux de justice. „

L'article XII porte “ que le conseil privé
 „ aura la consulte des provisions & collations en
 „ matieres ecclésiastiques politiques & civiles; „
 c'est-à-dire, que la collation des dignités ; em-
 plois & bénéfices passera par la délibération
 du conseil qui à cet égard n'est que purement
 consultatif ; la collation des emplois & béné-
 fices étant réservée au souverain ou à son gou-
 verneur-général , ces objets sont une attribution
 nouvelle pour le conseil privé ; car ils étoient
 auparavant du ressort des conseillers d'état de
 robe.

A cela près, l'empereur rétablit le conseil
 privé en 1725 , sur le même pied , avec la
 même autorité & les mêmes prérogatives qui lui
 appartenoient auparavant , avec ordre de suivre
 par provision les instructions des glorieux pré-
 décesseurs de Sa Majesté.

Le conseil privé a toujours été , depuis son
 institution , un conseil de gouvernement sans
 avoir jamais été en droit de prendre connois-
 sance d'aucune sorte de matiere contentieuse ,
 ni d'exercer ce que l'on appelle proprement
 juridiction.

L'article VI des instructions de 1540 , ne
 laisse aucun doute à cet égard ; & si quelque-
 fois l'ancien conseil privé a rempli les fonc-
 tions de juge , ce n'a jamais été ni pu être
 qu'en vertu d'une délégation spéciale du sou-
 verain ou du gouverneur-général , sauf dans le

cas de conflit de juridiction entre les tribunaux qui n'avoient point un même juge supérieur pour statuer sur leurs différends en matière de juridiction.

Ce conseil est composé aujourd'hui du chef & président, de sept conseillers ordinaires, de trois secrétaires ordinaires ; il s'assemble quatre jours par semaine, depuis neuf heures & demi du matin jusqu'à une heure après midi.

Depuis longues années, les affaires qui doivent être portées à la connoissance du gouverneur-général, lui sont représentées par écrit, & il n'est plus d'usage que le chef président lui rende compte de vive voix du sentiment du conseil.

ARTICLE VI.

Du conseil des finances.

Ce conseil, tel qu'il subsiste aujourd'hui, fut institué & établi, comme les conseils d'état & privé le premier octobre 1531, & le même jour l'empereur lui donna des instructions qui furent ensuite renouvelées & étendues le 12 octobre 1540, & le pénultième jour de février 1545.

Il est chargé, sous les ordres du souverain ou de son gouverneur-général, de la principale direction des finances ; & ses anciennes instructions dont on vient de rappeler les époques, ont été regardées comme un chef-d'œuvre. Le 28 janvier 1733, l'empereur Charles VI lui en donna de nouvelles, tirées pour la plus grande partie des anciennes, mais accomodées aux chan-

gemens que la révolution des deux siècles avoit introduit insensiblement dans les sources des revenus du souverain , & même dans les principes de l'administration.

L'empereur Charles V composa son conseil des finances de trois chefs qui étoient des plus grands seigneurs du pays , & tous les trois chevaliers de la toison d'or , d'un trésorier-général , de deux & ensuite de trois commis ou conseillers , d'un receveur - général , de l'audiencier seul secrétaire signant en finances , & d'un greffier.

Il statua , article V des instructions de 1531 , que personne n'auroit entré dans ce conseil que le chef de son conseil privé , & son premier chambellan qui avoit la direction des deniers que l'empereur tiroit de la recette générale pour ses affaires secrètes & menus plaisirs ; mais cette direction du premier chambellan étant venue à cesser , il ne fut plus fait mention de lui dans les instructions postérieures.

Les places des chefs de finances ont continué à subsister jusqu'au regne du roi Philippe IV ; mais la haute noblesse ayant cessé de s'appliquer aux affaires , & ces places de chefs étant très-dispendieuses par les gros appointemens qui y étoient attachés , il fut jugé à propos de les supprimer. Le comte Ernest d'Issembourg , chevalier de la toison d'or , décédé à Bruxelles en 1664 , est le dernier qui ait eu ce caractère.

Suivant l'article XIII de la constitution de l'empereur Charles VI , du 19 septembre 1725 , le conseil des finances devoit être composé

d'un trésorier-général qui en est le chef, de quatre conseillers & de deux greffiers; mais le nombre des conseillers a souvent été plus considérable.

Lorsqu'il s'agit de délibérer sur les actes de consentement des états des provinces pour les aides & subsides, le trésorier-général en avertit le chef-président, qui convoque pour cet effet les conseillers d'état de robe, à l'intervention desquels on doit délibérer sur les matières de cette catégorie. L'assemblée se tient dans la salle du conseil des finances, & le chef-président y préside.

Par l'institution de Charles V, il n'y avoit qu'un receveur-général des finances, ce qui a subsisté sur ce pied jusqu'en l'an 1681, lorsque le roi Charles II créa une seconde place de receveur-général par l'art. VII d'une constitution datée de Madrid le 25 janvier de cette année; mais le gouvernement des Pays-Bas ayant fait des représentations contre cet établissement, qu'il regardoit comme inutile & onéreux, son exécution fut suspendu jusqu'au mois de juin 1695, lorsque Jacques-Jean-Baptiste Van-Uffle obtint cette seconde place, moyennant une somme de quarante mille florins : depuis lors il y a toujours eu deux receveurs-généraux; l'exercice de leurs fonctions est alterné de deux ans en deux ans, de sorte que chaque receveur-général ne sert que deux ans de suite.

ARTICLE VII.

*De la suppression des conseils privé & des finances
médiés par les grands sous Philippe II.*

LES grands du pays étoient à peine parvenus en 1564 à faire éloigner le cardinal de Granvelle, dont les lumières & la fermeté leur donnoient de l'inquiétude, qu'ils conçurent le dessein de faire supprimer les conseils privé & des finances, dans la vue d'attirer toutes les affaires du gouvernement au conseil d'état dont ils étoient membres.

Le prince d'Orange, nonobstant les vives oppositions du chef & président Viglius, engagea le conseil d'état à proposer ce projet au roi. Ce monarque témoigna beaucoup de mécontentement, & dans la suite on en fit un crime d'état au prince d'Orange, ainsi qu'aux comte d'Egmont & de Hornes.

ARTICLE VIII.

*Nouvelle constitution de gouvernement après la
mort du roi Charles II.*

APRÈS que le duc d'Anjou, soutenu des forces du roi Louis XIV, son aïeul, eut pris possession des Pays-Bas, en vertu du testament du roi Charles II, il jugea à propos de changer la constitution du gouvernement de ces provinces, qui avoit subsisté sans altération depuis 1531.

Jean de Brouhoven, comte de Bergheyck,

qui sous le regne de Charles II avoit rempli avec réputation la place de trésorier-général des finances, conseilla ce changement qui se fit en vertu des lettres-patentes du duc d'Anjou, datées de Naples le 2 juin 1702, par lesquelles ce prince statua : “ que les conseils „ d'état, privé & des finances seroient unis „ & réduits en un seul conseil, sous le nom „ de conseil du roi ; que ce conseil seroit „ composé d'un chef qui seroit le gouverneur- „ général, ou commandant-général en son „ absence ; de quatre ministres de robe, de „ surintendant-général des finances & minist- „ tre de la guerre, d'un procureur-général „ du roi & d'un secrétaire „.

Le plus ancien des conseillers fut nommé garde-du-sceau, & le poste de surintendant-général des finances & ministre de la guerre fut donné au comte de Bergheyck, second conseiller de ce nouveau conseil, avec cinquante mille florins d'appointemens.

Le comte de Bergheyck avoit sous lui deux intendans des finances résidans à Bruxelles, dont l'un, auparavant greffier de l'ancien conseil des finances, étoit son frere, ainsi que plusieurs intendans & subdélégués répartis dans les provinces.

Par la même constitution du 2 juin 1702, les deux chambres des comptes établies à Bruxelles, furent réunies en une seule chambre qui fut composée d'un président, de quatre maîtres, de deux auditeurs & d'un greffier.

ARTICLE IX.

Nouvelle constitution de gouvernement après la bataille de Ramillies.

APRÈS la bataille de Ramillies qui réduisit une grande partie des Pays-Bas Autrichiens sous la puissance des alliés, la reine de la Grande-Bretagne & les Etats-généraux des Provinces-Unies s'attribuerent, au nom du roi Charles III, l'administration des provinces fournies & de celles qui se soumettroient encore.

Ces deux puissances formerent au mois de juillet 1706, un conseil d'état commis au gouvernement-général; elles rétablirent le conseil des finances & les deux chambres des comptes, & firent cesser les fonctions des intendants & des subdélégués établis par le gouvernement Anjouin.

Pendant l'administration de ces deux puissances, toutes les expéditions, soit de grace, de justice, de police, ou des finances se faisoient au nom du roi Charles III; mais ce conseil d'état étoit subordonné à une commission de quelques députés Anglois & Hollandois qu'on nommoit la conférence, & qui faisoit passer au conseil les ordres de la reine d'Angleterre & des Etats-généraux par des requisiions.

ARTICLE X.

Autre constitution de gouvernement en 1716.

JOSEPH LOTHAIRE, comte de Konigsfegg, lieutenant-général de l'armée de l'empereur, prit possession des Pays-Bas au mois de février de l'an 1716, en qualité de ministre plénipotentiaire de S. M. Imp. & Catholique; & comme le conseil d'état établi par les puissances maritimes fut supprimé au moment qu'elles quitterent l'administration, il n'y eut de conseil collatéral pendant le ministere du comte de Konigsfegg que le seul conseil des finances que l'empereur conserva tel qu'il étoit.

Dès le mois de juin de l'an 1716, ce monarque avoit donné le gouvernement-général au prince Eugene de Savoie; mais ce prince se trouvant alors à la tête des armées employées contre les Turcs, S. M. Imp. nomma pour ministre plénipotentiaire pendant l'absence du prince Eugene, le marquis de Prié, qui arriva aux Pays-Bas vers la fin de 1716.

Comme la cour étoit encore indécise sur le système du gouvernement qu'elle établiroit dans ces provinces, le marquis de Prié nomma provisionnellement deux jointes, l'une pour remplir les fonctions du conseil d'état, l'autre pour celles du conseil privé, & il conserva au surplus le conseil des finances & les deux chambres des comptes sur le pied que les puissances maritimes les avoient rétablies après la bataille de Ramillies.

ARTICLE XI.

Autre constitution de gouvernement en 1718.

I & II. Par lettres patentes du 2 janvier 1718, l'empereur établit un nouveau plan de gouvernement, suivant lequel, au lieu des trois conseils collatéraux d'état, privé & des finances, il n'y eut plus qu'un seul conseil sous le nom de conseil d'état, dans lequel on devoit traiter toutes les affaires de justice supérieure, de grace, de justice, de police, de finances & généralement toutes les autres qui étoient du ressort des trois anciens conseils collatéraux.

III. Il étoit composé de ministres de courtoise & de longue-robe; & par une disposition nouvelle, on fit une distinction inusitée des classes, en ordonnant que les ministres de courtoise prendroient séance à la droite de la table, & les ministres de longue robe à la gauche, (art. V.) en conservant au doyen de ceux de longue-robe la semonce & la conclusion des délibérations.

Au lieu du conseil des finances supprimé, on établit un directeur-général des finances, trois intendans des finances de résidence à Bruxelles, & quelques intendans ou subdélégués répartis dans les provinces.

Enfin, il fut aussi établi deux recettes ou caisses royales, l'une générale pour tous les revenus de l'empereur sans exception; l'autre nommée caisse de guerre, destinée au paiement des troupes & à d'autres dépenses militaires.

La partie de cette constitution qui regarde

l'établissement des intendans ou subdélégués dans les provinces, ne fut point exécutée.

A R T I C L E X I I.

Ancienne constitution rétablie par l'empereur Charles VI en 1725.

L'IMPOSSIBILITÉ de traiter dans un seul conseil les affaires d'état, celles de la législation, de la justice, de la police supérieure, celles des finances & enfin tous les objets qui entrent dans le gouvernement d'un état, ne fut jamais mieux reconnue que pendant le tems que dura le système de gouvernement établi en 1718. L'expédition des affaires qu'on s'étoit proposée d'accélérer, en fut retardée prodigieusement, les finances furent négligées, & il se glissa dans toutes les parties du gouvernement une confusion & des désordres qu'on eut une peine extrême de faire cesser dans la suite.

Ces motifs déterminèrent l'empereur Charles VI, après une longue & mûre délibération, à rétablir les trois conseils collatéraux par sa constitution du 19 septembre 1725.

Il ordonna, articles premier, II & IV, que le conseil d'état seroit composé de ministres d'épée & de robe; que le grand maître de la cour de l'archiduchesse gouvernante & le commandant des armes y assisteroient toutes les fois qu'il seroit trouvé nécessaire; que les conseillers d'état intimes y auroient la préséance suivant le rang de leur ancienneté, & que l'archiduchesse gouvernante seroit la convocation

du conseil aux jours & heures qu'elle le trouveroit convenir.

Quant à la composition des conseils privé & des finances, sur le pied qu'ils furent rétablis en 1725, il en a été parlé ci-dessus, ainsi que de leurs attributions, articles V & VI, chapitre XVI.

L'empereur établit aussi par sa constitution de 1725 quelques intendants & subdélégués qui devoient être répartis dans les provinces; mais cette disposition demeura sans exécution, tout comme celle qui avoit été faite sur le même sujet par la constitution de 1718.

A R T I C L E X I I I.

Développement & excellence de la constitution actuelle.

ON a vu ci-dessus que cette constitution de gouvernement doit son origine à l'empereur Charles V, prince solidement instruit de nos loix, de nos mœurs, de nos intérêts; il est vrai qu'on y a introduit quelques changemens par rapport aux fonctions du conseil d'état; mais comme on y a suppléé par d'autres arrangemens, & que par conséquent le fond de la constitution n'en a point été altéré. L'image du système établi par Charles V subsiste dans son entier, & cette image est aussi chère que respectable aux peuples.

Dans le plan de cette constitution, les affaires qui par leur nature ont des objets divers, sont divisées avec une justesse admirable en différens départemens. Chaque conseil est com-

posé de personnes versées dans les matieres qui sont de son ressort, ce qui facilite également l'examen, la décision & l'expédition des affaires; tous sont subordonnés au gouverneur-général qui exerce l'autorité souveraine, & destinés à l'aider par leurs lumieres & à supporter le fardeau du gouvernement.

Il est universellement reconnu aujourd'hui qu'il n'est pas possible de faire traiter dans un seul conseil toutes les affaires qui entrent dans le gouvernement supérieur d'un état; mais si cette maxime est vraie dans sa généralité, elle l'est particulièrement pour les Pays-Bas, où les droits, les usages, les privileges, les prétentions de chaque province & de chaque ville, se présentent sous un aspect différent, & où la variété des sources des revenus publics n'admet même pas l'uniformité dans les principes de l'administration.

Il résulte de là des détails infinis dans toutes les parties du gouvernement, qu'un seul conseil ne parviendrait jamais à arranger, ainsi que l'expérience ne l'a que trop prouvé au grand préjudice des souverains & des peuples.

A R T I C L E X I V .

Des chambres des comptes.

LA chambre des comptes du roi ou de Flandres & celle de Brabant, qui subsistoient lors de la mort du roi Charles II, furent réunies en un même corps par un décret de l'empereur Charles VI du 16 octobre 1735, émané

en forme de dépêche adressée à l'archiduchesse gouvernante; il ordonna en même tems que le président des deux chambres unies serviroit avec doubles patentes, comme étant chef de deux départemens qu'on ne vouloit pas confondre.

Les états de Brabant ont fait différentes représentations contre cette union, qu'ils prétendent ne pas s'accorder avec l'article VII de la joyeuse entrée, suivant lequel " la chambre des comptes de Brabant doit être tenue „ ainsi qu'elle l'a été jusqu'à présent. „ Ils les renouvelèrent encore de tems en tems; mais il a été résolu par S. M. de ne pas se départir de l'union.

Il appartient à la chambre des comptes une direction économique des domaines, & c'est dans le dépôt de ses archives que l'on conserve les actes publics, tels que les traités, concordats, conventions & autres concernant les possessions, les droits & les prérogatives du souverain. Il est même stipulé dans tous les traités de paix conclus depuis deux siècles & demi entre la maison d'Autriche & la France, jusques y compris celui de Rîswick, que les traités seront vérifiés & enregistrés à la chambre des comptes des Pays-Bas.

Mais les fonctions les plus importantes de la chambre consistent à entendre & à clore les comptes des receveurs & autres officiers qui manient les revenus de S. M., & il n'y a que le souverain ou son gouverneur-général qui soit en droit de disposer de ces deniers.

L'administration des sources qui les produisent appartient au conseil des finances, & la

chambre des comptes en vérifie l'emploi. Ces trois ressorts de l'administration des finances sont essentiellement liés les uns aux autres ; ils en assurent la fidélité , & on ne sauroit les confondre sans tomber dans de grands inconvéniens.



CHAPITRE XVII.

De la dignité & des prérogatives du gouverneur-général des Pays-Bas.

LE lieutenant-gouverneur & capitaine-général des Pays-Bas jouit des prérogatives les plus brillantes , & ses patentes lui donnent une autorité très-étendue.

Il est chargé de la direction supérieure de toutes les affaires du pays , du soin de maintenir la religion , de faire exécuter les loix & de veiller à l'administration de la justice par les tribunaux & juges commis pour cet effet ; il peut faire assembler , soit en sa présence ou ailleurs , les chevaliers de la toison d'or , les membres des conseils d'état , privé , des finances ou autres aussi souvent qu'il le trouve convenir.

Il a la surintendance , tant sur le fait de la justice , de la police & finances , que sur la gendarmerie de terre & de mer , ainsi que sur les gouverneurs & capitaines-généraux ou particuliers , & sur tous autres officiers civils ou militaires.

Il a le droit de faire émaner des loix ,

édits , statuts ou ordonnances pour le bien , l'utilité & la bonne police du pays.

Il peut conférer tous les offices & bénéfices vacans à la disposition du souverain , accorder grâces , remissions ou abolitions de toutes sortes d'excès , délits ou crimes ; convoquer les Etats-généraux de toutes les provinces , ou de chaque province en particulier , en telle ville & lieu qu'il le trouve convenir : en un mot , il lui appartient , suivant ses patentes , d'exercer à tous égards l'autorité suprême au nom du souverain en la même forme & manière que le souverain pourroit le faire lui-même.

Cependant cette autorité du gouverneur-général quelque illimitée qu'elle soit suivant ses patentes , est restreinte sur divers objets par ses instructions & par celles des conseils collatéraux , les souverains s'étant réservés la disposition de plusieurs dignités & emplois , le droit d'aliéner ou engager leurs revenus , la concession des titres & marques d'honneur , celles des lettres d'amortissement en faveur des gens de main-morte , & des lettres de naturalisation en faveur des étrangers.

Mais ces limitations , & d'autres encore sur lesquelles les souverains ont jugé à propos de restreindre l'autorité du gouverneur-général , n'affoiblissent point l'état extérieur de sa dignité. Il a toute la représentation d'un souverain.

Deux compagnies de gardes sont entretenues constamment pour son service ; l'une qui porte le titre de compagnie des archers garde-
noble

noble de Sa Majesté , à toujours eu pour capitaine l'un des premiers seigneurs du pays.

L'autre , nommée la compagnie des haliebardiens , a toujours été commandée par des gens de qualité , mais d'un rang moins élevé que le capitaine des archers.

Le pape tient auprès du gouverneur-général un nonce ou un internonce ; mais il est d'usage que le ministre du saint-siège n'est revêtu du caractère de nonce que lorsque le gouverneur-général est prince du sang. Les rois de France & d'Angleterre , la république des Provinces-Unies , l'évêque & prince de Liege ont pareillement des ministres auprès du gouverneur-général , & nous en avons vu de nos jours de la part du roi d'Espagne Philippe V , du feu roi de Prusse & de l'électeur Palatin.

En échange , les gouverneurs-généraux des Pays-Bas ont souvent envoyé en leur nom des ministres caractérisés même en qualité d'ambassadeurs en différentes cours de l'Europe , où ils ont été reconnus pour tels sans difficulté.

Les pouvoirs du gouverneur-général résident dans sa personne , sans qu'il puisse dans aucun cas transmettre à d'autres l'autorité du gouvernement , à moins qu'il n'y soit spécialement autorisé par le souverain.

Il est d'usage de lui donner un successeur pour le cas de mort ; ce qui se fait par une dépêche cachetée du souverain , que les Espagnols nommoient *pliego de Provedencia* , & qui se dépose au château d'Anvers.

Nos souverains ont d'ordinaire choisi pour

gouverneur ou gouvernante des Pays-Bas ; un prince ou une princesse de leur sang , & le roi Philippe II prit même l'engagement de n'en pas choisir d'autres par le traité de réconciliation des provinces Wallones, conclu à Arras le 17 mars 1579 , ainsi qu'on la vu ci-dessus.



CHAPITRE XVIII.

Des ministres plénipotentiaires de Sa Majesté aux Pays-Bas.

L'EMPLOI de ministre plénipotentiaire pour le gouvernement-général des Pays-Bas étoit inconnu avant l'an 1716 ; lorsque feu le maréchal de Konigsfegg , alors lieutenant-général , qui prit possession des Pays-Bas pour l'empereur Charles VI , fut revêtu de ce caractère ; il fut remplacé pendant la même année par le marquis de Prié , dont le ministère cessa au commencement de l'année 1725.

Dépuis lors il n'y eut point de ministre plénipotentiaire jusqu'en 1743 , que le comte de Konigsfegg-Erps , neveu du maréchal , fut nommé ministre plénipotentiaire pendant l'absence du duc Charles de Lorraine.

Le comte de Kaunitz-Rittberg fut revêtu du même caractère au mois de janvier 1745 , & le maréchal comte de Bathiani lui succéda au mois de juinde l'année suivante.

Au mois d'avril 1749 , le marquis de Botta D'adorno arriva à Bruxelles avec le carac-

tere de ministre plénipotentiaire de S. M. auprès & sous les ordres du duc Charles de Lorraine, & par lettres-patentes du 19 du même mois, il fut nommé ministre plénipotentiaire pour tous les cas où S. M. seroit absente du pays.

En 1753, le marquis de Botta qui souhaitoit de se retirer dans sa patrie, fut revêtu de la dignité de ministre plénipotentiaire de l'empereur en Italie, & par lettres-patentes du 19 mai de la même année, le comte Charles de Cobenzl, ministre impérial dans l'empire, fut nommé ministre de l'impératrice-reine auprès & sous les ordres du duc Charles de Lorraine, & ministre plénipotentiaire pour tous les cas où ce prince seroit absent du pays, sur le même pied que l'avoit été le marquis de Botta.

Il est à remarquer que les ministres ne sont point expressément autorisés par lettres-patentes à assembler les chevaliers de la toison d'or, à conférer des emplois ou bénéfices, à accorder grace ou rémission pour des crimes, ni à convoquer les états des provinces. C'est la seule différence qu'il y ait entre leurs patentes & celles d'un gouverneur-général.

Mais quoiqu'il ne soit pas fait mention de ces prérogatives dans les patentes des ministres plénipotentiaires, ils confèrent néanmoins sur le pied de leurs instructions plusieurs emplois & bénéfices; ils accordent grace ou rémission des crimes, ils convoquent les états des provinces, & personne ne leur contesterait le droit d'assembler le corps de chevaliers de la toison d'or si les circonstances l'exigeoient.

CHAPITRE XIX.

Du secrétaire d'état & de guerre.

LA correspondance du gouverneur-général avec S. M. & avec ses ministres, soit à Vienne ou dans les cours étrangères, ainsi qu'avec les gouverneurs de ses états en Italie, passe par l'office du secrétaire d'état & de guerre.

C'est aussi par ce canal que le gouverneur-général fait remettre aux ministres des puissances étrangères résidens à Bruxelles, les mémoires qu'il s'agit de leur communiquer.

Les décrets par lesquels le gouverneur-général remet aux conseils collatéraux les requêtes ou mémoires qui lui ont été présentés, s'expédient pareillement dant cet office, de même que les résolutions du gouverneur-général sur les consultes ou délibérations par écrit des mêmes conseils.

Le secrétaire d'état ou de guerre expédie aussi les patentes des gouverneurs, commandans & autres officiers de l'état-major des places, ainsi que les ordres que le gouverneur-général adresse sur les affaires militaires aux gouverneurs ou commandans des places, les ordres de marche pour les troupes & les passeports qu'on accorde à des voyageurs.

Dans les jointes, soit qu'on les assemble chez le gouverneur-général ou chez le ministre

plénipotentiaire, il tient le protocole des délibérations.

Il ne dépend d'aucun des conseils collatéraux, mais seulement du gouverneur-général ou du ministre plénipotentiaire; & en contre-signant les dépêches de son département, il ne signe que simplement son nom, sans mettre par ordonnance, comme doivent faire les autres secrétaires de S. M.

Il y a dans son bureau plusieurs officiaux ou commis dont le premier a toujours le titre de secrétaire de S. M., & quelquefois aussi le second.



CHAPITRE XX.

Du ministère établi auprès de la personne sacrée de Sa Majesté pour les affaires des Pays-Bas.

LORSQUE Philippe II quitta ces provinces en 1559, il se fit accompagner en Espagne par Charles Tisnacq, conseiller des conseils d'état & privé, à qui il donna le caractère de garde-des-sceaux des Pays-Bas; il nomma aussi un secrétaire pour être chargé, sous les ordres du garde-des-sceaux, des expéditions relatives aux mêmes provinces.

Tisnacq ayant été nommé chef & président du conseil privé, il fut successivement remplacé dans la dignité de garde-des-sceaux par Joachim Hopper, Jean Fonck & Charles Damant.

Ce fut pendant le ministère de ce dernier

que par acte de 1588, le roi érigea & institua auprès de sa personne un conseil suprême d'état pour les affaires des Pays-Bas, dont Damant continua d'être chef en qualité de garde-des-sceaux; mais ce conseil vint à cesser, en 1598, lors de la cession des Pays-Bas à l'infante Isabelle.

La souveraineté ayant été réunie en 1621 à la couronne d'Espagne par la mort de l'archiduc Albert, le roi Philippe IV, de l'avis de l'infante Isabelle, rétablit l'année suivante le conseil suprême des Pays-Bas, & lui donna pour chef un président en titre au lieu du garde-des-sceaux.

Il subsista sur ce pied jusqu'au mois de juin 1702, que le duc d'Anjou le supprima par l'article premier de sa nouvelle constitution pour le gouvernement des Pays-Bas, en déclarant que les affaires qui étoient du ressort du conseil suprême, seroient traitées désormais au conseil d'état de la monarchie.

La conclusion du traité de la barrière ayant fait entrer l'empereur Charles VI dans la possession effective des Pays-Bas, dont les puissances maritimes avoient eu l'administration depuis la bataille de Ramillies, ce monarque, à l'instar de ce qui avoit été pratiqué sous les rois d'Espagne du sang d'Autriche, jugea à propos d'établir auprès de sa personne un conseil suprême pour les affaires des Pays-Bas, qu'il composa d'un président, de quatre conseillers & d'un secrétaire.

Les patentes portant l'établissement de ce conseil sont du premier avril 1717. Il subsista pendant quarante années; mais S. M. l'impé-

ratrice-reine ayant considéré en 1757 " que
 " les liaisons & les rapports que ses provinces
 " des Pays-Bas & d'Italie avoient eu en tout
 " tems par leur situation avec son système gé-
 " néral d'état, se multiplioient dans la crise
 " où s'est trouvée alors l'Europe, elle jugea
 " que, pour accélérer l'expédition des affai-
 " res, il convenoit de réunir & d'incorporer
 " les deux conseils supérieurs des Pays-Bas &
 " d'Italie dans sa chancellerie de cour & d'é-
 " tat, " en conséquence de quoi ils furent
 supprimés le premier avril 1757.

les affaires qui étoient autrefois du départe-
 ment du conseil supérieur, se traitent donc au-
 jourd'hui par le chancelier de cour & d'état,
 qui propose à S. M. les ordres qu'il s'agit de
 donner au gouvernement & lui rend compte
 des relations du gouverneur-général ou du mi-
 nistre plénipotentiaire. Il a sous lui un conseil-
 ler référendaire pour les affaires des Pays-Bas,
 qui contresigne aussi les dépêches de S. M.
 relatives à ces provinces.



CHAPITRE XXI.

De la législation.

ARTICLE PREMIER.

*De la forme qui se pratique dans l'émanation des loix
 pour toutes les provinces en général.*

LA puissance de faire des loix n'appartient
 aux Pays-Bas qu'au souverain seul ou à celui

qui exerce son autorité suprême. C'est au conseil privé que se traitent les affaires relatives à la législation.

Comme il est de la gloire d'un prince de ne rien établir qui ne mérite de durer toujours, la prudence exige qu'il consulte bien avant que d'ordonner, qu'il écoute pour être obéi sans représentation, & qu'il donne une autorité solide à ses ordonnances par la sagesse de la justice.

C'est d'après ces principes, lorsqu'il s'agit d'émaner une nouvelle loi dans les Pays-Bas, que souvent on consulte les tribunaux supérieurs de justice, & quelquefois les états des provinces, nommément dans les cas où il est question de défendre ou de limiter pour un tems l'exportation des fruits de la terre, parce que les états sont censés connoître les besoins & les ressources des peuples à cet égard.

Lorsque le conseil privé a délibéré sur l'émanation d'une loi, sa délibération est portée à la connoissance du gouverneur-général, qui en décide ou par lui-même, ou après avoir pris les ordres de S. M., suivant les circonstances ou l'importance de la matiere.

Les ordonnances concernant la levée & la perception des droits d'entrée & de sortie, s'émanent depuis longues années par le canal du conseil des finances, quelquefois sous le nom seul de ce conseil, & quelquefois sous le nom & la signature du gouverneur-général.

Toutes les ordonnances qui sont proprement des loix, c'est-à-dire des constitutions de justice ou de police, portant des réformations d'abus,

d'abus , des distinctions de peine , ou d'autres dispositions qui intéressent l'état général des peuples , doivent être émanés sous le nom du souverain & sous son grand sceau , dont le chef & président a la garde ce qui est essentiel pour imprimer aux ordonnances le caractère de loi.

ARTICLE II.

Forme particulière de l'émanation des loix pour les provinces de Brabant & de Limbourg.

CE que l'on vient de dire à l'article précédent touchant l'examen , la délibération & la décision sur les nouvelles loix qu'il s'agit d'émaner , concerne toutes les provinces sans exception ; mais dans celles de Brabant & de Limbourg qui sont unies , & qui jouissent des mêmes privilèges & prérogatives pour les édits & autres ordonnances qui ont le caractère de loi , ils doivent être munis du sceau de Brabant , dont le chancelier de cette province a la garde , & signés d'un secrétaire Brabançon.

Cette forme est fondée sur les articles IV & V de la joyeuse entrée , par le premier desquels le souverain s'engage à avoir un sceau particulier & distingué pour le Brabant , qui doit toujours y demeurer , & dont on scelle tous les actes concernant les pays de Brabant & d'Outre-Meuse & leurs sujets. Il est dit aussi que ces actes seront signés par un des secrétaires ordonné aux affaires de Brabant.

Le souverain promet de plus , par l'article V , qu'il fera traiter toutes les affaires de Brabant concernant la justice ou statuts , placards ,

édits, ordonnances, commandemens ou autrement, par avis du conseil de Brabant.

Lorsque le gouvernement a résolu l'émanation d'un édit, ou autre ordonnance qui doit opérer dans les provinces de Brabant & de Limbourg, il envoie ordre au conseil de le faire publier; ce tribunal délibère sur l'ordonnance ou l'édit; s'il n'y trouve point d'inconvéniens, il le fait publier, si non il expose par une représentation ses difficultés & ses embarras au gouvernement, comme tout autre tribunal supérieur de justice est en droit de faire, & c'est en conséquence de la formalité de cette délibération que l'on dit que les ordonnances s'émanent de l'avis du conseil de Brabant, conformément à l'article V de la joyeuse entrée.



CHAPITRE XXII.

De l'administration de la justice.

ARTICLE PREMIER.

De l'administration de la justice en général.

L'OBJET le plus noble de l'autorité souveraine, c'est la puissance de réprimer les injustices, de faire cesser les oppressions & d'empêcher que la force ne tienne lieu de loi.

Le souverain remplit ces devoirs importants, ou par lui-même lorsque les circonstances exigent que son autorité suprême intervienne directement dans l'exécution des loix, ou par les

juges établis pour administrer la justice aux peuples.

Les édits de nos souverains & les coutumes municipales constituent le droit belge; dans les cas où il n'est disposé ni par les édits ni par les coutumes, on suit le droit romain. Les juges sont les exécuteurs des loix; c'est à eux à en appliquer la disposition aux cas particuliers qui se présentent.

En général, chaque village & chaque ville des Pays-Bas a un corps de magistrature composé de plusieurs personnes qui sont les juges du district, ainsi qu'un officier de justice & de police sous le titre de mayer, d'ammen, de drofsard de bailli, d'écoutette, ou autre semblable. Cet officier est chargé par état de veiller au maintien de l'ordre & de la tranquillité publique, & c'est à sa poursuite que les juges statuent sur la punition des excès, des délits & des crimes.

Dans quelques provinces on appelle des sentences des juges des villages au magistrat de la ville principale sous le ressort de laquelle le village est situé; dans d'autres les appels des juges de villages sont portés directement au conseil de la province, comme le sont les appels des sentences rendues par les magistrats des villes.

En général, il est établi par un usage presque universel qu'il n'y a point d'appel dans les matières traitées au grand criminel, où il y a condamnation à des peines afflictives; & par un autre usage qui est particulier à la province d'Hainaut, on n'y poursuit pas par contumace un accusé latitant ou fugitif.

Chaque province & presque chaque ville a ses formes particulieres sur l'administration de la justice , tant au civil qu'au criminel , toutes tendent au même but , qui est d'approfondir le vrai ; & dans les matieres criminelles on regarde ces formes si essentielles pour la liberté & la sûreté des citoyens , que lorsque le juge en n'glige quelqu'une , l'accusé est en droit de se pourvoir devant le juge supérieur en cassation & en évocation de la procédure , ce qui est différent d'un appel.

Après ces notions générales & préliminaires sur l'administration de la justice , il importe de donner une idée des principaux tribunaux qui la rendent au nom de Sa Majesté ; mais avant de parler de chacun en particulier , l'on observera que l'empereur Charles VI , dans la vue de ne placer dans les provinces que des sujets d'une capacité & d'une probité reconnues , accorda à ces conseils , par une déclaration du 12 septembre 1736 , le droit de nommer trois sujets toutes les fois qu'il vaqueroit une place de conseiller , parmi lesquels ce monarque voulut bien s'engager d'en choisir un pour remplir la place vacante. Le grand-conseil & le conseil d'Hainaut jouissoient déjà auparavant de cette prérogative.

A R T I C L E II.

Du grand-conseil.

En 1455 , Philippe le Bon institua un corps sous le nom de grand-conseil , qui étoit destiné à suivre sa personne , & qui réunissoit la plus

grande partie des fonctions qui sont aujourd'hui du ressort du conseil privé & du grand-conseil.

Cet établissement subsista jusqu'en 1504, sauf que depuis l'année 1473 jusqu'à la mort de Charles le Hardi en 1477, il y eut un parlement sédentaire à Malines pour l'administration de la justice.

En 1504, la forme & les fonctions du grand-conseil furent entièrement changées. Philippe le Bel le fixa dans la ville de Malines, où il est depuis lors, & en réduisit les fonctions à la seule administration de la justice.

Le grand-conseil est composé aujourd'hui d'un président qui d'ordinaire est conseiller d'état, de seize conseillers, de deux greffiers & de quatre secrétaires; parmi les conseillers, il y a deux ecclésiastiques; & le conseiller fiscal du souverain, ainsi que son procureur-général, font aussi partie du nombre des seize conseillers: ils sont distribués en deux chambres; celle du président est de neuf juges, & l'autre de huit. Le président compose & change les chambres, comme il le trouve le mieux convenir pour le bien des affaires: il y a aussi un substitut procureur-général.

Le grand-conseil est le premier tribunal de justice des Pays-Bas, & il s'est acquis autrefois une réputation si distinguée, qu'il n'y a point encore un siècle qu'on a vu des puissances étrangères le prendre pour arbitre de leurs différends.

Ce tribunal juge par arrêt, & il n'écheoit de ses jugemens que le remède de la grande

révision dont il fera parlé ci-après : il est jugé en première instance & en actions personnelles des chevaliers de la toison d'or , des membres des conseils collatéraux , de ceux de la chambre des comptes de Flandres, de leurs suppôts & de tous les officiers du souverain que l'on nomme comptés par les écrous , c'est-à-dire , commensaux de la maison & destinés à suivre sa cour. Les militaires mêmes qui sont chevaliers de la toison d'or ou conseillers d'état , sont pareillement soumis à sa juridiction à l'exclusion des tribunaux militaires.

Il juge en degré d'appel des sentences des conseils provinciaux de Flandres , de Luxembourg & de Namur , ainsi que des sentences rendues par le magistrat de Malines ; mais à la réserve de ce qui est attaché à la juridiction dans le cas d'appel , il ne lui en appartient aucune dans lesdites provinces de Flandres , de Luxembourg & de Namur.

A R T I C L E III.

Du conseil de Brabant.

SANS remonter à l'origine assez incertaine de l'établissement du conseil de Brabant , on se contentera d'observer que par toutes les joyeuses entrées , à commencer avec celle de Philippe le Bon de l'an 1430 , les ducs de Brabant se sont engagés à tenir un conseil de sept personnes , dont l'une doit être chancelier ou scelleur.

Il est clairement exprimé , à l'article V de la joyeuse entrée , que S. M. est en droit d'au-

gminer ce nombre : aussi le conseil de Brabant est-il composé depuis très-long-tems du chancelier , de seize conseillers , de deux greffiers & de 6 secretares.

Il est distribué en deux chambres , dont le chancelier change la composition comme il le trouve convenir : celle où le chancelier préside , est composée de huit juges y compris l'avocat fiscal , & l'autre de sept : il y a toujours deux des quatorze plus anciens conseillers qui ne fréquentent pas , parce qu'ils remplissent par tour de mois en mois les fonctions de maîtres des requêtes & de présidens au rôle , ce qui les occupe assez.

L'avocat fiscal , quoique conseiller ordinaire , n'est jamais maître des requêtes.

S. M. a aussi un procureur-général & un substitut procureur-général ; mais ni l'un ni l'autre n'a voix ni séance au conseil. Depuis quelques années , le gouvernement a établi encore un substitut procureur-général pour la province de Limbourg en particulier , avec obligation d'y résider.

Quoiqu'en général les emplois de Brabant ne puissent être remplis que par des Brabansons , cependant , suivant la joyeuse entrée , S. M. est en droit de donner deux places de conseillers & deux places de secretaire de Brabant à des étrangers.

Il est remarquable que le chancelier & les conseillers de ce conseil sont tenus , avant d'être admis à la prise de possession de leurs places , de jurer entre les mains des états de Bra-

bant, ou de leurs députés, l'observation de la joyeuse entrée.

L'article V de la joyeuse entrée de Philippe le Bon de l'an 1430, avoit erigé le conseil de Brabant en conseil de gouvernement, & même en conseil de régence, puisqu'il y fut dit " que le prince, se trouvant dans le pays, „ feroit traiter par ce conseil toutes les affaires concernant les provinces de Lothier, „ de Brabant, de Limbourg & du marquisat „ du Saint-Empire, & qu'il suivroit toujours „ sa cour; mais que le prince, sortant du pays, „ placeroit le conseil dans quelque lieu commode du Brabant & lui confieroit le gouvernement-général des mêmes provinces. „

Cet engagement fut encore renouvelé par l'article V de la joyeuse entrée de Charles V de l'an 1514; mais après une longue & épineuse négociation avec les états de Brabant, les choses changerent de face en 1549, lors de l'inauguration éventuelle du prince Philippe, fils de Charles V, puisque, par l'article V de la joyeuse entrée de cette année, qui n'a souffert aucune altération depuis lors, le souverain promit simplement „ qu'il feroit traiter toutes les affaires du Brabant & de ses „ habitans, concernant la justice & ce qui en „ dépend, soit de provisions ordinaires de justice ou statuts, placards, édits, ordonnances, commandemens ou autrement, par avis „ du conseil de Brabant, & que ce conseil ne „ feroit soumis aux ordonnances de personne, „ sinon du souverain ou de son gouverneur ou gouvernante-générale. „

Le

Le conseil de Brabant fut donc réduit par-là aux termes d'un conseil de justice indistinct par des prérogatives brillantes, puisqu'aucune loi, statut ou ordonnance, ne peut être exécutée dans les provinces de Brabant ou de Limbourg que de son avis, sous la signature d'un secrétaire Brabançon, & sous le sceau que S. M. tient en particulier pour le Brabant, & dont le chancelier a la garde.

Cependant, quoique l'autorité du conseil de Brabant ait été ainsi restreinte, il conserve encore des prétentions qu'il cherche de tems en tems à faire valoir, & qui souvent ne s'accordent ni avec les droits de S. M., ni avec le système général du gouvernement : sa juridiction est d'ailleurs fort considérable : outre le duché de Brabant, celui de Lothier & le marquisat du Saint-Empire incorporés dans le Brabant, elle s'étend sur toute la province de Limbourg, qui par-dessus le duché de ce nom, comprend les pays de Fauquemont, de Dælem & de Rolduc, nommés pays d'Outre-Meuse.

Il juge par arrêt, & il n'y a d'autre remède contre ses jugemens que celui de la grande révision.

C'est au conseil de Brabant que l'on appelle des sentences des magistrats des villes de son ressort, & il est au surplus juge en première instance de tous les cas royaux ainsi que des gentilshommes & des prélats.

En traitant chapitre XXV article III de la bulle d'or, on parlera de la juridiction qui appartient au conseil dans l'Empire.

ARTICLE IV.

Du conseil de Luxembourg.

PAR lettres-patentes de l'empereur Charles V, du 19 novembre 1531, ce tribunal reçut à peu près la forme qui subsiste aujourd'hui; il fut composé du gouverneur de la province en qualité de chef, d'un président, de trois conseillers de courte-robe, cinq conseillers de longue-robe, d'un conseiller procureur-général qui n'étoit pas conseiller, d'un substitut procureur-général & d'un secrétaire greffier.

Le nombre des conseillers, tant de courte-robe que de longue-robe, a souvent varié. Par un décret de l'empereur Charles VI du 19 mai 1720, on le fixa à trois conseillers de courte-robe, à cinq de longue-robe, y compris le procureur-général, qui depuis long-tems est conseiller & juge ordinaire dans les affaires non fiscales.

En 1754, le gouvernement créa aussi un second substitut procureur-général, & les affaires qui sont de la juridiction de ce conseil, s'étant d'ailleurs tellement multipliées qu'on étoit presque sans espérance de pouvoir les faire décider, S. M. trouva bon en 1756 de créer provisionnellement une seconde chambre, à l'effet de quoi elle renforça le conseil de quatre conseillers furnuméraires, savoir, un de courte-robe & trois de longue-robe.

Sur le pied de cet arrangement provisionnel qui doit cesser lorsque les anciens procès indécis seront terminés, le conseil est compo-

sé, outre le gouverneur de la province lorsqu'il y en a un, du président, de quatre conseillers de courte-robe, de huit de longue-robe, dont l'un est procureur-général, d'un greffier & de trois secrétaires. Ces charges de secrétaires ont été créées en 1759; il y a de plus deux substitués procureurs-généraux, ainsi qu'on l'a vu ci-dessus.

Le président, en la présence comme en l'absence du gouverneur, est seul en droit de distribuer les affaires & les proposer, & de demander les opinions. Lorsque le président est absent, le plus ancien conseiller de longue-robe remplit ces fonctions.

Ce conseil connoit en premiere instance de tous les cas royaux & privilégiés rappelés d'une maniere assez détaillée dans les lettres-patentes de son établissement de 1531; il est d'ailleurs juge en instance d'appel de toutes les sentences de justice inférieure de la province, mais on peut appeller de ses propres sentences en matiere civile au grand-conseil. Il juge par arrêt en matiere criminelle, soit capitale ou autres, où il écheoit mutilation de membres ou effusion de sang, prérogative qui appartient pareillement à toutes les hautes justices de la province, qui néanmoins en cas d'excès sont responsables de leurs procédures au conseil.

Les prélats, les nobles & les communautés de la province, ont le conseil pour juge immédiat en toutes actions personnelles, civiles & criminelles, & la même juridiction lui est attribuée sur tous autres ecclésiastiques sans distinction, jusqu'à ce que les évêques diocésains

auront établis des juges ecclésiastiques dans le pays.

ARTICLE V.

Du conseil de Gueldres.

L'EMPEREUR Charles V institua le conseil de Gueldre en 1547, & le fixa dans la ville d'Arnhem; il fut composé d'un stadthouder ou gouverneur de la province, d'un chancelier & de plusieurs conseillers, dont l'un fut nommé mambour, c'est-à-dire avocat & procureur du souverain.

Ce conseil demeura à Arnhem jusqu'en 1580, lorsqu'à l'occasion de la guerre civile & des troubles qui désoloient le bas quartier de la Gueldre, Alexandre Farnese, gouverneur-général des Pays-Bas, ordonna qu'il fut transféré à Ruremonde où il est resté depuis.

Lors de la réduction générale des officiers royaux, arrêtés par le règlement du roi Charles II, donné à Madrid le 25 janvier 1681, il fut ordonné que ce conseil, réduit à une chambre de judicature, seroit composé désormais d'un chancelier, de deux conseillers de courte-robe, de six de longue-robe & d'un greffier.

Le conseil de Gueldre subsista sur ce pied jusqu'en 1720, lorsque par un règlement de l'empereur Charles VI, donné à Vienne le 8 mai de la même année, on en retrancha deux conseillers de longue-robe, de sorte qu'il fut composé alors du chancelier qui fut nommé en même tems lieutenant de la cour féodale,

de deux conseillers de courte robe , de trois de longue-robe , d'un fiscal ou mambour avec voix délibérative comme les autres conseillers dans les affaires non fiscales , & d'un greffier. Cette réduction étoit convenable à tous égards , vu qu'après les démembrements que le haut quartier de Gueldre avoit souffert en vertu des traités d'Utrecht , de Radstat , de Baade & de la barrière , il n'en restoit à la maison d'Autriche que la ville de Ruremonde , avec quatre villages & quelques terres franches.

Par un règlement du 2 octobre 1737 , l'empereur combina le conseil de Gueldre & le magistrat de Ruremonde pour ne faire désormais qu'un seul corps de justice & de police , composé du chancelier & deux conseillers de courte robe , de sept de longue-robe , y compris le fiscal & deux greffiers.

On en forma deux chambres , dont la première composée du chancelier , du plus ancien conseiller de courte-robe & des trois plus anciens conseillers de longue-robe , y compris le fiscal , devoit représenter le conseil de la province ; & les cinq autres conseillers , tant de courte que de longue-robe , doivent former la deuxième chambre & représenter le magistrat de Ruremonde.

On plaça un greffier dans chacune des deux chambres ; mais par l'union du conseil & du magistrat , on ne confondoit pas les juridictions. Chaque corps conserva ses anciennes attributions , & on appelloit de la seconde chambre à la première , comme on appelloit auparavant du magistrat au conseil.

L'expérience fit connoître que telle combinaison ne produisit point les avantages qu'on s'en étoit promis , & en conséquence Sa Majesté l'Impératrice-reine la fit cesser par un règlement du 12 juin 1756 , qui , en remettant les choses sur l'ancien pied , sépara de nouveau le conseil & le magistrat de Ruremonde.

Le conseil fut donc rétabli sur le pied du règlement de l'an 1720 , & en 1759 Sa Majesté trouva bon , pour accélérer l'expédition des dépêches , d'y ajouter une place de secrétaire.

A R T I C L E VI.

Du conseil de Flandres.

EN 1385 , Philippe le Hardi , duc de Bourgogne & comte de Flandres du chef de son épouse , fille de Louis le Mâle , institua dans la ville de Lille une nouvelle chambre de justice & de finances , & lui donna des instructions datées de Paris les 5 & 15 février de la même année.

Après sa mort , arrivée en 1404 , les quatre membres de Flandres à qui l'établissement de cette nouvelle juridiction faisoit ombrage , supplièrent son fils & successeur , le duc Jean sans Peur , de supprimer la chambre de Lille , ou du moins que s'il vouloit une chambre de justice supérieure aux magistrats des quatre chefs lieux , il fit tenir une cour & audience en langue flamande en-deçà de la Lys.

Jean sans Peur acquiesça à leur demande ; en l'an 1405 il établit le conseil ou chambre de

justice à Oudenarde, laissant la chambre de finances ou des comptes dans la ville de Lille, où elle a continué sa résidence fixe jusqu'à la prise de cette ville par Louis XIV en 1667.

Le conseil de Flandres est composé actuellement d'un président, de quinze conseillers, dont l'un est avocat fiscal du souverain, & l'autre son procureur-général qui a un substitut, & de quatre greffiers; il est distribué d'ordinaire en deux chambres; mais lorsque les circonstances l'exigent, le président en compose trois, chacune de cinq juges.

Sa juridiction s'étend sur toute la province de Flandres, ainsi que sur la ville de Tournai & le Tournesis, & l'on appelle de ses sentences au grand conseil de Malines.

On verra ci-après articles XIII de ce chapitre quelle est sa juridiction, dans les affaires de l'amirauté.

Comme les comtes de Flandres étoient pairs de France, les cas qui regardoient la propriété du fief ou du comté de Flandres étoient soumis d'ancienneté au jugement des pairs de France.

Le parlement de Paris, dont les pairs sont membres, chercha insensiblement à s'attirer toute la juridiction en matière de ressort sur la Flandre; mais cette prétention fut souvent & long-tems contestée. Les Flamands n'y acquiescerent enfin que sous différentes restrictions, & ce ressort fut d'ailleurs interrompu toutes les fois que les comtes de Flandres étoient en guerre avec la France.

Enfin, par les traités de Madrid de 1526,

de Cambrai de 1529 & de Crepy de 1544, le roi de France, François premier, renonça pour toujours à la souveraineté & au droit de ressort sur les provinces de Flandres & d'Artois, & depuis lors il n'en a plus été question.

ARTICLE VII.

Du conseil de Hainaut.

AUTREFOIS il y avoit dans le Hainaut deux cours supérieures de justice, dont l'une se nommoit la cour souveraine, l'autre la cour ordinaire. Les limites de leurs juridictions n'étoient pas bien déterminées; il en résultoit des contestations continuelles au préjudice du bien public & de la prompte administration de la justice.

Dans la vue de faire cesser ces inconvéniens, le duc d'Anjou, possesseur des Pays-Bas, réunit les deux corps en 1702 sous le nom de conseil souverain de Hainaut. Cet établissement a subsisté depuis lors.

Le conseil de Hainaut est composé aujourd'hui du grand-bailli de la province comme chef, d'un président, de seize conseillers, de deux greffiers & de quatre secrétaires; ces places de secrétaires ont été instituées en 1759,

Parmi les seize conseillers il y a deux ecclésiastiques & deux nobles nommés chevaliers de cour, qui ne peuvent être choisis que parmi les gentilshommes reçus à l'état noble de la province.

L'un des seize conseillers laïcs de robe est
avocat

avocat du souverain ; & depuis quelques années , le gouvernement a nommé un substitut avocat de Sa Majesté ; mais cet établissement n'a pas été fait sur un pied permanent.

Le conseil est partagé en deux chambres, composées chacune d'un conseiller ecclésiastique, d'un chevalier de la cour & de six conseillers de robe. Le président préside dans la première, qui par conséquent est composée de neuf juges.

Ce conseil juge par arrêt, & il n'y a contre ses sentences que le remède de la grande révision ; il est d'ailleurs juge d'appel des sentences rendues par les juges inférieurs de la province, même de celles des cours féodales.

A R T I C L E V I I I.

Du conseil de Namur.

LA justice supérieure étoit administrée autrefois dans le comté de Namur par les pairs en 1491. Jean de Berghes, gouverneur de la province, y établit un conseil au nom de l'empereur Maximilien, & cet établissement fut confirmé par lettres-patentes de ce monarque & de l'archiduc Charles, son petits-fils, du 26 février 1509.

Le conseil est composé aujourd'hui du gouverneur de la province, d'un président, de six conseillers, dont l'un est en même tems procureur-général, d'un greffier & de trois secrétaires. Ces trois places de secrétaires ont été créées en 1759. Le gouverneur qui est le

chef du conseil peut y assister quand il le juge à propos, mais il n'a voix de délibération dans aucune affaire, & la semonce appartient toujours au président, même en présence du gouverneur.

Il y a aussi à Namur un substitut procureur-général. On a vu ci-dessus qu'on appelle au grand conseil des sentences rendues dans les causes civiles par celui de Namur; mais il n'y a point d'appel de ses jugemens définitifs en matière criminelle, portant peine capitale ou corporelle, banissement perpétuel ou condamnation à la torture, non plus que des sentences interlocutoires en matière de débats disposés à peine capitale ou corporelle.

A R T I C L E IX.

Du siege royal du baillage de Tournai & du Tournesïs.

CET ancien tribunal est composé d'un grand bailli qui y préside, d'un lieutenant-général civil & criminel, d'un lieutenant particulier, de six conseillers d'un conseiller garde-scel, d'un avocat-général & d'un greffier; il y a d'autres officiers attachés à ce corps, tels qu'un depositaire, un receveur des épices & amendes, un tabellion royal & garde-notes, huit huissiers d'armes à cheval, six sergens à pied & un priseur fermenté pour la vente des héritages.

Toutes ces charges ont été créées héréditaires par l'édit de Louis XIV roi de France, en 1693, à l'exception de six charges d'huiss-

fiers d'armes à cheval qui avoient déjà été rendues héréditaires par les archiducs Albert & Isabelle, & qui sont des fiefs relevant de Sa Majesté.

Les biens amortis situés dans la ville de Tournai, sont soumis à la juridiction du bailliage, de même que tous les cas royaux & privilégiés qui surviennent dans la ville.

Elle s'étend d'ailleurs sur le Tournesis & sur dix-sept villages, démembrés par Louis XIV de la châtelainie d'Ath pour être annexés au Tournesis.

L'appel des sentences du bailliage rendues pour la ville de Tournai & le Tournesis, se porte au conseil de Flandres, à Gand & de là au grand-conseil de Malines; mais l'appel des sentences rendues pour les villages de la châtelainie d'Ath réunis au Tournesis, va au conseil d'Hainaut à Mons.

ARTICLE X.

Des grandes révisions.

COMME les cours souveraines, telles que le grand-conseil, ceux de Brabant, de Gueldre, de Hainaut, la chambre du président du conseil en Flandres, représentant le conseil suprême de l'amirauté & quelques cours féodales, jugent par arrêt & sans appel, il n'y a pas de remède ordinaire, de droit contre leurs jugemens.

Cependant, les loix & les usages du pays ont introduit un remède extraordinaire ou bénéfice du prince, en vertu duquel la partie condamnée par arrêt d'une cour souveraine,

peut attaquer ce jugement à titre d'erreur, & demander que les actes du procès soient revus; c'est ce que l'on nomme grande révision ou proposition d'erreur.

Les juges qui ont rendu le premier arrêt, sont encore juge de la grande révision; mais on leur adjoint différens autres juges. Lorsqu'il s'agit de la révision d'un arrêt rendu par l'une des chambres du grand-conseil, du conseil de Brabant ou de celui de Hainaut, les membres de l'autre chambre interviennent aussi à la grande révision: on leur adjoint de plus huit juges choisis dans d'autres tribunaux ou parmi les docteurs en droit de l'université de Louvain. Lorsque le tribunal qui a rendu l'arrêt dont on intente la révision, ne consiste que dans une chambre, on augmente le nombre des juges étrangers suivant les circonstances, en observant toujours de le proportionner, en sorte qu'il soit supérieur au nombre des premiers juges.

A R T I C L E X I.

Du prévôt-général de l'hôtel de Sa Majesté.

PAR lettres-patentes du 12 juillet 1539, l'empereur Charles V créa un prévôt-général de maréchaux pour toutes les provinces des Pays-Bas, & peu de tems après il unit à cette place celle de prévôt de son hôtel, dont les fonctions consistent à tenir l'ordre & la police dans les palais du souverain; ces deux places, qui dans la suite ont été séparées, ont de nouveau été réunies, & leur union subsiste encore actuellement.

Le prévôt-général est chargé de veiller à la sûreté des grands chemins au plat pays & dans les villes ouvertes, & de punir les crimes & excès commis par les vagabonds, sans qu'il puisse exercer aucune sorte de juridiction sur les habitans du pays, ayant fixe domicile.

Il y a un affesseur aux gages de Sa Majesté qui l'aide dans l'instruction des procès, & dont il prend l'avis pour leur décision; en cas de doute ou d'embarras, il est tenu de consulter les conseillers fiscaux de la province où il a pris les criminels, & de suivre leurs avis.

La compagnie que Sa Majesté entretient pour l'exécution des fonctions de cet officier, est composée de lui, d'un lieutenant, de vingt-un archers à cheval, de vingt-cinq archers à pied & d'un maître des hautes œuvres.

Comme prévôt-général, il est sous la juridiction du grand-conseil; mais à l'égard des excès qu'il pourroit commettre en Brabant dans l'exercice de sa charge, il est soumis à la coercition du conseil de cette province.

A R T I C L E XII.

Du droffard de Brabant.

CET officier est dans le Brabant ce que le prévôt est dans toutes les provinces; ils agissent par prévention contre les vagabonds. En Brabant leurs fonctions sont à tous égards les mêmes, ainsi que leurs obligations & la forme de leur judicature : ils ont aussi le même affesseur.

Depuis l'an 1729, les états de Brabant se sont chargés du paiement des gages du drofsard & de l'entretien de sa compagnie, qui est composée actuellement de lui, de son lieutenant, de treize archers à cheval, de vingt-cinq archers à pied & du même maître de hautes-œuvres qui est attaché à la compagnie du prévôt-général.

ARTICLE XIII

Des tribunaux de l'amirauté.

AVANT la réforme des anciens tribunaux de l'amirauté, ordonnée par le roi Charles II en 1694, il y avoit un siege de l'amirauté à Ostende, composé de trois juges, d'un fiscal, d'un greffier & de deux huissiers, & l'on appelloit des sentences rendues par ce siege au conseil suprême de l'amirauté résident à Bruxelles.

L'électeur de Baviere, gouverneur-général des Pays-Bas, notifia au conseil de Flandres par une lettre du 28 décembre 1694, que le roi avoit jugé à propos de réformer ces tribunaux; qu'en conséquence la judicature de la premiere instance à Ostende pour les matieres de prises & autres dépendances maritimes, seroient confiées désormais à un seul juge qui auroit sous lui un greffier & deux huissiers, & que les appels de ses sentences seroient portés devant la chambre du président du conseil en Flandres, qui, au moyen de cet arrangement, fut subrogé au conseil suprême de l'amirauté.

Par cette ordonnance du roi donnée à Madrid le 25 octobre 1695, il fut déclaré que la chambre du conseil en Flandres, en laquelle assiste le président, jugeroit par arrêt sans que de ses sentences il pût écheoir appel, mais seulement révision.

Ce pied subsista jusqu'au mois de février 1748. Philippe-Antoine Bauvers, juge de l'amirauté, étant venu à mourir alors, le gouvernement, par décret du 8 février de la même année, établit une commission composée de deux pensionnaires du franc de Bruges & du pensionnaire de la ville d'Ostende, à l'effet de remplir les fonctions du tribunal de l'amirauté; mais le pensionnaire d'Ostende, comme résident sur les lieux, fut chargé seul de l'instruction des procès, avec ordre à lui de se rendre à Bruges lorsque l'instruction seroit achevée pour les décider avec ses deux collègues.

On conserva au surplus le ressort attribué en 1694 à la chambre du président du conseil en Flandres, & cet arrangement subsiste encore actuellement.

A R T I C L E X I V.

Des cours féodales.

Dès les tems les plus reculés, les fiefs situés dans les Pays-Bas ont ressorti d'une juridiction particulière : tous relient du souverain, soit médiatement ou immédiatement.

Dans toutes les provinces il y a des seigneurs dont il relève quelques fiefs, & ces seigneurs ont chacun leur cour féodale, dont

le chef reçoit en leur nom des hommages des feudataires, tout comme les chefs des cours féodales relevent immédiatement de lui.

Les cours féodales en général connoissent & décident de toutes les actions réelles concernant les fiefs, ainsi que des poursuites qui se font pour défaut de relief, droits seigneuriaux & autres de cette nature. On appelle des cours subalternes à la cour supérieure du souverain. Les cours supérieures du souverain jugent par arrêt & en dernier ressort dans les provinces de Brabant, de Gueldres, de Flandres & de Hainaut.

A R T I C L E X V.

De quelques tribunaux particuliers. Chambre des thonlieux. Chambre des rennengues en Flandres. Tribunaux de la foresterie & de la vénerie.

OUTRE les tribunaux, soit ordinaires ou extraordinaires, dont il a été parlé ci-dessus, il en est encore quelques-uns qui méritent qu'on en fasse mention.

Chambre des thonlieux.

IL y a dans les principales villes de Brabant des chambres des thonlieux, composées chacune du receveur-général des domaines du quartier, de quelques assesseurs & d'un greffier; l'objet primitif de leur institution étoit de connoître des fraudes qui se commettoient dans la perception des thonlieux; qui sont un ancien droit domanial imposé sur l'entrée & la sortie des marchandises, même sur celles allant
dans

dans l'intérieur du pays , de l'une province à l'autre ; mais depuis longues années les affaires contentieuses de cette nature ne se traitent plus que devant les juges des droits d'entrée & de sortie.

Les chambres des thonlieux sont d'ailleurs juges de tout ce qui regarde l'entretien de la réparation des chemins publics & des ponts , particulièrement au plat-pays , ainsi que le nettoyement des rivières , ruisseaux & rigoles. C'est aussi à ces chambres que l'on s'adresse lorsque l'on veut obtenir la permission de construire des ponts sur les eaux publiques , d'étendre les édifices sur les rues d'une ville , de construire des balcons ou bailles devant les maisons , & ces permissions ne s'accordent que moyennant la reconnoissance d'un cens annuel au profit du domaine du souverain.

En 1563 , on établit aussi dans la Flandre une chambre de thonlieu dont le receveur-général des domaines de la Flandre orientale fut nommé chef ; mais son autorité paroît avoir été bornée aux seules thonlieux.

En 1662 on en établit pareillement une pour la province de Limbourg , sous la direction du receveur-général des domaines de la même province & sur le même pied de Brabant.

Chambre des rennengues en Flandres.

Parmi les droits domaniaux des anciens comtes de Flandres , ils avoient celui d'exiger de plusieurs de leurs vassaux de certaines reconnoissances annuelles en vivres de toute es-

pece pour la nourriture de leur maison. Dans la suite des tems ces reconnoissances ont été évaluées en argent, & le tribunal, nommé la chambre des rennengues, prenoit connoissance de tout ce qui regardoit le recouvrement de ces cens.

Son activité cessa vers l'an 1673, & depuis lors la chambre des rennengues a été représentée communément, comme elle l'est encore aujourd'hui, par trois conseillers du conseil en Flandres, qui ont pour cet effet une commission spéciale du gouvernement, ainsi que le greffier.

Tribunaux de la foresterie.

Le want-maire, c'est-à-dire, le maître des bois & forêts du Brabant, est le chef d'un siege de judicature établi à Bruxelles, qui prend connoissance des excès & des dégradations commises dans les forêts du souverain.

Dans la province de Limbourg il y a pareillement un forestier principal que l'on nomme vorstmeester; il est la partie publique pour la poursuite des excès & des dégradations qui se commettent dans les forêts du souverain, & il agit pour cet effet devant la chambre de thonlieu.

Dans le Luxembourg, les grueries instituées primitivement pour la direction des bois domaniaux du souverain, connoissent des méfus, excès & dégradations qui s'y commettent.

Dans le Hainaut, il y a un bailli héréditaire des bois du souverain, & cette place appar-

tient aujourd'hui au comte de Brias, qui se tient à Moriamez, pays de Liege: il fait remplir ses fonctions par un lieutenant bailli qui est un avocat.

L'office du bailli des bois est établi dans la ville de Mons; il est composé du lieutenant-bailli & d'un greffier, qui, à l'intervention de quelques avocats asseurs nommés par le lieutenant-bailli, décident des excès, des dégâts & même des crimes commis dans les bois du souverain. Le lieutenant-bailli agit comme partie publique.

Dans la province de Namur, le bailliage des bois connoît de tous les dégâts & excès qui se commettent dans les forêts du souverain. Ce tribunal est composé du grand-bailli de la province, du receveur-général des domaines, du lieutenant-bailli des bois, du maître-forestier, du contrôleur des bois, du porte-marteau, d'un avocat-fiscal & d'un greffier.

Tribunaux de la vénerie.

Ces tribunaux ont pour objet la conservation de la chasse & de la pêche, & le jugement des contraventions aux ordonnances émanées à cet égard; il y en a en Brabant dans chacune des trois chefs-villes; on les nomme dans cette province consistoires de la trompe.

Le grand-véneur de Brabant, emploi tenu en engagere par le prince de Rubempré, est le chef de tous ces tribunaux; mais il y a un autre officier, nommé le gruyer, qui a une

inspection concurremment avec le grand-véneur sur la chasse & la pêche.

Dans la province de Limbourg, c'est la chambre des thonlieux qui, à la poursuite du gruyer, prend connoissance des excès qui se commettent au fait de la chasse & de la pêche dans les forêts & autres biens domaniaux du souverain. Le receveur-général des domaines est le chef de ce tribunal qui n'a d'ailleurs pas de juridiction criminelle. C'est la haute-cour de la province qui juge des crimes commis dans les forêts du souverain à la poursuite du haut-droffard.

Dans la Flandre où il y a un grand-véneur qui est aujourd'hui le duc d'Ursel, il y a pareillement quelques juridictions particulieres pour la vénerie nommément dans la ville de Bruges.

Il y a aussi dans la province de Namur un siege particulier de la gruerie & de la vénerie, à la tête duquel est le gouverneur de la province, & dont la juridiction s'étend sur les contraventions aux loix émanées sur le fait de la chasse.

A R T I C L E X V I.

Du tribunal du maréchal de la cour.

LES attributions des anciens tribunaux auliques établis à Bruxelles pour exercer la juridiction sur les officiers & domestiques de la cour, n'ont jamais été bien déterminées ni par rapport aux matieres ni par rapport aux personnes qui devoient en ressortir ; de là na-

quirent sans cesse des incertitudes , des difficultés , des dispositions souvent contradictoires & presque toujours provisionnelles qui n'ont pas peu contribué à augmenter la confusion.

En 1750, le comte de Lannoi, chevalier de la toison d'or, ayant été nommé grand-maréchal de la cour du duc Charles de Lorraine, gouverneur-général pour l'impératrice-reine, jugea à propos de donner une nouvelle forme à la juridiction aulique; en conséquence S. M. par une dépêche du 5 août de la même année, érigea le tribunal du maréchal de la cour, qu'elle composa d'un grand-maréchal comme chef, & de deux assesseurs tirés du conseil privé; elle déclara que le grand maréchal n'auroit pas de voix, mais qu'il seroit astreint à conclure & à décider dans toutes les affaires selon l'opinion des assesseurs, & que dans les cas où les sentimens de ceux-ci ne seroient pas d'accord, on assumeroit un troisième conseiller du conseil privé.

S. M. ordonna aussi que dans les affaires épineuses qui pourroient se présenter devant ce nouveau tribunal, le gouverneur-général consulteroit le conseil privé.

En échange elle abandonna au grand-maréchal seul la connoissance des disputes & des altercations passagères entre le commun des domestiques & autres subalternes, pour être décidées par lui verbalement, sans admettre aucun écrit dans ces sortes de cas.

S. M. déclara encore que le grand-maréchalat n'auroit pas d'autre juridiction que celle qui auparavant appartenoit de notoriété à l'an-

cien tribunal de l'alcadie de la cour , avec la juridiction sur les domestiques & gens internes de la famille de la cour , sans donner la moindre atteinte aux privilèges de ceux comptés par les écrous & qui sont assignés à la juridiction du grand-conseil.

Ces arrangemens qui ne sont que provisionnels & jusqu'à ce qu'il aura été disposé autrement par un règlement stable , furent notifiés au grand - maréchal ainsi qu'aux assesseurs par lettres-patentes de S. A. R. du 10 octobre 1750. Le greffier de l'ancienne alcadie continua de remplir les mêmes fonctions au tribunal du maréchalat.

A R T I C L E X V I I .

Des juges délégués , ou des jugemens par commissaires.

RIEN n'est plus cher aux peuples d'un état civilisé que d'être jugés par leurs juges naturels , chargés de l'administration ordinaire de la justice , & rien n'est plus digne d'un bon prince que de maintenir cette partie de l'ordre public. Ses attentions sur cet objet sont toujours le moyen le plus efficace de mettre les petits à couverts de la violence des grands , & de les garantir contre les effets dangereux de la passion ou du caprice.

Les délégations des juges s'étant fort multipliées aux Pays-Bas vers la fin du regne de Philippe IV, le conseil privé représenta directement à ce monarque , le 15 janvier 1695 , les abus & les inconvéniens qui en résultoient ,

ajoutant " que suivant le droit des gens & les
 „ privilèges des provinces , chacun devoit
 „ être traité pardevant les conseils, tribunaux,
 „ magistrats & sieges de justice à ce établis
 „ d'ancienneté. „

Le roi non-seulement trouva bon que le conseil privé lui eut adressé cette représentation, „ attendu dit-il dans sa déclaration donnée à Madrid le 17 mars 1695, qu'il appartient audit conseil la direction, conduite & „ surveillance à toute justice & police des „ provinces des Pays-Bas; „ mais aussi voulant faire cesser les maux que le conseil lui avoit exposé, S. M. statua par la même déclaration qui fut enregistrée dans les cours supérieures de justice, qu'à l'avenir toutes délégations de juges cesseroient, „ à moins que „ de l'avis des conseils d'état & privé, & „ pour quelque circonstance inexcusable, il „ seroit nécessaire d'en user autrement. „

A R T I C L E X V I I I.

Des juges des domaines, droits d'entrée & de sortie, & des thonlieux.

Ces juges sont véritablement des juges délégués établis par simples commissions, & révocables toutes les fois que le gouvernement le trouve bon.

Les droits d'entrée & de sortie proprement dits, doivent leur origine à la guerre civile du regne de Philippe II. Le commerce étoit interdit de part & d'autre avec les ennemis;

mais on le permettoit moyennant le payement de certains droits nommés *licentes*.

Dès l'an 1694, on établit des juges particuliers pour prendre connoissance des contestations relatives à la perception des *licentes*, l'appel au conseil de la province, & cet établissement fut maintenu ensuite avec vigueur de la part du gouvernement nonobstant les réclamations des conseils & des états des provinces, nommément des états de Brabant.

Insensiblement on assujettit aussi les fraudes des thonlieux à ces juges délégués, & dans plusieurs provinces les questions concernant la perception des revenus des domaines, sont pareillement de leur compétence.

En l'an 1683, lors de la première amodiation générale des droits d'entrée & de sortie, on établit à Bruxelles deux nouveaux tribunaux sous le nom de chambres suprêmes, qui sont juges d'appel des sentences rendues par les juges des droits & des domaines. Chacune de ces chambres est composée de trois juges, parmi lesquels il y a toujours un conseiller des finances, & d'un greffier qui est le même pour les deux chambres.

L'une de ces chambres, nommée la chambre suprême de Brabant, décide en degré d'appel des sentences rendues par les juges des droits dans les provinces de Brabant & de Limbourg.

Les juges de toutes les autres provinces ressortissent de l'autre chambre, que l'on nomme la chambre suprême de Flandres. Ces tribunaux jugent par arrêt sans appel, & sans qu'il

qu'il échoit une révision de leurs sentences.

Le nombre des juges de la première instance a souvent varié. Il y en a actuellement seize répandus dans les principales villes du pays.

ARTICLE XIX.

Des tribunaux ecclésiastiques.

LA juridiction contentieuse qui appartient aux évêques dans les matières ecclésiastiques, est exercée par un juge nommé official; il est souvent assisté par des assesseurs qu'il choisit, & il y a de plus pour l'exercice de sa juridiction un avocat-fiscal, un promoteur qui est une espèce de procureur-général, un greffier & quelques huissiers nommés appariteurs.

Les appels des sentences rendues par les officiaux, soit au métropolitain ou au pape, doivent être jugés par des juges délégués établis dans le pays.

On peut d'ailleurs se pourvoir devant les juges royaux à titre d'oppression contre les procédures & les sentences des tribunaux ecclésiastiques, toutes les fois que les juges de ces tribunaux contreviennent directement aux loix de l'état, ou qu'ils procèdent, *non servato juris ordine.*

On ne s'étendra pas davantage ici sur cet objet, vu que tout ce qui regarde les matières ecclésiastiques, doit être traité dans un mémoire à part.

CHAPITRE XXIII.

De la police.

L'INTÉRÊT public, la tranquillité des citoyens & l'ordre dans la société font en général l'objet de la police; elle embrasse donc dans son détail les parties les plus essentielles, telles que les mœurs, la santé, les vivres, la propriété, les édifices, les précautions contre les incendies, l'embellissement & la décoration des villes, la tranquillité publique tant de jour que de nuit, les voitures, les messageries, le commerce, les corps de métiers, les arts, les manufactures, les pauvres, la religion même y entre à certains égards.

Ces différens objets, pour autant qu'ils tiennent à la police, sont dans les Pays-Bas du ressort des magistrats des villes & des communautés. La plupart des magistrats sont même en droit de faire émaner toutes sortes d'ordonnances sur le fait de la police, ce qui n'empêche pas que ceux qui seroient lésés par ces ordonnances, ne puissent en rappeler au conseil de la province : *tamquam ab inordinato statuto.*



CHAPITRE XXIV.

Des états des provinces.

LE pouvoir des états doit être borné au droit de consentir aux impositions & à une administration économique sans juridiction, sans aucun attribut de la puissance publique ; car ils ne sont que les représentans du corps des sujets : les tributs qu'ils levent sur les peuples sont des fonds appartenans au souverain, imposés en vertu de leur consentement, mais par l'autorité du souverain, sans laquelle nulle espèce d'impôts n'est légitime. Telle est l'essence de la constitution du corps d'état en général ; le souverain ne sauroit permettre qu'il sorte de sa sphere sans s'exposer à de grands inconvéniens.

ARTICLE PREMIER.

Des états de Brabant.

LES états de Brabant sont composés de prélats, de nobles & de députés des villes.

Les prélats qui composent le premier ordre des états, sont :

1°. L'archevêque de Malines, en qualité d'abbé d'Aflighem.

2°. L'évêque d'Anvers, en qualité d'abbé de Saint-Bernard. Cette abbaye avoit été assignée pour dot à l'évêque d'Anvers, mais dans

la suite les religieux obtinrent un abbé particulier ; il se fit à cette occasion une séparation & un partage égal des biens de l'abbaye, entr'elle & les évêques d'Anvers, & depuis lors l'évêque & l'abbé ont continué également à être admis aux états de Brabant.

3°. L'abbé de Vlierbeck.

4°. L'abbé de Villers.

5°. L'abbé de Saint-Bernard.

6°. L'abbé de Saint-Michel.

7°. L'abbé de Grimberghen.

8°. L'abbé de Parc.

9°. L'abbé d'Heylsem.

10°. L'abbé d'Everboden.

11°. L'abbé de Tongerlo.

12°. L'abbé de Diligem.

13°. L'abbé de Sainte-Gertrude.

Pour entrer aux états de Brabant en qualité de noble, il est requis aujourd'hui d'avoir au moins le titre de baron, ou un autre plus relevé affecté sur une terre seigneuriale de la province.

On exige de plus que chaque baron ait tout au moins quatre mille florins de revenus dans le Brabant, les comtes & les marquis dix mille florins, & les plus hauts titres au moins vingt mille florins.

Les nobles doivent d'ailleurs faire preuve qu'ils sont nobles de quatre côtés & d'une noblesse ancienne de nom & d'armes, conçue & reçue pour telle dans les colleges ou chapitres nobles, sans pouvoir se prévaloir de ce que quelqu'un de leur famille auroit été reçu auparavant à l'état noble.

L'Abbé de Gemblours, quoique chef de la plus ancienne abbaye de la province, n'entre pas aux états de Brabant comme ecclésiastique, mais comme premier noble; ce qui n'est fondé que sur l'usage. On lui donne le titre de comte de Gemblours, quoiqu'il n'y ait aucun vestige de l'érection de cette terre en comté par les ducs de Brabant; mais encore est-il singulier qu'en vertu de ce titre de comté probablement erroné, il précède les ducs & les princes.

Les nobles suivent le rang que leur donne le titre de la terre du chef de laquelle ils entrent aux états de Brabant, de sorte qu'un duc qui y entre à titre d'une baronnie, ne prend son rang que parmi les barons. Le rang entre ceux qui ont le même titre est réglé suivant l'ancienneté du serment que chacun a fait en l'assemblée des états.

Le tiers-état étoit composé ci-devant des députés de toutes les villes & même des bourgs considérables du Brabant; mais depuis long-tems le droit d'avoir séance aux états, a été attaché privativement aux villes de Louvain, de Bruxelles, d'Anvers & de Bois-le-Duc; que l'on nomme les quatre chefs villes, ce qui a cessé à l'égard de la dernière, lorsqu'en 1629 elle passa au pouvoir des Hollandois.

Il est permis à chacune des chefs-villes d'envoyer à l'assemblée générale des états autant de députés qu'elle le trouve convenir, & le choix des députés appartient aux magistrats de chacune. Depuis long-tems les villes de Louvain & d'Anvers n'y envoient que le premier

bourgmestre & un conseiller-pensionnaire ; mais celle de Bruxelles y envoie toujours le premier bourgmestre , le premier échevin & le conseiller-pensionnaire.

Les prélats & nobles prennent par eux-mêmes les résolutions sur les affaires qui se traitent dans les assemblées des états ; mais les députés des villes doivent en rendre compte à leurs principaux , & recevoir leurs ordres.

Les résolutions des états de Brabant ne se prennent que par unanimité des suffrages des trois ordres. Cet usage d'ailleurs immémorial paroît n'être pas fondé en titre ; mais les prélats & les nobles , en prenant une résolution , sur-tout en matière d'aide & de subsides , ont toujours soin de la lier de cette clause , *à condition que le tiers-état suive & autrement pas.*

Les états de Brabant s'assemblent communément deux fois par an , savoir , vers le mois de mars & vers le mois d'octobre , ce qui n'exclue pas des assemblées extraordinaires lorsque le service du souverain ou les besoins du public l'exigent ; mais ni eux ni les états des autres provinces ne peuvent s'assembler dans aucun cas sans être convoqués spécialement de la part du souverain.

Depuis que les subsides sont devenus une charge annuelle & permanente , les états de Brabant aussi bien que ceux des autres provinces , chargés de la direction & du recouvrement des impositions qui produisent les subsides , ont établi des députés permanens.

La députation des états de Brabant qui se tient à Bruxelles , est composée de deux pré-

lats & de deux nobles qui doivent être renouvelés & confirmés tous les trois ans du premier bourgmestre & d'un conseiller-pensionnaire de Louvain, du premier bourgmestre & du conseiller-pensionnaire de Bruxelles, du premier bourgmestre & d'un conseiller-pensionnaire d'Anvers.

Le greffier des états qui est en même tems leur conseiller-pensionnaire, intervient tant aux assemblées générales qu'en celles des députés : il propose les affaires & fait les fonctions d'actuaire, mais il n'a que voix consultative.

Les états ont aussi un receveur principal dans chacune des villes de Louvain, de Bruxelles & d'Anvers, à qui les receveurs des communautés de chacun des trois quartiers payent les impositions.

A R T I C L E II.

Des états de Limbourg.

Sous la domination de la province de Limbourg, on ne comprend pas seulement le duché de ce nom, mais aussi le pays de Fauquemont, de Dælem & de Rolduc, désigné souvent sous le nom des trois pays d'Outre-Meuse.

Chacun de ces quatre pays a un corps d'état séparé, & il y a dans chacun un officier principal de Sa Majesté, qualifié de haut-drofsard.

On convoque souvent ensemble ces différens corps d'état, nommément lorsqu'il s'agit de la demande des aides & subsides, & la proposition se fait solidairement à tous comme s'ils

ne composoient qu'un même corps; mais les résolutions de chacun des quatre corps se prennent séparément & quand ils consentent tous à la même somme; ils ont entr'eux un pied de répartition suivant lequel ils se chargent chacun de leur contingent dans le total.

Les états du duché de Limbourg & des pays d'Outre-Meuse, sont tous composés d'ecclésiastiques, de nobles & de députés des bancs ou villages, sauf qu'il n'y a pas de membres ecclésiastiques dans les états de Fauquemont.

Le clergé ayant entré aux états du duché, consiste dans les abbés de Rolduc & de Valdieu, & dans un député du chapitre de Notre-Dame d'Aix-la-Chapelle. Ces deux abbés constituent aussi l'état ecclésiastique de Dælem & celui de Rolduc.

Pour être reçu à l'état noble de la province de Limbourg, il faut être issu d'ancienne noblesse & posséder dans celui des districts où l'on souhaite d'être admis au bien noble, avec haute, moyenne & basse justice.

Les états de Limbourg ont neuf commissaires ou députés ordinaires, savoir, un ecclésiastique, deux nobles & deux du tiers-état pour le duché, un ecclésiastique & un noble de la part des trois pays d'Outre-Meuse, & un tiers-état de chacun de ces trois pays.

Il y a un greffier pour l'état primaire du duché composé de la chambre du clergé & de celle de la noblesse, & le tiers état a son greffier à part; mais dans les trois pays d'Outre-Meuse, il n'y a qu'un seul greffier pour les différentes chambres de ces trois corps d'état.

Ces

Ces greffiers remplissent les mêmes fonctions que les conseillers-pensionnaires dans les états des provinces.

Dans le duché de Limbourg, les états ecclésiastiques & nobles ont un receveur-général pour eux en particulier qu'ils choisissent. Le tiers-état n'en a pas. Chaque communauté paie sa quote directement au receveur-général des subsides établi par Sa Majesté dans cette province ; il y a d'ailleurs un receveur des états pour chacun des trois pays de Fauquemont, de Dœlem & de Rolduc, qui font la recette des charges qu'on impose.

ARTICLE III.

Des états de Luxembourg.

LES états du duché de Luxembourg & comté de Chini qui est incorporé depuis l'an 1364, sont composés d'ecclésiastiques, de nobles & de députés des villes formant le tiers-état.

Les ecclésiastiques sont l'abbé de Saint-Maximin, terre d'Empire, près de Treves, l'abbé de Munster dans la basse ville de Luxembourg, l'abbé d'Echternacht, l'abbé d'Orval & le prieur du monastere des Ecoliers, ordre de Saint-Augustin à Hofalize.

Les abbés de Saint-Hubert ont assisté souvent aux états de Luxembourg ; mais ils ont cessé de s'y trouver à cause des contestations sur la souveraineté de leur maison.

Pour être admis à l'état noble, le récipiendaire doit prouver deux quartiers nobles du côté paternel & autant du côté maternel.

On ne peut y recevoir personne avant l'âge de vingt-cinq ans , ni pere ni fils ensemble , à moins que le fils ne soit marié , qu'il ait famille à part & qu'il possède une terre avec haute justice.

Chaque récipiendaire doit d'ailleurs faire conf-ter qu'il possède une terre avec haute justice dans la province de Luxembourg & sous la domination de Sa Majesté.

Quant au quartier de noblesse, il suffit que l'aïeul paternel & aïeul maternel du récipiendaire aient été ennoblis & noblement alliés ; mais celui dont le pere, l'aïeul, le bifaïeul & le trisaïeul en ligne masculine & légitime auront été nobles & tenus pour tels du moins pendant les cent dernières années, sans avoir fait aucun acte dérogatoire, doit être admis à l'état noble moyennant la preuve qu'entre ces quatre ascendans paternels, il y a eu deux alliances nobles, auquel cas & en considération de l'ancienne noblesse de la province, ces récipiendaires sont dispensés de faire la preuve de quatre quartiers nobles.

Le tiers-état de cette province est composé d'un député de chacune des quinze villes suivantes.

Du quartier Allemand.

LUXEMBOURG, Arlon, Bidbourg, Echternach, Dickrich Grevenmacher & Remich.

Du quartier Wallon.

DURBUY, Bastogne, Chiny, Hofalize, Marche, Neuschâteau, la Roche & Virton.

Les résolutions dans chacun des trois ordres des états de Luxembourg se prennent à la pluralité des voix ; quant aux résolutions du corps des états dans les matieres d'aides & subfides , si deux des trois ordres consentent à la même somme , cette pluralité détermine la résolution , mais lorsque les trois ordres consentent chacun à une somme différente , on forme un total des ces trois sommes , & le juste tiers du total est pris pour le consentement de la généralité ; c'est ce qu'on appelle *tiercer*.

Les états de Luxembourg ont un maréchal qui proprement est président de l'assemblée & qui porte la parole en leur nom. Cette place est héréditaire ; elle appartenoit en dernier lieu à la famille de Metternich , dont depuis quelques années il n'y a plus de mâle. On soutient actuellement que la place de maréchal est vacante & à la disposition de Sa Majesté. Lorsque le maréchal n'assiste pas aux états , celui des nobles qui est le plus ancien par la prestation de son serment , en remplit les fonctions.

Les états de Luxembourg s'assemblent régulièrement deux fois par an ; l'assemblée qui se tient vers les mois de novembre est appelée ordinaire ; celle qui se tient en été au mois de juin , est nommée extraordinaire , quoique depuis l'an 1716 , cette demande se repete tous les ans.

Hors du tems de l'assemblée générale des états , la direction des affaires journalieres appartient aux députés , au nombre de neuf , savoir , trois de la part du clergé trois de la part des nobles & autant de la part du tiers-état. Ces députés doi-

vent être renouvelés ou continués tous les trois ans : il n'y en a que trois, un de chaque ordre, qui doivent résider fixement à Luxembourg. Les six autres appelés forains n'y sont appelés par les députés rélidens que lorsqu'il se présente quelqu'affaire essentielle dont ils n'aiment pas de se charger seuls.

Le secretaire des états de Luxembourg est chargé des mêmes fonctions que remplissent les pensionnaires dans les autres provinces, sauf que dans le Luxembourg le droit de porter la parole appartient au maréchal, ainsi qu'on l'a dit ci-dessus.

Les communautés qui sont chacune dans leur district le recouvrement des impositions destinées aux subides, paient leur contingent entre les mains du receveur établi par S. M., & résident à Luxembourg : elles ajoutent à leur contingent le quarantieme denier que le receveur tire à son profit à titre de gage, ce qui fait un traitement considérable.

A R T I C L E IV.

Des états de Gueldres.

LES états des débris de la province de Gueldres demeurés à Sa Majesté, sont composés de nobles & de députés de la ville de Ruremonde. Le clergé n'y a point entrée.

Pour être reçu à l'état noble de Gueldres, il faut prouver huit quartiers noble, quatre du côté paternel & autant du côté maternel, & posséder de plus un tenuement noble reconnu pour tel par les députés de la ville de Rure-

monde. Avant le démembrement de cette province, les députés des autres villes ayant franchise aux états, avoient pareillement leur voix délibérative dans cet examen.

La ville de Ruremonde est représentée aux états par deux députés, dont l'un est le bourgmestre servant, & l'autre l'ancien bourgmestre; ils sont autorisés à donner leur voix par eux-mêmes aux assemblées des états, sans se concerter avec le magistrat.

Le marquis de Hoensbrœck, en qualité de maréchal héréditaire de la Gueldre, est député perpétuel des nobles & propose les affaires aux assemblées des états. Les résolutions se prennent dans les assemblées par pluralité de voix.

Les nobles ont un autre député ordinaire, outre le marquis de Hoensbrœck, & la ville de Ruremonde en a pareillement deux, comme on vient de le dire.

Le conseiller pensionnaire ou syndic est choisi par les états à la pluralité des voix, & il n'a, comme dans les autres provinces, que voix consultative.

A R T I C L E V.

Des états de Flandres.

AVANT l'année 1678, les états de Flandres étoient représentées par les députés du clergé & par ceux des villes de Gand, Bruges, Ypres & du pays du Franc de Bruges. Ces quatre administrations étoient nommées les quatre membres, & l'assemblée qui représentoit les

états étoit qualifiée des députés des ecclésiastiques & membres de Flandres.

Il y avoit alors dans cette assemblée cinq voix décisives, savoir, celle du clergé & celle de chacun des quatre membres; mais la ville d'Ypres, prise par Louis XIV en 1678, ayant été cédée avec sa châellenie à la couronne de France par le traité de Nimegue de la même année, il ne resta plus que quatre voix dans l'assemblée des ecclésiastiques & membres, & ce pied a continué à subsister après la retrocession d'Ypres à la maison d'Autriche, en conséquence des traités d'Utrecht, de Radstat & Baaden.

L'empereur Charles VI ne trouva pas à propos de réunir les membres d'Ypres au corps des états de la Flandre; on le tint comme un pays d'imposition, sur le même pied qu'il avoit été sous la domination de la France; mais du reste toutes les parties de la Flandre retrocédées furent assujetties comme d'ancienneté à la juridiction du conseil de la province.

Depuis cela le clergé de la Flandre ayant voix par ses députés aux états, consiste dans les évêques de Gand de & Bruges, onze abbés & onze chapitres.

Quoiqu'il n'y eut que les députés des ecclésiastiques & membres qui eussent voix décisive, cependant plusieurs autres villes, châellenies & métiers étoient convoqués à l'assemblée générale de la province, & donnoient leurs avis sur les demandes du souverain, mais seulement consultatifs, & ces avis étoient examinés par le clergé-général, par les collaces & commu-

nes des villes de Gand, de Bruges & d'Ypres & du pays du Franc.

Le résultat ou la résolution se formoit suivant la pluralité des cinq voix décisives, & ces voix ayant été réduites à quatre par le démembrement d'Ypres, il fut déclaré par un décret du gouvernement du 9 octobre 1704, rappelé & tenu pour pied fixe par une résolution des députés des ecclésiastiques & membres du 18 juin 1743, " que dans toutes les
 „ propositions & demandes qui se feront de la
 „ part de Sa Majesté, la pluralité sera formée
 „ par deux suffrages, par l'affirmative tant dans
 „ les colleges & chef-colleges que dans l'as-
 „ semblée des députés, ainsi qu'il avoit été
 „ pratiqué jusqu'alors, si long-tems que la pro-
 „ vince restera à deux suffrages. „

La direction journalière des affaires & revenus de la province, étoit confiée à deux députés du clergé, deux députés de Gand, deux de la ville de Bruges & deux du pays du Franc, ce qui formoit la députation ordinaire. Le premier pensionnaire de Gand étoit l'actuaire de l'assemblée toutes les fois qu'elle se tenoit à Gand; mais lorsqu'à l'occasion de la rédition des comptes, elle se tenoit dans l'hôtel-de-ville de Bruges ou dans celui du Franc, c'étoit le premier conseiller-pensionnaire de l'une ou de l'autre qui remplissoit les fonctions d'actuaire.

Telle étoit la composition des états de Flandres avant l'année 1754; leur administration étoit dispendieuse, & le gouvernement mécontent d'ailleurs des obstacles qu'ils oppose-

rent à la proposition qui leur avoit été faite de se charger de leur contingent dans le payement du subside de la barriere en faveur des Hollandois, écouta les représentations des villes, châellenies , pays , métiers & districts de la Flandre nommés alors administrateurs subalternes; les voix de ces administrateurs n'étoient regardées que comme consultatives, ainsi qu'on vient de le dire, nonobstant qu'un règlement provisionnel des archiducs Albert & Isabelle de l'an 1614, leur eut attribué la voix délibérative; elles demanderent donc que par forme d'interprétation ou ampliation de ce règlement, il plût à Sa Majesté de leur accorder une voix délibérative & décisive, “ exposant à cet effet
 „ que non-seulement la justice distributive pa-
 „ roissoit exiger qu'un chacun dans les affaires
 „ publiques, eût le degré d'influence proportion-
 „ née à son intérêt & à ce qu'il contribue,
 „ mais aussi qu'une partie des dispositions du
 „ règlement des archiducs ne devoit avoir son
 „ effet que jusqu'à ce que, selon les occur-
 „ rences du tems & des affaires de la Flan-
 „ dre, le souverain en disposeroit autrement par
 „ les voies & moyens qu'il jugeroit les plus
 „ convenables, & que maintenant les occur-
 „ rences du tems & des affaires de la province
 „ étoient telles que Sa Majesté ne pouvoit
 „ plus différer à se servir de la réserve insérée
 „ dans le même règlement provisionnel, pour,
 „ en vertu de son autorité, disposer & or-
 „ donner par les voies & les moyens les plus
 „ convenables pour le redressement des affai-
 „ res de la province. „

Dans

Dans la vue d'appuyer ces représentations, les administrateurs offrirent de consentir à un subside de dix-huit mille rations par jour, faisant par an la somme d'un million six cents quarante-deux mille cinq cents florins au subside pour l'entretien de la cour de son altesse royale pendant tout le tems que ce prince résideroit dans le pays, & enfin de payer le contingent de la province dans le subside de la barrière aussi long-tems que les autres provinces payeroient le leur, & que la cause du paiement subsisteroit.

Leurs représentations firent d'autant plus d'impression, qu'outre les avantages que le service de Sa Majesté devoit recevoir de leurs offres, on sentit la nécessité de ranimer & d'affermir le crédit de la province par une meilleure économie des revenus publics; & de tâcher par ce moyen de procurer aux peuples les soulagemens que leur situation exigeoit.

Sa Majesté, guidée par ces motifs, & ayant reconnu d'ailleurs par l'examen du règlement des archiducs, ainsi que par celui de la concession de l'empereur Charles V du 30 avril 1540, que la grace demandée n'altéroit pas le droit d'un tiers, qu'elle ne dépendoit que de son autorité, vu que tous les changemens dans la constitution de la Flandre ont toujours eu leur source dans la seule autorité du souverain, elle résolut de condescendre à la demande des administrations nommées subalternes.

Elle fit émaner en conséquence son édit

daté de Bruxelles le 5 juillet 1754. Après avoir rappelé dans le préambule les conditions qui viennent d'être retracées, Sa Majesté déclara que dorénavant toutes les villes, pays, châtelainies & métiers qui étoient accoutumés de se trouver à l'assemblée-générale de la province, auroient voix délibérative & décisive dans toutes les affaires, soit qu'elles regardassent le service du souverain, les besoins internes de la province ou autrement.

Cet édit contient d'ailleurs différentes dispositions sur le choix des députés ordinaires chargés du service journalier, sur celui du pensionnaire actuel, sur leurs pensions fixes, sur la suppression de toutes sortes d'émolumens dont jouissoient les députés du tems de l'ancienne constitution & sur la direction des revenus de la province.

Il fut dit en particulier, articles III & VI, que les députés ordinaires, tant du clergé que des villes, châtelainies ou métiers, seroient renouvellés tous les trois ans.

Et article VIII, que le pensionnaire actuel qui seroit choisi par l'assemblée générale, „ ne „ pourroit être attaché d'aucun corps ni ville „ à titre de pensionnaire, secrétaire ou autrement, & qu'il n'en pourroit être choisi ni „ commis que pour le terme de trois ans, sans „ pouvoir être continué après ce terme, sinon „ en vertu d'une disposition de Sa Majesté, „ au moyen de quoi l'on fit cesser les fonctions que les pensionnaires de Gand, de Bruges & du Franc exerçoient auparavant dans l'assemblée des députés.

On se propofa par ce changement de fyftême trois objets principaux.

1°. L'équité qui veut que ceux qui contribuent aient une influence dans les confentemens & dans l'adminiftration. Il étoit monftrueux que les deux villes de Gand & de Bruges qui , à caufe de leur fîtuation obérée ne paient rien puiffent feules engager la province dans tout ce qu'elles vouloient.

2°. La meilleure adminiftration des deniers de la province , laquelle , malgré la longue paix dont elle avoit joui , s'étoit endettée de quatorze millions , tant à caufe de la perception négligée de fes revenus , que par dépenses énormes & inutiles.

3°. L'avantage des finances de Sa Majefté dans un fubfide fixe de dix-huit mille rations par jour , au lieu que depuis la paix d'Utrecht il n'avoit été porté qu'à feize mille par année commune.

Dans la premiere afsemblée générale qui fuivit l'édit du , 5 juillet 1754, les états réaliferent l'engagement pris auparavant par les villes, châtelles & métiers nommés fubalternes, par rapport au fubfide fixe a celui pour l'entretien de la courde fon alteffe royale & à celui de la barriere.

Le clergé, les villes de Gand & de Bruges & le college du pays du Franc de Bruges, firent des repréfentations contre ce changement de conftitution; mais le gouvernement ne les jugea pas fondées.

Il n'eut pas d'égard non plus à une repréfentation qui fut faite au nom des nobles de la province , afin d'être rétablis dans leur ancien

droit de constituer le second ordre d'état & d'être convoqués comme tels à toutes les assemblées , prérogative perdue depuis plus de cent cinquante ans par la négligence & l'inaction des nobles qui ne figurent plus que dans les cérémonies de l'inauguration du souverain, sans aucune sorte d'influence dans l'administration.

Du reste, il résultoit de la nouvelle forme, telle qu'elle avoit été établie par le même édit, qu'il devoit y avoir désormais dans l'assemblée représentant les états de Flandres, dix-sept voix décisives, savoir, celle du clergé & seize voix d'autant de villes, châtellemies ou métiers, qui sont les villes de Gand, de Bruges, Courtrai, Oudenarde, Ninove & Termonde; les châtellemies, districts ou métiers du Franc-de-Bruges, vieux bourg de Gand, Courtrai, Oudenarde, Alost, Termonde, Bornhem, Wæs, Asfenede & Bouchante.

Suivant le préambule de l'édit, on se proposoit de faire en sorte que chacun des seize colleges eût dans l'assemblée de la province une influence proportionnée à l'intérêt que chacun y avoit, & cet arrangement qui n'avoit été annoncé qu'en termes généraux par l'édit de l'année 1754, reçut sa forme & sa termination par celui du 18 octobre 1755 par lequel il fut statué :

I. Qu'il y auroit huit voix principales dans la province : que le clergé de Gand auroit une voix, celui de Bruges une voix, la généralité de villes trois voix, & la généralité des châtellemies trois voix.

II. Que pour trouver la triple voix de la

généralité des villes , chaque ville y feroit comptée & auroit une influence proportionnée au transport; c'est-à-dire, un contingent que chacun paie les charges publiques.

III. Que pour trouver la triple voix des châteltenies, chaque châteltenie, corps, métier & adminiftration y auroit pareillement influence felon fon transport.

IV. Qu'il y auroit huit députés à l'assemblée, un du clergé de Gand, un du clergé de Bruges, trois de la généralité des villes & trois de la généralité des châteltenies.

V. Qu'en cas de parité de voix de cette assemblée, composée de huit députés, celui qui a la semonce auroit la voix décisive.

VI. Que la généralité des villes nommeroit des trois villes d'entr'elles dont ses trois députés doivent être choisis, & qu'ensuite chaque ville nommeroit son député.

VII. Que pareillement la généralité des châteltenies nommeroit les trois corps dont doivent être choisis ses députés, & que chaque corps nommeroit sur le même pied son député.

VIII. Que dans la nomination de la généralité des villes & châteltenies dont il est fait mention aux deux articles précédens chaque corps auroit son influence sur le pied des articles II & III.

IX. Que l'on changeroit chaque année tout au moins un député des châteltenies ou des villes, en commençant par les châteltenies; mais qu'il ne feroit fait aucun changement ni des députés ni des villes ni de ceux des châteltenies dans les années où l'on changeroit les députés du clergé.

X. Finalement, Sa Majesté se réserva par cet article, de modérer & d'amplifier tant le présent édit que celui du 5 juillet 1754, selon que son service & le bien de la province l'exigeroient.

Pour contribuer d'autant plus à établir l'ordre & l'économie dans les revenus de la province, il fut résolu d'abord après le changement de l'ancienne constitution, de supprimer les places de commis aux impositions, & de leur substituer un receveur-général, de résidence à Gand, ce qui fut exécuté en vertu des lettres-patentes de S. M. du 20 octobre 1755.

A R T I C L E VI.

Des états d'Hainaut.

LES états d'Hainaut sont composés de trois ordres; le clergé, la noblesse & le tiers-état qui, suivant un usage ancien, sont qualifiés de chambres du clergé, de la noblesse & du tiers état.

La chambre du clergé étoit très-nombreuse avant que les François n'eussent fait la conquête de la partie du Hainaut qui leur a été cédée par les traités des Pyrenées & de Nimégue; mais à présent elle est composée de dix-sept membres, savoir, de six abbés, de quatre députés & de sept doyens ruraux.

Les six premiers sont les membres de cette chambre, comme ayant leur monastere sous la domination de S. M. dans le Hainaut, & ce sont les abbés de Saint-Ghislain, de Saint-

Denis, de Cambron, de Bonne-Espérance, de Saint-Feuillien & de Notre-Dame-du-Val, ordre de chanoines réguliers de Saint-Augustin.

Les quatre chapitres sont ceux de Soignies, de Leuze, de Binch & de Chimay, qui envoient chacun leur député.

Les sept doyens ruraux, appelés communément doyens de chrétienté, interviennent aux assemblées du clergé comme députés de la part des curés de leur district, composant le bas clergé.

Il est requis pour avoir séance dans la chambre de la noblesse, d'être issu de père, aïeul, bisaïeul, & trisaïeul nobles en ligne directe, masculine & légitime, & tenus pour tels du moins pendant les cent dernières années, & en outre il est nécessaire que le principe de cette noblesse soit fondé sur des faits, actions ou emplois connus au service du souverain, en sorte qu'elle ait sa source dans le mérite, & que dans les quatre générations on se soit allié au moins deux fois avec des filles nobles. Quant à ceux dont l'origine de la noblesse n'est fondée que sur des lettres-patentes obtenues à prix d'argent & moyennant une finance, ils doivent vérifier six générations de noblesse au lieu de quatre.

Les gentilshommes qui se présentent pour être reçus, dans la chambre de la noblesse doivent vérifier de plus qu'ils sont propriétaires d'un fief contenant vingt-cinq bonniers dans le Hainaut sous l'obéissance de S. M., avec haute justice, ou qu'ils sont seigneurs d'un village à clocher.

Outre les preuves ci-dessus énoncées, il est

encore essentiellement requis que les deux alliances des filles nobles dont les freres germains soient suffisamment qualifiés par leur naissance , pour être reçus dans la chambre de la noblesse.

Le tiers-état est composé du magistrat , des assesseurs & conseils de la ville de Mons , faisant ensemble quarante-deux personnes , & de deux députés de chacune des treize villes de la province , ce qui , joints aux quarante-deux de la ville , font ensemble soixante huit membres dont le tiers-état est composé.

La députation des états de Hainaut a été composée depuis très-long-tems de deux députés du clergé , de deux de la noblesse & de six du tiers-état. Parmi les députés du clergé , l'un doit être nécessairement choisi entre les abbés & l'autre du nombre des quatre députés du chapitre. La chambre entiere du clergé choisit à la pluralité des suffrages ses deux députés pour le terme de trois ans , sans qu'ils puissent être continués pour un plus long-terme , étant essentiellement requis qu'il y ait un intervalle de trois années pour que le même sujet puisse encore être choisis en qualité de député.

L'ordre de la noblesse se choisissoit également des deux députés à la pluralité des suffrages de la chambre pour le terme de trois ans , sans qu'ils puissent être continués pour quelque cause ou raison que ce soit , l'intervalle de trois années étant également requis pour les députés de la noblesse comme à l'égard de ceux du clergé.

La députation du tiers-état est composée de six membres , savoir , de deux premiers échevins

vins, du magistrat de Mons, de deux députés qui se choisissent à chaque renouvellement du magistrat dans le corps du conseil de la ville, à la pluralité des suffrages du magistrat & des membres du même conseil. L'un des deux pensionnaires de la ville change chaque année avec son confrere, de maniere que l'un est toujours de service aux états, & l'autre au magistrat.

Le sixieme député est le greffier du chef-lieu que l'on dit assister à la députation comme représentant les villes de la province.

Les fonctions du conseiller-pensionnaire des états sont fort étendues, comme dans la plupart des autres provinces, & réunissent celle de référendaire-secrétaire & de greffier.

Il y a aussi dans le Hainaut un pensionnaire particulier du clergé dont la création n'est pas fort ancienne, attendu qu'autrefois le clergé ne se servoit que d'un avocat auquel l'on a donné depuis le titre de pensionnaire. Ses fonctions se réduisent à écrire les résolutions de la chambre pendant la convocation des états, & à intervenir aux comptes particuliers du clergé, ainsi qu'à plaider ses procès; mais il n'assiste jamais à aucune des délibérations des députés.

Finalement, les états d'Hainaut ont un receveur général qui se choisit tous les six ans par les trois ordres des états à la pluralité des suffrages, & qui ne peut être continué au-delà de ce terme; mais après un intervalle de six ans, il peut se présenter de nouveau pour être employé encore comme receveur-général.

ARTICLE VII.

Des états de Namur.

LES états de Namur sont composés du clergé, des nobles & du tiers-état.

Le clergé consiste dans l'évêque de Namur, qui est aussi abbé de Broigne dit Saint-Gerard, dans les abbés de Walfort, de Grand-Prés, de Moulins, du Jardinot, de Boneffe, de Floresse & de Geronfart & dans les prévôts des chapitres de Valcourt, & de Sclayens.

Pour être admis à l'état noble, l'aspirant doit prouver six générations de noblesse paternelle y compris le premier ennobli ; il doit pareillement prouver qu'il possède en propre une seigneurie avec haute justice, & un bien au moins de quatre charues de labour : il doit faire contester en outre qu'il n'est pas natif de quelque province de laquelle on exclut de l'état noble les personnes natives de celle de Namur. Il est d'ailleurs défendu de recevoir les nobles qui soient au service d'un prince étranger ou ceux qui ne sont pas nés sujets de S. M., à moins qu'ils n'aient pour ce obtenu une dispense du gouvernement.

Le capitaine & bailli du château Samson, le prévôt de Poilvache, le chatellain & bailli de Montaigne, le maire de Feix, le bailli de Vieuville & de Fleurus, le bailli de Wasseige & le bailli de Bouvignes, autrement dit bailli d'entre Sambre & Meuse, sont pareillement membres des états & ont leur voix dans l'ordre des nobles, de même qu'un député parti-

culier de chacune des villes de Fleurus, de Valcourt & de Bouvigne : tous ces officiers tiennent leurs places du souverain.

Le tiers état est composé du magistrat de la ville de Namur, qui consiste dans un mayeur, sept échevins, dont deux nobles admissibles aux états, deux gradués en droit & trois notables bourgeois, un bourgmestre qui porte aussi le titre de premier élu, un greffier & un lieutenant-mayeur.

A ce corps ainsi composé se joint un second élu, un greffier élu, quatre jurés de la ville & le mayeur du métier des feves. Toutes ces personnes forment ensemble le tiers-état & interviennent aux assemblées générales.

Chaque ordre ou membre des états a deux députés qui, à l'intervention du conseiller-pensionnaire & conjointement avec le gouverneur de la province ou son lieutenant, exécutent les résolutions des assemblées générales & sont chargés de la direction des affaires de cette administration.

Les députés du clergé sont choisis par les membres qui le composent à la pluralité des voix de ceux qui sont présens à la délibération. Tous les membres du clergé nommés au commencement de cet article, sont éligibles, sauf que deux abbés de l'ordre de Cîteaux ne peuvent être choisis pour servir ensemble comme députés du corps ecclésiastique, mais avec un abbé de l'ordre de Cîteaux, on doit choisir un de l'ordre de Saint-Benoît, de l'ordre de Prémontré, de Saint-Augustin, ou bien l'un des prévôts de Sclayen ou de Valcourt.

Les députés nobles sont choisis aussi par la pluralité des voix des membres présens à la délibération dans l'assemblée générale de la noblesse , & ces députés , de même que ceux des ecclésiastiques, ne doivent demeurer en fonctions que le terme de six années , à l'expiration desquelles ils ne peuvent être choisis ni être continués en fonctions.

Quant aux députés du tiers-état , comme ils n'interviennent dans les assemblées que dans les cas où il s'agit de délibérer sur quelques points de régie commune aux trois membres , le tiers état n'a point de députés fixes ; mais dans le cas d'une convocation d'une assemblée des députés des trois membres , le mayeur de la ville , comme chef du magistrat choisit & commet pour cette fois deux échevins qui interviennent dans cette assemblée , y entendent la proposition & la rapportent au magistrat , lequel ayant délibéré , charge les mêmes députés de se rendre à l'assemblée de trois membres pour y porter la voix du magistrat.

Le conseiller pensionnaire qui est en même tems greffier des trois membres , intervient dans toutes les assemblées , y fait la lecture & rapport des requêtes & mémoires présentés , à l'assemblée , selon la distribution qui lui en est faite par celui qui y préside , & tant sur les matieres que sur toutes autres qui s'y mettent en délibération , il doit donner son avis consultatif , enrégistrer les résolutions qui y sont prises à la pluralité des voix , former les représentations , lettres, écrits, mémoires & générale-

ment tout ce qui est dépendant & relatif à la régie & au service des états.

ARTICLE VIII.

De la province de Malines.

CETTE petite province est composée de trois parties que l'on peut regarder comme districts, savoir, la ville de Malines, son district composé de cinq villages à clocher & de six hameaux & de son ressort, consistant dans les villages de Heist & de Gestel.

Tout le district est immédiatement soumis à la juridiction du Magistrat de Malines.

Le magistrat leve dans toute l'étendue du district les mêmes accises qu'il perçoit dans la ville, & c'est à cause de cela que le district n'a pas de quote déterminée dans ce que l'on nomme le subside ordinaire qui est de trente-six mille florins par an, parce que les accises que paient ses habitans tiennent lieu de cette quote, mais le district contribue à rate de neuf vingt-deuxiemes dans le subside extraordinaire.

Le contingent du ressort dans le subside ordinaire est d'un vingtieme, & dans le subside extraordinaire de cinq vingt-deuxiemes, en sorte que la ville se charge de dix-neuf vingtiemes dans le subside ordinaire, & huit vingt-deuxiemes dans l'extraordinaire.

Lorsqu'il s'agit de faire à la province de Malines la demande des aides & subsides, celui qui est chargé de cette commission de la part du souverain, fait sa proposition dans l'assemblée du magistrat de Malines & y remet les

instructions qu'il a par écrit : le magistrat en envoie d'abord une copie à ceux du ressort & les charge de lui faire parvenir sa résolution.

Pour ce qui regarde le district, l'ancien des communs-mâtres convoque une assemblée des principaux adhérités & des jurés, & s'y rend avec l'un des pensionnaires de la ville, qui, dans cette assemblée, lit les instructions du commissaire du souverain. La résolution s'y prend sur-le-champ à la pluralité des voix : il n'est guere arrivé qu'elle n'ait pas été conforme aux exhortations du commun-mâitre.

Le consentement de la ville se forme par le large conseil, composé du magistrat & des doyens des dix-sept grands métiers.

ARTICLE IX.

Des états de Tournay & du Tournesis.

LA seigneurie de Tournai & du Tournesis forme un petit état particulier ; il est gouverné par deux corps, savoir, les magistrats qui constituent les consaux & états de la ville pour ce qui la concerne avec ses banlieues anciennes & nouvelles, & les ecclésiastiques & baillis des seigneurs hauts-justiciers qui composent les états de Tournesis.

En 1667, peu de tems avant que la ville de Tournai ne passa sous l'obéissance de Louis XIV., les magistrats furent réduits à la moitié du nombre qu'ils étoient auparavant, & cette réduction continue à subsister, de maniere que ce corps de justice, de police & d'état, est composé maintenant d'un prévôt & de six jurés,

d'un mayeur & de six échevins, de trois conseillers pensionnaires, de trois greffiers, de deux procureurs-fiscaux, d'un trésorier, d'un contrôleur & vérificateur des comptes, & de cinq conseillers-assesseurs aux finances, qui néanmoins non plus que le trésorier & le contrôleur n'assistent point & n'ont aucune part dans les délibérations des consaux & états.

Telle est la constitution de cette ville & de ses banlieues ; l'empereur Charles V l'unit en 1521, aussi-bien que le Tournesis, à la province de Flandres ; mais cette union n'a eu lieu qu'en ce qui regarde le ressort en métiers de la judicature, & relativement aux appels des sentences des juges de Tournai dont le conseil de Flandres séant à Gand a la connoissance, & qui de-là sont portés au grand conseil à Malines.

A cela près, la ville de Tournai a conservé son rang d'état particulier totalement indépendant des états de la Flandre, avec les mêmes attributs & privilèges qui appartiennent à des états plus considérables ; aussi le souverain est-il inauguré spécialement dans la ville de Tournai, & l'on fait à cette ville la demande des aides & subside en particulier tout comme aux états d'une grande province. Les magistrats seuls ne sont pas qualifiés à y donner leur consentement ; mais ils doivent demander aussi celui des bannieres, c'est-à-dire, des corps de métiers.

Les états de Tournai sont composés d'un député, de l'évêque de Tournai, premier seigneur haut-justicier, du doyen de l'église ca-

thédrale , d'un député du chapitre , des abbés , de Saint-Martin & de Saint-Mard à Tournai , des baillis des terres de Mortagne , Rumes , Pecq , Warcoin & Epierres qui sont les seigneurs haut-justiciers du Tournesis ; d'un conseiller-pensionnaire , d'un greffier & d'un trésorier ; mais de ces trois derniers , il n'y a que le pensionnaire qui ait voix , & encore n'est-elle que consultative.

L'Abbé de Saint-Amand & l'abbé du Château étoient aussi membres des états du Tournesis avant que Saint-Amand & Mortagne n'eussent été démembrés du Tournesis par les traités d'Utrecht en faveur de la France. On soutient néanmoins de la part de l'impératrice que l'abbaye du Château fait partie des dépendances de Mortagne qui , conformément aux mêmes traités doivent appartenir à S. M. , mais que la France detient.

ARTICLE X.

Des terres franches.

LES terres nommées franches étoient originellement des terres indépendantes , qui dans la suite du tems ont été unies ou incorporées dans l'une ou dans l'autre province.

Mais cette union n'a proprement pour objet que la juridiction du conseil de la province. Il y a même quelques-unes de ces terres qui , sans être unies à aucune province , ont été soumises immédiatement au ressort du grand-conseil.

Du reste , à la réserve de la juridiction ,
les

les terres-franches ont conservé pendant long-tems une exemption entiere de toute sorte d'impositions & encore aujourd'hui elles ne contribuent avec aucune province.

Le souverain des Pays-Bas étoit néanmoins dans l'usage d'y faire loger ses troupes ; & ce fut pour faire cesser la charge des logemens & pour en compenser la dépense , que vers l'an 1674 on commença à imposer à chacune des terres-franches une certaine quantité de rations de fourrage par jour , payables en argent , chaque ration évalué à quinze sols.

Ces impositions qu'on continue de nommer rations sont devenues permanentes , & le gouvernement les augmente dans une certaine proportion toutes les fois que le souverain demande des subsides extraordinaires aux états des provinces.

Les terres-franches paient leurs impositions à un receveur particulier , nommé le receveur des terres-franches , qui comme les autres receveurs de S. M. , est comptable à la chambre des comptes & qui fait passer les fonds de son entremise à la recette générale des finances.



CHAPITRE XXV.

Des privileges des provinces.

ARTICLE PREMIER.

Des privileges communs à toutes les provinces.

EN général les peuples ne peuvent être chargés d'impôts sans le consentement des états des provinces.

Chacun doit être jugé par son juge compétent, établi d'ancienneté pour administrer la justice.

Personne ne peut être évoqué en justice hors du pays, nommément pas à la cour de Rome.

Ces privileges sont communs à toutes les provinces. Il est à remarquer néanmoins que la partie de la Flandre cédée à la France par les traités d'Aix-la-Chapelle & de Nimegue, & retrocédée à la maison d'Autriche par ceux d'Utrecht, de Radstat & de Baaden, est régie par rapport aux subsides sur le pied qu'elle étoit sous le gouvernement François.

Les subsides annuels & ordinaires y sont imposés par la seule autorité de S. M., & ce n'est que pour le subside extraordinaire qu'on demande le consentement des administrations de ce pays dont on se passeroit même, si elles s'opiniâtroient à ne pas condescendre aux demandes du gouvernement : aussi l'empereur Char-

les VI & son héritière n'ont fait à leur inauguration aucuns sermens aux peuples de la Flandre retrocédée , & cette cérémonie n'a consisté qu'à recevoir dans la ville d'Ypres le serment de fidélité des peuples.

Dans toutes les provinces, le souverain reçoit , lors de son inauguration , le serment des peuples représentés par les états , & leur en prête un de son côté , par lequel il leur promet en général qu'il les gouvernera comme bon & léal seigneur , & qu'il conservera leurs privilèges, coutumes & usages ; ainsi ce n'est que dans les provinces de Brabant & de Limbourg que le serment du souverain porte sur des privilèges exprimés en détail , ainsi qu'on va le voir.

ARTICLE II.

De la joyeuse entrée de Brabant & de Limbourg.

LA joyeuse entrée consiste aujourd'hui dans un recueil de cinquante-neuf articles d'anciens privilèges , dont le souverain lors de son inauguration promet sous serment l'observation aux états de Brabant & de Limbourg.

Cette dernière province est unie au Brabant depuis la conquête qu'en fit Jean premier , duc de Brabant en 1288 ; & en conséquence de cette union confirmée irrévocablement par un traité du 4 novembre 1415 , les dispositions de la joyeuse eptree sont communes aux habitants des deux provinces. Les états de Brabant assistent en corps à la cérémonie de l'inauguration , & ceux de Limbourg par députés. Des

puis 150 ans elle s'est faite constamment à Bruxelles, nonobstant les protestations de la ville de Louvain, où les inaugurations se célébroient autrefois. Voici les principaux articles de la joyeuse entrée, tels qu'ils ont été accordés par l'impératrice-reine le 20 avril 1744 aux états de Brabant & de Limbourg, & jurés au nom de S. M. par son altesse royale le duc Charles de Lorraine, gouverneur-général des Pays-Bas.

I. Sa Majesté leur fera bonne, équitable & léale dame : elle ne les gouvernera pas par la force, ni par volonté, ni autrement que par droit & sentence & devant les juges ordinaires.

III. Sa Majesté n'entreprendra pas de guerre pour cause concernant les pays de Brabant & de Limbourg, que du consentement des villes & pays de Brabant; elle ne prendra pas d'engagement tendant à rétrécir les limites ou à diminuer les droits, libertés ou privilèges des mêmes pays.

IV. Sa Majesté prendra le titre & les armes de Lothier, de Brabant, de Limbourg & du marquisat du Saint-Empire. D'après ces titres & armes, elle fera graver un sceau distingué de ses autres par une marque notable, lequel devra toujours demeurer dans le Brabant, & dont on scellera toutes choses concernant les pays de Brabant & d'Outre-Meuse sans en sceller d'autres; de plus, ces actes seront dépêchés par l'un des secrétaires de Sa Majesté ordonné pour les affaires de Brabant.

V. Sa M. composera son conseil de Brabant de dix-sept personnes dont l'un sera chancelier & scelleur natif de Brabant, sachant

les langues latine , wallone & flamande , qui gardera le sceau de Brabant , quatorze autres feront Brabançons , ou devront posséder une baronnie d'estoc par eux-mêmes ou du chef de leurs femmes , & les deux autres pourront être étrangers au choix de S. M. pourvu qu'ils sachent le flamand.

Par ce conseil ainsi composé , & par les autres personnes que S. M. trouvera bon d'y ajouter , elle fera traiter & expédier toutes les affaires du pays de Brabant & d'Outre-Meuse concernant la justice & ce qui en dépend , soit provisions ordinaires de justice , statuts , édits , ordonnances ou mandemens , & ne fera ledit conseil soumis à d'autres ordres qu'à ceux de S. M. ou de son gouverneur-général ou gouvernante-générale.

Les conseillers & secrétaires , avant que de prendre possession de leurs places , jureront aux états qu'ils ne concoureront jamais à aucun acte tendant à aliéner ou à engager aucune partie des pays de Brabant ou de Limbourg , sans le consentement des états.

S. M. fera corriger , par le conseil des nobles & des bonnes villes de son pays de Brabant , les prévarications que les conseillers , le scelleur ou les secrétaires pourroient commettre au fait de leur office.

VI. Les membres du conseil de Brabant devront être Brabançons & nés de légitime mariage , ou possédant une baronnie d'estoc , à la réserve de deux conseillers exceptés par l'article V.

VII. Le conseil se tiendra dans le lieu où

S. M. résidera en Brabant, & pendant les absences de S. M. dans un lieu commode de la province.

La chambre des comptes sera tenue ainsi qu'elle l'a été jusqu'à présent.

VIII. Les lettres-patentes ou clauses qui s'expédieront au conseil de Brabant, seront conçues dans la langue que l'on parle aux lieux pour lesquels elles sont destinées.

IX. Le chancelier ou scelleur du conseil de Brabant devra être né de légitime mariage & Brabançon, ou possédant une baronnie d'estoc, sachant les trois langues énoncées article V, & en fera le serment rappelé au même article.

Les secrétaires de S. M. en Brabant, & le clerk du régistre de ses fiefs, c'est-à-dire, le greffier de la cour féodale, seront nés Brabançons, sauf que S. M. pourra établir au conseil de Brabant deux secrétaires qui ne soient pas Brabançons.

X. Le chancelier & gens du conseil, les secrétaires & les gens de la chambre des comptes en Brabant, les clercs, droffarts, gruyer, wautmaître & tous autres officiers, même ceux du plat pays, les bourgmestres & échevins des villes, & tous autres qui administrent la justice, soit de la part de S. M. ou de ses vassaux, jureront l'observation de la joyeuse entrée.

XII. Les pays de Limbourg & d'Outre-Meuse demeureront unis à jamais au Brabant.

XVI. Ceux qui prendront en ferme les thonniers de S. M. ou qui y auront part, ne pourront, pendant la durée de cette ferme, être

reçus dans les magistrats des villes, non plus que ceux qui ont part aux monnoies.

XVII. Si quelqu'un se trouve appréhendé dans les pays de Brabant ou d'Outre-Meuse, S. M. ne le fera ni ne le laissera conduire prisonnier hors des mêmes pays.

XVIII. Sa Majesté ne fera battre aucuns deniers en Brabant, sinon de l'avis & du consentement des états, & ce dernier ne pourra être altéré.

XIX. Tous officiers en Brabant devront être nés en légitime mariage.

XXI. S. M. ne fera grace d'un homicide à personne, à moins qu'auparavant il n'ait satisfait les parens du défunt.

XXIV. Sa Majesté ne souffrira pas qu'un Brabançon puisse faire saisir ou attraire en justice un autre Brabançon hors de la province, & les contrevenans seront condamnés à deux cents marcs d'or ou autrement corrigés à l'arbitrage du conseil de Brabant.

XXV. Ceux qui trahiront contre S. M. ses pays de Brabant ou d'Outre-Meuse, ou qui donneront des secours aux ennemis des mêmes pays, encoureront confiscation de corps & de biens, & S. M. ne leur fera grace à l'effet de demeurer dans les mêmes pays que sur consentement des états.

XXIX. Les villes & terres que Sa Majesté ajoutera à son pays de Brabant, par droit de conquête avec les armes des Brabançons, y seront unies & jouiront des privilèges de Brabant.

XXX. Si quelqu'un desire qu'il soit procédé

à l'abonnement de ses terres avec celles de S. M. elle y consentira.

XXXIII, XXXIV & XXXV. Ces articles établissent la liberté de la chasse par-tout le Brabant, à la réserve des bois de Soigne, de Zaventerloot, du Grootheyft; de Neerdæle & de Grootenhout, & des franchises garennes reconnues pour telles depuis l'an 1367.

XXXVII. Le bailli du Wallou-Brabant devra être Brabançon, ainsi que ses officiers subalternes.

XXXVIII. Les officiers subalternes de S. M. & receveurs particuliers devront être Brabançons, de même que les châtelains des châteaux de Brabant, à moins qu'ils ne possèdent des biens d'estoc dans ledit pays de Brabant, soit de leur chef ou par mariage.

XLI. La ville d'Anvers, ses appartenances & dépendances demeureront unies à toujours au Brabant, de même que la ville de Nivelles.

XLII. Lorsque S. M. fera convoquer les états de Brabant & d'Outre-Meuse, cette convocation se fera toujours quinze jours avant celui désigné pour l'assemblée, à moins que l'objet de l'assemblée ne requiert une grande célérité. Pour éviter quelques inconvéniens, ces assemblées se tiendront dans un lieu commode, où les états puissent aller avec sûreté & s'en retourner de même.

Chacun pourra y dire librement son opinion, sans pour cela encourir l'indignation ou la disgrâce de S. M. ou de quelqu'autre en aucune façon.

XLIII.

XLIII. S. M. tiendra sa cour féodale dans le lieu où elle résidera dans son pays de Brabant , & en cas d'absence , elle autorisera un homme de biens qualifié à être conseiller en Brabant , lequel en son absence recevra les hommages de fiefs , tiendra les plaids dans le lieu où sera la résidence du conseil de Brabant.

XLVI. S. M. n'accordera aucuns privilèges aux nations tenant leur station dans son pays de Flandres , qui pourroient redonder au désavantage de son pays ou habitans de Brabant.

XLVIII. S. M. tiendra unis à son pays de Brabant les pays & villes de Heusden & de Gertrudenberg , si avant qu'elle peut le faire en droit & raison.

L. Sa Majesté promet que les pays & ville de Grave , le pays de Cuyek , Kessel & Oyen , demeureront toujours annexés au Brabant , si avant qu'en droit il se pourra faire.

LVII. Aucune abbaye , prélatrice ou dignité ne sera donnée en commande , & S. M. s'employera pour obtenir du siege de Rome une réduction des annates , moyennant que les prélats & monasteres se chargent de la dépense nécessaire pour cette réduction.

LVIII. Sa Majesté confirme en général aux prélats , nobles , villes & à tous ses sujets du pays de Brabant & d'Outre-Meuse tous les droits , franchises , privilèges , chartres , coutumes , usages & autres droits qu'ils ont & qui leur ont été donnés par les ducs & duchesses de Brabant , ainsi que ceux dont ils ont joui

& usé, nommément les additions à la joyeuse entrée du duc Philippe le Bon, du 20 septembre 1451 & du 18 novembre 1457, ainsi que les additions de l'empereur Charles V des 12 & 26 avril 1515.

LIX. Sa Majesté n'alléguera pas qu'elle n'est pas tenue d'observer lesdits droits, privilèges & usages confirmés en général, par la raison qu'elle ne les auroit pas accordés ou promis en particulier.

S'il arrivoit que S. M. cessât d'observer les privilèges en tout ou en partie, elle consent qu'en ce cas ses sujets cessent de lui faire service jusqu'à ce que les contraventions aient été réparées.

Les officiers établis contre la disposition de la joyeuse entrée, seront incontinent destitués.

Outre les articles de la joyeuse entrée, le souverain promet aussi en particulier l'observation des additions de Philippe le Bon & de Charles V, rappelées article LVIII; mais ces additions n'ont guere pour objet que des arrangemens temporaires dont il ne s'agit plus aujourd'hui, ou des dispositions qui ont été inférées dans les joyeuses entrées postérieures : il n'y a que les articles suivans qui méritent d'être remarqués.

Par l'article II de l'addition de Philippe le Bon de 1451, le souverain promet de garantir ses sujets contre tout exercice indu de la juridiction ecclésiastique; & par l'article XIII, il proscriit l'acquisition des biens immeubles par les mains-mortes.

Par la seconde addition de Charles V du

26 avril 1515., accordée à la demande des députés des villes, franchises & du plat pays de Brabant, le souverain promet que les cours spirituelles pour le Brabant, seront établies dans la province.

Article V. Qu'il n'accordera à aucun particulier, de quelqu'état, nation, pays ou condition qu'il soit, des lettres de répit, sinon *in formâ juris*, sous caution à mettre en Brabant, & que ces lettres ne seront accordées qu'une fois.

Article VI. Que les soi-disants Egyptiens entrant dans le Brabant, seront punis de mort.

Art. XIII, XIV & XV. Que les mains-mortes ne pourront acquérir des biens immeubles dans le pays de Brabant & de Limbourg, sans le consentement du souverain & de gens de la loi des chefs-villes sous lesquelles les biens sont situés.

Il est à remarquer que la joyeuse entrée, dont le texte original est flamand, étant conçue dans un langage fort ancien, il y regne des obscurités qui souvent ont donné lieu aux états de former des prétentions aussi déplacées que peu soutenables

A R T I C L E III.

La bulle d'or de Brabant.

L'EMPEREUR Charles IV. de la maison de Luxembourg accorda en 1349 à Jean III, duc de Brabant, le fameux privilège de la bulle d'or, qu'on nomme la bulle d'or brabantine, par laquelle il est interdit par forme d'édit per-

pétuel à tous princes ecclésiastiques ou séculiers, jus & tribunaux de l'Empire d'exercer aucune juridiction sur les habitans des duchés de Brabant, de Limbourg & de leurs dépendances, de les citer, évoquer ou arrêter en leur personne ou bien dans quelque sorte de cause que ce puisse être, criminelles, réelles ou personnelles.

Cette bulle fut confirmée par l'empereur Sigismond en 1424, & par l'empereur Maximilien en 1512.

L'empereur Charles V, en ajoutant à ces confirmations la sienne du 3 juillet 1530, donnée de l'avis des états de l'Empire, commit l'exécution de la bulle au conseil de Brabant, qu'il constitua à cet effet vicaire impérial, "avec
 " autorité de procéder contre tous contrevenans,
 " princes ou membres de l'Empire, séculiers ou
 " ecclésiastiques, de quelque rang ou condition qu'ils puissent être, comme contre des
 " rebelles & les condamner à une amende de
 " deux cents marcs d'or, applicables pour une
 " moitié au fisc impérial, & pour l'autre au
 " duc de Brabant, & les priver de leurs droits,
 " rang, honneurs & dignités, & même de les
 " mettre au ban de l'Empire, ordonnant bien
 " expressement que tout ce que le conseil de
 " Brabant fera & décrètera dans cette matière, aura la même force & vigueur comme
 " s'il eût été fait & décerné par l'empereur
 " même. „

Le conseil de Brabant a souvent fait usage de l'autorité qui lui est accordée relativement à l'exécution de la bulle d'or, mais presque jamais sans exciter des murmures & plaintes

de la part des princes & des tribunaux de l'Empire, dont il réprimoit la juridiction.

Aussi a-t-il été stipulé par les traités de Westphalie, & plus particulièrement encore par les dernières capitulations impériales, “ que les
 „ abus introduits sous le prétexte de la pré-
 „ tendue bulle d'or de Brabant, seront abolis,
 „ & qu'en cas de besoin l'on prêtera assistance
 „ efficace par droit de représailles aux états
 „ qui seront lésés par ladite bulle brabantine.

Cette prétention des états de l'Empire a été poussée fort loin. Il est juste de distinguer la bulle même d'avec l'abus qu'on peut en faire contre son intention; mais il n'est pas dans les règles du droit public que sur des allégations vagues, on cherche à restreindre ou à faire cesser un privilège acquis légitimement, au duc de Brabant & à ses sujets.

A R T I C L E I V.

Privilege particulier de la Gueldre

Le traité de Venloo du 12 septembre 1543, par lequel la Gueldre reconnut la domination de l'empereur Charles V, contient un recueil des privilèges de cette province.

Il y est dit, article V, que le souverain instituera une chancellerie dans la province pour y administrer la justice sans que personne puisse être assujetti à une juridiction étrangère; & article VI, que Charles V confirma le privilège *de non evocando*, accordé aux Gueldrois à l'égard de l'Empire par les empereurs ses prédécesseurs.

Le traité de Venloo est confirmé sous serment par chaque souverain à son inauguration, & lorsque l'empereur Charles VI céda différens districts du haut quartier de la Gueldre au roi de Prusse & aux Etats-généraux des Provinces-Unies, par les traités d'Utrecht & de la barrière, la conservation des privilèges de la province fut nommément stipulée en faveur des districts cédés : aussi ces deux puissances ont-elles établies chacune en cette conformité, un nouveau conseil supérieur de justice dans les districts cédés, savoir, le roi de Prusse dans la ville de Gueldres, & les Etats-généraux dans celle de Venloo.

A R T I C L E V.

Privilege particulier de la province de Flandres.

PAR un acte que l'empereur Charles V accorda le 7 mai 1555 à la demande des quatre membres de Flandres, il fut déclaré, en considération de leurs services & par grace spéciale, que désormais les sujets natifs des provinces où les Flamands sont exclus des emplois, ne pourront réciproquement être admis dans aucun emploi dans le pays & comté de Flandres, exceptant néanmoins de cette règle les lieutenans ou gouverneurs & les chevaliers de la toison d'or.

A R T I C L E V I.

Privilege particulier du Hainaut

SUIVANT les chartres de cette province, un

étranger est inhabile à y posséder des emplois, à moins que d'y avoir résidé dix ans & d'être natif d'une province dans laquelle ceux du Hainaut sont réciproquement admis à leur état & office.

ARTICLE VII.

Privilege particulier de la province de Namur.

PENDANT l'assemblée des Etats-généraux convoqués à Gand en 1559 à l'occasion du départ du roi Philippe II pour l'Espagne, les états de Namur supplièrent ce prince de leur consentir & accorder « que personne non-natif du pays de Namur ne pourroit dorénavant avoir, obtenir ou desservir aucun état ou office audit pays, soit de justice, de conseil ou autrement.

Sur cette demande générale, le roi leur accorda, en considération de leurs services & par grace spéciale, un privilege limité, daté de Gand le 9 août 1559, portant que « nuls étant natifs des pays lesquels lesdits de Namur sont exclus de pouvoir desservir aucuns offices, ne seront dorénavant reçus ou admis à desservir aucun office audit pays de Namur, pourvu toutefois qu'en cette déclaration ne seront compris les gouverneurs & chevaliers de la toison d'or. »

Il résulte de là, que les sujets nés dans les provinces où les Namurois ne sont pas admis à posséder des emplois, sont & doivent réciproquement être exclus de tout emploi dans celle de Namur, c'est à quoi se réduit le pri-

vilege tel qu'il subsiste aujourd'hui : les états de Namur ayant cherché souvent à l'étendre plus loin , le gouvernement a constamment réprouvé leur prétention , & encore en dernier lieu par un décret du comte de Cobenzl , ministre plénipotentiaire du 6 septembre 1757 , rendu après une mûre & longue délibération du conseil privé de S. M.



CHAPITRE XXVI.

Des droits des seigneurs particuliers.

IL n'y a pas de règle générale sur les droits appartenans dans les Pays Bas aux seigneurs territoriaux ; non-seulement l'usage varie à cet égard dans chaque province , mais aussi dans les différens districts de chacune.

Les droits des seigneurs reçoivent leur détermination du titre particulier de l'acquisition de la seigneurie ou d'une possession ancienne. En général , il leur appartient d'établir les officiers de justice & de police qui exercent la juridiction en leur nom.

Ils ont le droit de chasse & de pêche , dont néanmoins ils ne peuvent user que sur le pied établi par les loix publiques de l'état , celui de planter à leur profit le long des grands chemins , celui d'avoir une place distinguée dans l'église paroissiale , & quelquefois de conférer des bénéfices ecclésiastiques & de se faire présenter l'eau bénite par le curé.

Les

Les amendes & confiscations appartiennent aussi à la plupart des seigneurs ; plusieurs succèdent aux biens des bâtards ou à ceux qui viennent à vaquer faute d'héritier légal ; mais pour cette dernière prérogative , il faut un titre bien constaté , sans quoi elle seroit abjugée au souverain.

Dans quelques provinces, les seigneurs jouissent aussi des lots & ventes qui consistent dans le cinquième , dixième , le vingtième ou autre denier du prix des aliénations ou des engageres des fonds.

Dans aucune province ils n'ont le droit d'opprimer impunément ceux qui cultivent la terre. Le moindre paysan qui seroit lésé par son seigneur , l'attire en justice devant son juge compétent , & à cet égard devient son égal , parce que la justice s'administre aux foibles comme aux puissans.



CHAPITRE XXVII.

De l'université de Louvain.

L'UNIVERSITÉ de Louvain fut fondée en 1426 par Jean IV , duc de Brabant ; elle fut dès le moment de son érection sous le gouvernement d'un recteur , à qui l'on transféra le droit d'exercer sur les suppôts, soit ecclésiastiques ou laïcs, toute la juridiction ordinaire & contentieuse qui appartenoit auparavant dans

Louvain au souverain, au magistrat, ou au chapitre de Saint-Pierre dans la même ville.

Il y eut à cet égard des cessions expresse en faveur du recteur; mais l'exercice illimité de cette juridiction reçut dans la suite des restrictions, sur-tout en ce qui concerne les affaires criminelles, par les réglemens de nos souverains, nommément par celui de 1617, dont il sera parlé plus bas.

L'université est divisée en cinq facultés, savoir, la théologie, le droit canon, le droit civil, la médecine & les arts qui embrassent dans la généralité les différentes sciences qu'on enseigne.

Le recteur est choisi par tour dans chacune des cinq facultés; d'abord il devoit être changé de trois mois en trois mois, mais en 1476 le duc Charles le Hardi fixa la durée du rectorat à six mois.

Outre le recteur, l'université a encore deux officiers principaux, savoir, le chancelier & le conservateur des privilèges.

La dignité de chancelier est attachée à celle de prévôt du chapitre de Saint-Pierre à Louvain; c'est lui qui confère les grades académiques, & en son absence le doyen du même chapitre.

Le conservateur des privilèges est chargé par état de les soutenir & défendre; il est juge dans plusieurs cas relatifs au maintien & à l'exécution des privilèges.

L'université a encore différens officiers inférieurs, tels qu'un dictateur, un syndic, un

avocat-fiscal, un secrétaire, un bibliothécaire & des bedeaux.

Le saint-siege & nos souverains lui ont accordé de très-beaux privilèges; le plus considérable est celui en vertu duquel le corps de l'université & la faculté des arts en particulier sont en droit de nommer à un très-grand nombre de bénéfices de patronage ecclésiastique, soit simples ou à charge d'ames, non-seulement dans toute l'étendue des Pays-Bas, mais aussi au pays de Liege, où néanmoins le droit de nomination n'a lieu que pour les bénéfices qui sont privativement de la collation du saint-siege.

L'université a quarante-deux colleges, dont un est destiné particulièrement pour les humanités, & quatre pour la philosophie; la théologie, le droit, la médecine & les mathématiques s'enseignent aux Halles, édifice spacieux qui appartenoit anciennement au corps des drapiers, & que l'université a fait rétablir avec beaucoup de magnificence en 1685.

Les langues hébraïque, grecque & latine, & l'histoire s'enseignent aux colleges des trois langues, fondé en 1517 par Jérôme Busleyden, ami d'Erasme & conseiller du grand-conseil de Malines. C'est là où on donne les leçons de la langue françoise.

Quoique la philosophie ne s'enseigne que dans les quatre colleges dont il est parlé ci-dessus, cependant la faculté des arts a encore une école particulière nommée *viens*, où l'on soutient les theses publiques de la philosophie, où se font les examens & les épreu-

ves pour la distribution des places à la fin de chaque cours de philosophie , & où depuis 1755 on montre les expériences de physique. C'est aussi dans cette école que le professeur de la philosophie morale & celui d'éloquence chrétienne donnent leurs leçons.

Les professeurs de l'université sont au nombre de cinquante-huit ; savoir , huit pour la théologie , six pour le droit canon , sept pour le droit civil , un pour le droit public , dont la chaire vague depuis trois ans ; huit pour la médecine , seize pour la philosophie , un pour les mathématiques , un pour la philosophie morale , un pour l'éloquence chrétienne , un pour l'histoire latine , un pour la langue hébraïque , un pour la langue grecque , un pour la langue françoise , & cinq pour les humanités qui s'enseignent au college de la Sainte-Trinité.

Quatorze de ces leçons sont à la collation de S. M. , savoir , quatre en théologie , un en droit canon , deux en droit civil , la leçon du droit public , quatre en médecine ; la leçon de mathématique & celle de la langue françoise. Les autres ont différens collateurs ; mais les principales dépendent du magistrat de Louvain.

Il y a dans cette université un très-grand nombre de riches & belles fondations établies par des particuliers & destinées à l'entretien des écoliers. La subsistance que donnent ces fondations s'appelle une bourse. S. M. y a aussi un college , fondé en 1579 par le roi Philippe II , pour des étudiants en théologie destinés à la cure d'âmes : son revenu fut composé de

penfions fur des abbayes; mais quelques-unes de ces maifons étant paffées fous la domination de la France, les fonds qui reftent au college ne fuffifent plus que pour l'entretien de cinq écoliers.

Cette univerfité, favorifée de tant d'avantages & diri ée par les loix d'une difcipline févere, parvint en peu de tems au plus haut degré de confidération que puiſſent donner les ſciences. Sa réputation ſe répandit par toute l'Europe, & le ſaint-ſiege la regarda comme le plus ferme appui de la foi catholique, de l'ancienne doctrine de l'églife & de la bonne morale : elle forma des hommes d'un mérite éclatant dans toutes fortes de ſciences; & ce qui n'ajoute pas peu à ſa célébrité, c'eſt qu'elle compte parmi ſes élèves l'empereur Charles V, & ſon précepteur Adrien-Florent Boyens, que ſes vertus & la reconnoiſſance de l'empereur éleverent au ſouverain pontificat ſous le nom d'Adrien VI.

Cependant comme les meilleurs établiſſemens ſont ſujets à perdre de leur ſolidité, qu'on ſe relâche ſur la difcipline, l'univerſité de Louvain éprouva cette viciffitude pendant les troubles des Pays-Bas; mais les archiducs Albert & Ifabelle, ſouverains de ces provinces, eurent à peine conclu la treve avec les Provinces-Unies, que dans la vue de réformer les abus qui s'étoient gliffés dans l'univerſité, ils en firent faire la viſite par des commiſſaires, & ce fut ſur les notions réſultantes de cette viſite qui dura près de quatre ans, qu'ils firent émaner le 18 avril 1617 un régle-
ment céle-

bre, qui fait aujourd'hui la loi de l'université, tant sur la juridiction que sur les devoirs des professeurs, les grades académiques, la conduite & la discipline des écoliers.

Ils nommerent en même tems un commissaire qui fut chargé de veiller de leur part à l'exécution du règlement; mais un arrangement si salutaire ayant dans la suite été perdu de vue, le duc Charles de Lorraine, gouverneur-général des Pays-Bas, le fit revivre par un décret du 18 juillet 1754, portant établissement permanent d'un commissaire royal, chargé de procureur & de maintenir l'exécution des édits, ordonnances & décrets émanés successivement pour la direction, la discipline & la police de l'université, avec ordre, tant au recteur qu'aux doyens des facultés, de lui donner d'abord les notions & les informations qu'il jugeroit à propos de leur demander.

Le 13 février de l'année suivante, il fut émané sur la proposition du commissaire royal un règlement de S. M., qui détermine sur un pied nouveau le tems d'habitation qui est requis dans l'université à l'effet d'être admis aux grades académiques, les exercices & les épreuves qui doivent précéder cette admission & le tarif des droits à payer. On supprima aussi par ce règlement différentes parties de dépenses superflues, partie introduite par le luxe des écoliers, & autorisées en partie par l'avidité de quelques-uns des professeurs.

L'université a une bibliothèque nombreuse, rassemblée dans un édifice magnifique, construit pour cet effet en 1724. Le gouvernement

lui a assuré en 1759 une augmentation considérable de fonds, moyennant une taxe modique imposée sur tous les grades académiques.

Pendant la même année on établit une imprimerie académique, qui sera d'une grande utilité & produira un revenu notable à l'université.

Elle a aussi un théâtre anatomique dont la construction réunit le goût, l'élégance & la commodité, de même qu'un jardin botanique & un laboratoire de chymie.

Il est statué par différentes ordonnances & édits nommément par ceux de 1695 & de 1731, & établis d'ailleurs par un usage constant, que personne ne peut être reçu aux dignités, offices ou bénéfices ecclésiastiques, ou civils, requérant le degré de licencié, non plus qu'à la profession d'avocat, à moins que d'avoir pris ce degré dans l'université de Louvain.

Il est réglé aussi par différentes ordonnances, que personne ne peut exercer l'art de la médecine dans les Pays-Bas, à moins que d'avoir pris les degrés à Louvain & d'avoir été examiné & approuvé par les docteurs de cette université, ou par les médecins du corps du souverain. Nos princes se sont réservés d'ailleurs d'accorder pour cet effet des permissions spéciales à d'autres sujets qui, à cause de leur grande science & expérience, & après un examen préalable, auront été jugés dignes d'une telle distinction.

La faculté des arts de Louvain a depuis longtemps le droit privatif de donner seule des cours publics de philosophie dans toute l'étendue des

Pays-Bas ; mais il n'y avoit en vigueur aucune loi portant défense de faire des cours de philosophie dans les pays étrangers , lorsqu'en 1755 le gouvernement jugea à propos d'en faire émaner une nouvelle sur cet objet.

Outre le préjudice que souffroit l'université de Louvain par l'inexécution des anciennes loix , nommément de l'édit du 4 mars 1569 , il en résultoit une exportation inutile d'argent , & l'expérience prouvoit d'ailleurs que ce séjour des jeunes gens dans les universités étrangères , faisoit naître souvent dans leur esprit des impressions aussi contraires au service de Sa Majesté qu'au bien commun du pays.

Ces motifs donnerent lieu à l'émanation de l'édit du 22 décembre 1755 , “ portant défense
 „ sous de grosses peines à tous sujets de Sa
 „ Majesté , de quelque état ou condition qu'ils
 „ soient , d'aller faire des cours de philosophie
 „ publics ou privés ailleurs que dans l'univer-
 „ sité de Louvain , ou dans d'autres universi-
 „ tés soumises à son obéissance , sans une per-
 „ mission spéciale & par écrit du gouverne-
 „ ment. „



CHAPITRE XXVIII.

De l'état militaire.

APRÈS la chute de l'empire Romain & l'établissement du gouvernement féodal dans presque toute l'Europe on ne vit plus pendant plusieurs

siècles des troupes réglées tenues constamment sous le drapeau. Charlemagne est le seul qui, dans ces tems reculés, s'écarta de l'usage universel ; il tint sur pied pendant tout le cours de son regne une armée disciplinée & aguerrie, & c'est ce qui le mit en état de faire de si grandes conquêtes.

Aucun autre souverain n'entretenoit des troupes soudoyées ; les possesseurs de fiefs étoient dans l'obligation d'aller à leurs dépens à la guerre pour le service du seigneur suzerain, de mener avec eux un certain nombre d'hommes & de rester armés pendant un certain nombre de jours déterminés. Le pillage tenoit lieu de provision & de solde ; il falloit bientôt en venir à une bataille ou se retirer. Les guerres n'étoient pas longues, & le plus souvent une seule bataille en décidoit.

Tel fut en général l'état militaire de l'Europe, nommément dans les Pays-Bas, jusques vers le commencement du quinzième siècle. En tems de paix nos anciens souverains n'avoient ni troupes, ni magasins, ni subides de leurs peuples. Leurs domaines bien régis & bien ménagés suffisoient à leurs dépenses & à la magnificence de leur cour ; mais pendant la guerre où le duc Philippe le Bon vengea si glorieusement sur la France l'assassinat de son pere, il commença à tenir sur pied quelques troupes réglées, pour l'entretien desquelles les états des provinces lui accorderent des subides.

Elles furent congédiées à la paix d'Arras de 1435, après laquelle ce prince puissant ne tint plus à sa solde que quelques gens de pied nom-

més ménagers, parce que, éparpillés dans les villes & au plat pays, ils n'avoient pas d'autres garnisons que leurs ménages; mais la France ne tarda pas à mettre nos souverains dans l'obligation de changer de méthode.

Le roi Charles VII ayant pacifié son royaume par l'expulsion des Anglois qui ne possédoient plus que Calais, il conserva sur pied pendant la paix des compagnies réglées de quinze cents gendarmes, composant un corps de neuf mille chevaux : il établit aussi un corps d'infanterie de quatre mille cinq cents archers.

Son exemple fut suivi par Louis XI son fils, prince inquiet, faux & entreprenant, qui, à la faveur de ces troupes réglées, insulta inopinément les frontieres des Pays-Bas, dont les places étoient sans garnison. Il eut sujet de s'en repentir; le duc Charles le Hardi ayant saisi cette occasion pour exposer aux états des provinces en 1471 la nécessité de se tenir constamment en garde contre un voisin armé, dont le caractère insidieux donnoit lieu à appréhender sans cesse des surprises, il en obtint d'abord un subside de cent vingt mille écus, faisant deux cents quarante mille florins par an, pour l'entretien de huit cents lances, sans y comprendre les Bourguignons.

Ce subside fut porté peu de tems après à cinq cents mille écus ou un million des florins, ce qui mit le duc en état d'augmenter ses troupes, enforte qu'il eut bientôt sur pied deux mille & deux cents hommes d'armes d'ordonnance, ce qui faisoit un corps de dix-huit mille combattans; car ce que l'on nommoit hommes d'ar-

mes ou lances , étoit un composé de huit combattans , partie à cheval , partie à pied , sans y comprendre les conducteurs & les lieutenans.

C'étoit la plus belle milice de l'Europe & la mieux tenue ; les réglemens que Charles le Hardi lui donna , ont été admirés comme des chefs-d'œuvres. Ce fut lui qui renouvela la pratique des Romains , d'enfermer les troupes dans un camp retranché ; il connoissoit profondément l'art militaire , mais une présomption excessive l'entraîna dans les plus grands malheurs , ainsi qu'on l'a vu au commencement de cet ouvrage.

Pendant les troubles qui suivirent sa mort , cette belle milice fut licenciée , & on cessa d'entretenir des troupes sous le drapeau en temps de paix : on en levoit pour la guerre , & on demandoit des subsides aux états pour leur entretien pendant un certain nombre de mois. C'étoit la coutume de les licentier d'abord après une treve ou une paix.

Mais comme les régences de Maximilien & de Charles V furent marquées par des guerres presque continuelles , elles nourrirent l'esprit martial de la nation , nommément dans les provinces dont les peuples cultivoient moins le commerce : aussi les troupes belgiques de ces deux empereurs n'acquirent-elles pas moins de célébrité par leur valeur que par l'excellence de leur discipline. La cavalerie , nommée bandes d'ordonnance , étoit regardée comme une milice unique : c'étoit l'école militaire de la noblesse.

Charles V qui, par une longue & heureuse expérience en connoissoit tout le prix, résolut en 1547, de tenir constamment sur pied, pour garantir ses frontieres contre toute attaque soudaine, un corps de bandes d'ordonnances de trois mille chevaux avec chefs & capitaines, ayant charge de les mener, conduire, & toujours tenir prêts, bien montés, armés & en bon point; & il leur accorda des exemptions & des privileges considérables, qui dans la suite furent confirmés & maintenus par les princes ses successeurs.

Lorsqu'en 1559 Philippe II quitta les Pays Bas, il distribua, à l'exemple de son pere, cette cavalerie en quatorze cornettes, & en donna la conduite à quatorze des plus grands seigneurs du pays, tous chevaliers de la toison d'or, excepté Henri de Brederode, issu des anciens comtes d'Hollande. Ces troupes dit Strada étoient les troupes ordinaires du prince, & comme elles étoient toujours prêtes à toutes les occasions de la guerre il les assembloit facilement quand il étoit nécessaire. En effet le roi Philippe éprouva qu'il n'avoit point des troupes ni meilleures ni plus présentes, & qu'il avoit en elles une véritable légion de Mars contre les armes des François.

Il n'est pas possible de fixer l'époque précise de la suppression des bandes d'ordonnance; mais dans le recueil de nos placards, aucune ordonnance ou règlement n'en fait mention qu'après le 29 novembre 1671.

La guerre civile des Pays-Bas obligea Philippe II à y entretenir une armée; outre les

bandes d'ordonnance qui lui restèrent attachées, il eut sous ses drapeaux, après la réconciliation des provinces Wallones en 1579, un corps considérable d'infanterie nationale des Pays-Bas, qui le servit avec la plus grande distinction; mais le gros de son armée étoit composé de troupes étrangères, tels que Bourguignons, Espagnols, Allemands & Italiens : il y avoit même un corps de cavalerie Albanoise sous la conduite de Georges Basta.

Tous ces étrangers étoient soudoyés par des fonds envoyés d'Espagne, ce qui continua jusqu'à la mort de Charles II; ils avoient des juges, des commissaires & des trésoriers Espagnols qui dépendoient immédiatement de la cour de Madrid, & il y avoit six garnisons destinées particulièrement pour les Espagnols, savoir, celle des châteaux d'Anvers & de Gand, des villes d'Ostende, de Nieuport, de Termonde & de Charleroi.

Les ordres pour les troupes étrangères étoient du département du secrétaire d'état & de guerre, au lieu que celles du pays recevoient les leurs par le canal de l'audiencier : celles-ci avoient aussi des commissaires & des trésoriers particuliers subordonnés au conseil des finances & comptables à la chambre des comptes.

Tout cet arrangement fut bouleversé à la mort de Charles II. En 1701 & 1702 le duc d'Anjou, possesseur des Pays-Bas, porta le nombre des troupes nationales à trente mille hommes réglés à peu près sur le pied de celles de France. Le roi Louis XIV fournit pour leur

entretien quatre cents mille louis d'or par an, & pendant les quatre années qu'elles furent sur pied, le duc d'Anjou trouva moyen d'envoyer encore deux millions de piaſtres d'Espagne.

Après la bataille de Ramillies, les puissances maritimes qui s'étoient attribuées l'administration des provinces des Pays-Bas à mesure qu'on parvenoit à les ſoumettre, y créèrent un corps de troupes nationales qui, pendant toute la durée de la guerre, n'eut pas de pied fixe.

Ce ne fut que lorsque l'empereur Charles VI eut acquis la poſſeſſion effective des Pays-Bas, par la concluſion du traité de la barrière, que l'on commença à donner à l'état militaire la conſiſtance qu'il a aujourd'hui; ce monarque, par les articles XXIII & XXIV de ſa conſtitution du 29 mars 1718, établit pour la ſolde des troupes & pour les autres dépenses militaires une caſſe de guerre, à laquelle on aſſigna pour dotation les aides & ſubſides des provinces, y compris les revenus des terres-franches.

En 1725 on fit l'incorporation de pluſieurs régimens nationaux, dont on compoſa trois régimens d'infanterie & un régiment de dragons. Tous furent mis ſur le même pied que les régimens Allemands de l'empereur, & cet établifſement a ſubſiſté depuis, ſauf qu'en 1742 il a été levé un nouveau régiment d'infanterie, de ſorte qu'actuellement il y en a quatre d'infanterie nationale.

Lors de la paix d'Aix-la-Chapelle de 1748, l'impératrice ayant ceſſé de payer aux Hollan-

dois le subside de la barriere , ainsi qu'on l'a vu chapitre X , Sa Majesté s'est trouvée en état d'entretenir dans les Pays-Bas & au moyen des revenus de ces provinces , un corps d'environ vingt-cinq mille hommes ; il consistoit en quatre régimens d'infanterie nationale , & six régimens d'infanterie Allemande , chacun de quatre bataillons , & de deux compagnies de grenadiers , faisant ensemble quarante bataillons , & vingt compagnies de grenadiers ; en un régiment de cuirassiers Allemands , & un régiment de dragons du pays , un corps national d'artillerie de six cents cinquante hommes , y compris les gens du train des pontons , & un détachement d'environ trois cents hommes du corps Allemand d'artillerie , outre une assez forte brigade du corps du génie & un grand nombre d'officiers-généraux & d'invalides.

Sur la fin de l'année 1756 , la plus grande partie de ces troupes marcha en Boheme contre le roi de Prusse. Au mois d'octobre de la même année , on leva dans les Pays-Bas trois compagnies franches , chacune de cent dix-sept hommes , dont cinquante huit à cheval & cinquante-neuf à pied. Pendant le mois de juillet de l'année 1758 , on y ajouta encore trois autres compagnies de la même force & de la même composition , tellement que ces six compagnies forment ensemble un corps de sept cents deux hommes , dont trois cents quarante-huit à cheval & trois cents cinquante-quatre à pied. Finalement , au mois de mars de l'année 1759 , on leva aussi un corps de garde côtes d'environ sept cents hommes destinés à éclairer les

entreprises que pourroient tenter les Anglois contre les côtes de la Flandre.

Le gouverneur-général & le ministre plénipotentiaire ont par leurs lettres-patentes la surintendance sur la gendarmerie de terre & de mer , ainsi que sur les gouverneurs & capitaines-généraux ou particuliers , & sur tous autres officiers militaires.

Les troupes sont d'ailleurs sous les ordres particuliers du commandant des armes , qui est lui-même sous ceux du gouverneur-général & du ministre plénipotentiaire.

Les dépêches du commandant des armes pour les militaires qui lui sont subordonnés , de même que sa correspondance avec le conseil aulique de guerre à Vienne , s'expédient par le canal d'un secrétaire aulique de guerre de l'impératrice , que Sa Majesté tient pour cet effet dans le pays , & qui a un bureau composé de plusieurs commis.

Depuis la paix d'Aix-la-Chapelle de 1748 , le ministre de Sa Majesté auprès de son altesse royale le gouverneur-général , est proprement le surintendant des finances militaires.

Le ministre a sous ses ordres le chef-commissaire de guerre & l'administrateur de la caisse de guerre ; celui-ci tient la caisse reçoit les deniers & fait les payemens ; mais il n'en peut faire aucun que sur des ordres & assignations par écrit , signées du ministre ; ci-devant il rendoit ses comptes à Vienne à une sorte de chambre des comptes nommée *die hoffkriegs Buchhalterey* , mais maintenant il les rend tous les ans à un conseil institué depuis quelques années

à

à Vienne, sous le nom de *directorium in publicis & cameralibus*, qui entr'autres fonctions est chargé de l'inspection supérieure des finances militaires. Toutes les parties du compte doivent être vérifiées par les assignations du ministre, & après les quittances de ceux qui ont reçu les deniers sur ces assignations.

C'est le chef commissaire qui présente au ministre les états des payemens qu'il s'agit de faire; il tient le contrôle de la recette & de la dépense de la caisse; il arrête les comptes des fonds qui compètent aux régimens, ainsi que des sommes qui sont dues aux entrepreneurs des différentes fournitures militaires.

Tous les ans il envoie un double de son contrôle au directoire de Vienne, & il en remet particulièrement un, non-seulement au ministre de Sa Majesté aux Pays-Bas, mais aussi au conseil des finances.

Tous les mois il remet aussi au ministre & au conseil des finances une table de l'état effectif des troupes, des pertes & des augmentations qu'elles ont faites & de ce qui manque pour le complet. Il envoie pareillement cette table au directoire, à qui il rend d'ailleurs compte tous les mois, avec la participation du ministre de tout ce qui s'est passé dans les troupes, & généralement de toutes les opérations relatives à l'administration de l'état militaire.

La justice s'administre aux officiers, aux soldats, ainsi qu'aux autres personnes attachées aux régimens par des juges du régiment même.

Chaque régiment a un auditeur qui dirige

l'instruction des procès , soit civils ou criminels, & qui , dans le jugement , a une voix délibérative comme les autres juges. C'est d'ordinaire le major qui préside aux jugemens , soit civils ou criminels.

Dans les matieres civiles , il écheoit appel au conseil aulique de guerre à Vienne.

Il n'y a point d'appel dans les affaires criminelles; mais la sentence ne peut être exécutée sans l'approbation du colonel propriétaire ou du colonel commandant , si le propriétaire lui a transmis cette portion de son autorité. Le colonel ne peut rien changer à la sentence, soit en diminuant ou en aggravant la peine; mais il a le droit de faire grace.

Quant à la juridiction sur les états-majors des places , officiers-généraux , secrétaires auliques de guerre , commissaires de guerre & tous autres militaires non attachés aux régimens, l'empereur Charles VI, en supprimant, par l'article XXV de sa constitution du 29 mars 1718 , les anciens tribunaux militaires des Pays-Bas, déclara , articles XXVI & XXVII , qu'il seroit établi un auditeur-général des sentences, duquel on pourroit provisionnellement intenter la révision devant le plus ancien ministre de robe du conseil d'état , jusqu'à ce qu'il en seroit disposé autrement par un règlement à émaner ; mais ce juge de la premiere instance ne fut nommé qu'en 1725 , en lui donnant le titre de lieutenant-auditeur-général.

Les attributions & les limites de la juridiction de cet officier , furent fixés par un règlement du 3 mai 1736. Tous les militaires non

attachés aux régimens sont sous sa juridiction, mais il ne peut en exercer aucune par lui-même, & il lui faut pour chaque cause une délégation spéciale du gouverneur-général.

Il a deux greffiers pour sa judicature, & de ses sentences rendues en matiere civile, dont l'objet principal excède la somme de cinquante florins, argent courant de Brabant, il écheoit révision devant une jointe composée du commandant des armes & de deux ministres de robe tirés communément du conseil privé. Cette jointe a aussi un secrétaire particulier.

Les affaires criminelles des militaires qui ne dépendent pas des régimens, doivent être jugées par un conseil de guerre que le gouverneur-général nomme pour chaque cause. Le lieutenant-auditeur-général intervient toujours & dirige l'instruction du procès; mais les sentences de ces conseils de guerre ne peuvent être exécutées qu'après avoir été approuvées ou par le gouverneur-général des Pays-Bas, lorsqu'elles sont portées sur des délits ordinaires, ou par Sa Majesté, lorsqu'il s'agit des crimes purement militaires.

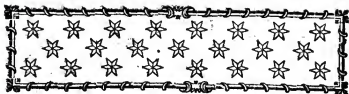
Les actions purement réelles ne sont pas du ressort des juges militaires, non plus que quelques autres rappellées article VIII du règlement de 1736.

La juridiction ecclésiastique sur les militaires, tant pour le for gracieux que pour le contentieux, étoit confiée autrefois dans les Pays-Bas à un vicaire-général qui recevoit ses pouvoirs du pape. C'étoit d'ordinaire l'archevêque

de Malines , & il avoit la faculté de transmettre ses pouvoirs à d'autres par des subdélégations.

Depuis plusieurs années , le confesseur de Sa Majesté est chapelain-major de toutes les armées , & il a particulièrement la faculté de subdéléguer , ainsi qu'il le fait pour les différens gouvernemens où les troupes sont répandues.

Du reste , ses pouvoirs n'ont véritablement pour objet que les régimens & les personnes attachées à une armée en campagne. Cependant , le chapelain-major & ses subdélégués ayant constamment cherché à étendre leurs pouvoirs & à les faire opérer à l'égard des militaires de toutes les catégories , ils obtinrent de l'impératrice une déclaration publiée dans les Pays-Bas sous la date du 21 février 1753 , qui étoit favorable à leurs prétentions ; mais Sa Majesté ayant été informée qu'il pouvoit en résulter de grands inconvéniens , elle jugea à propos de restreindre sa déclaration ; & en conséquence de ses intentions , communiquées à son altesse royale le duc Charles de Lorraine , gouverneur-général , par un rescrit du conseil aulique de guerre du 18 mai 1754 , ce prince manda à tous les évêques du pays , par lettres circulaires du 15 juin de la même année , “ que Sa
 „ Majesté avoit résolu que toutes les personnes
 „ militaires qui ne sont pas immédiatement at-
 „ tachées aux régimens , aux corps d'artillerie
 „ ou à ceux des ingénieurs & des invalides ,
 „ seront par provision soumises à la jurisdic-
 „ tion ecclésiastique des évêques & du clergé
 „ de leurs diocèses . ,



TABLE

DES CHAPITRES

CONTENUS DANS LE PREMIER VOLUME.



I NTRODUCTION.	Page 1
CHAP. I Contenant un tableau historique des Pays-Bas.	2
ART. I. Précis historique de la réunion des dix-sept provinces des Pays-Bas.	ibid.
ART. II. État des Pays-Bas sous Philippe le Bon.	9
ART. III. État des Pays-Bas sous Charles le Hardi.	12
ART. IV. État des Pays-Bas sous Marie de Bourgogne, l'empereur Maximilien & le roi Philippe le Bel.	14
ART. V. Règne de l'empereur Charles V.	20
ART. VI. Érection des Pays-Bas en cercle de l'Empire, sous le nom de cercle de Bourgogne.	30
ART. VII. État des Pays-Bas sous Philippe II.	33
ART. VIII. Paix des Vervins avec la France.	53
ART. IX. Cession des Pays-Bas à l'infante Isabelle.	56
ART. X. Règne des archiducs Albert & Isabelle.	57
ART. XI. Paix avec l'Angleterre.	61
ART. XII. Trêve avec les Provinces-Unies.	64
ART. XIII. Intérêt que prirent les archiducs aux affaires d'Allemagne & aux troubles de Bohême.	66
ART. XIV. Suite du règne des archiducs Albert & Isabelle.	70
ART. XV. Règne de Philippe IV.	74
ART. XVI. Paix avec l'Angleterre en 1630.	75

- ART. XVII. Guerre entre l'Espagne & la France. Paix de Munster avec les provinces. 76
- ART. XVIII. Traité des Pyrénées. Partage des pays d'Outre-Meuse. Séparation des limites en Flandres. Mort de Philippe IV. 86
- ART. XIX. Règne de Charles II. Guerre pour les prétendus droits de la reine Marie-Thérèse d'Autriche, terminée en 1668 par le traité d'Aix-la-Chapelle. 97
- ART. XX. Secours donnés par la maison d'Autriche aux Provinces-Unies, attaquées par la France & l'Angleterre. Traité de Nimègue. 104
- ART. XXI. Entreprises de la France après le traité de Nimègue. Trêve de 1684. Déclaration de guerre de 1688. Paix de Ryswick. Convention de Lille de 1699. 112
- ART. XXII. Mort de Charles II. Guerre pour sa succession. Traités d'Utrecht, de Rastatt & de Bâden. Conférences de Lille de 1716. 123
- ART. XXIII. Traité de la Barrière. 141
- ART. XXIV. De la pragmatique-sanction de l'empereur Charles VI. 155
- ART. XXV. Gouvernement-général confié à l'archiduchesse Marie-Elisabeth. 157
- ART. XXVI. Du commerce des Indes & de la compagnie d'Ostende. Traité de Vienne de 1725 avec l'Espagne. Alliance de Hanovre. Traité de Séville. Traité de Vienne de 1731 avec les puissances maritimes. 158
- ART. XXVII. Guerre de 1733 pour la couronne de Pologne. Neutralité des Pays-Bas. Paix de Vienne de 1738. 165
- ART. XXVIII. Guerre de Hongrie de 1737. Mort de l'empereur Charles VI. Guerre terminée par le traité d'Aix-la-Chapelle en 1748. 168
- ART. XXIX. Consistance actuelle des provinces Autrichiennes des Pays-Bas. 188
- CHAP. II. Rapports politiques entre les Pays-Bas Autrichiens & les états voisins. 195
- ART. I. Observations générales sur le système politique sous les princes de la maison de Bourgogne, sous les empereurs Maximilien & Charles V. *ibid.*

- ART. II. *Changement du système politique sous Phil. II* 198.
 ART. III. *Nouveau changement dans le système politique sous Philippe IV, avant la paix de Munster.* 199
 ART. IV. *Union des différentes puissances pour la défense des Pays-Bas contre Louis XIV.* 199
 ART. V. *Objet du traité de 1701, nommé la grande alliance.* 201
 ART. VI. *Changement de l'ancien système pour l'alliance entre l'Impératrice & la France, du premier mai 1756.* 203
-

T A B L E

Des Chapitres contenus dans le second Volume.

- CHAP. III. *Liaisons politiques entre les Pays-Bas & la France.* 1
 ART. I. *Avantages de l'alliance de 1756.* *ibid.*
 ART. II. *Du commerce réciproque.* 4
 CHAP. IV. *Contestations entre l'impératrice-reine comme souveraine des Pays-Bas, & la couronne de France.* 6
 ART. I. *Droits de Sa Majesté sur le duché de Bourgogne.* *ibid.*
 ART. II. *Contestations territoriales avec la France.* 7
 ART. III. *Moyen de parvenir à un accommodement sur les contestations territoriales avec la France.* 19
 ART. IV. *Autres différends avec la France.* 20
 CHAP. V. *Liaisons politiques entre les Pays-Bas & la couronne d'Espagne.* 23
 CHAP. VI. *Contestations entre l'impératrice-reine comme souveraine des Pays-Bas, & la couronne d'Espagne.* 25
 ART. I. *De la dignité de chef & souverain de la toison d'or.* *ibid.*
 ART. II. *Dettes de la couronne d'Espagne aux Pays-Bas.* 31
 CHAP. VII. *Liaisons politiques entre les Pays-Bas & la couronne de la Grande-Bretagne.* 32

ART. I. Engagemens des traités pour la défense réciproque. *ibid.*

ART. II. Du commerce avec les Anglois. 36

CHAP. VIII. Liaisons politiques entre les Pays-Bas Autrichiens & les Provinces-Unies. 39

ART. I. Engagemens pour la défense mutuelle. *ibid.*

ART. II. Du commerce avec les Hollandois. *ibid.*

CHAP. IX. Contestations territoriales entre l'impératrice-reine & les États-généraux des Provinces-Unies. 41

ART. I. Droits de Sa Majesté sur la ville de Maëstricht, le comté de Kroenhoven, le pays d'Outre-Meuse Hollandois, & les villages de Rédemption. *ibid.*

ART. II. Autres contestations territoriales avec les Hollandois. Terres de Rédemption & les onze bancs de Saint-Servais. 43

CHAP. X. Etats des démêlés, qui subsistent actuellement entre l'impératrice-reine & les puissances maritimes, relativement au traité de la barrière. 48

CHAP. XI. Rapports politiques entre les Pays-Bas & les Etats du roi de Prusse. 58

CHAP. XII. Contestations entre les Pays-Bas & les états du roi de Prusse. 60

ART. I. Contestations territoriales. Terrain pour augmenter les fortifications du fort Saint-Michel. *ibid.*

ART. II. Bureau de Well. 62

ART. III. Rentes sur la Meuse. 63

ART. IV. Archives de Gueldre. 65

CHAP. XIII. Rapports politiques entre les Pays-Bas & le pays de Liege. 66

CHAP. XIV. Contestations entre les Pays-Bas & l'état de Liege. 67

ART. I. Contestations territoriales. Terres & abbaye de Saint-Hubert. *ibid.*

ART. II. Du commerce avec les Liégeois. 79

ART. III. Droit de nomination de l'université de Louvain aux bénéfices du pays de Liege. Privilegium tractus, appartenant aux supérieurs de l'université à l'égard des Liégeois. 80

ART. IV. Droit de passage pour les troupes de Sa Majesté par le pays de Liege. 82

CHAP. XV. Contestations entre les Pays-Bas, & les autres états voisins de l'Empire.	84
CHAP. XVI. De la constitution interne des Pays-Bas.	89
ART. I. De la forme du gouvernement jusqu'en 1531.	ibid.
ART. II. Du grand-chancelier de Bourgogne & des chefs & présidens du conseil privé.	90
ART. III. De la forme établie par l'empereur Charles V en 1531.	93
ART. IV. Du conseil d'état.	94
ART. V. Du conseil privé.	96
ART. VI. Du conseil des finances.	99
ART. VII. De la suppression des conseils privé & des finances méditée par les grands sous Philippe II.	102
ART. VIII. Nouvelle constitution de gouvernement après la mort du roi Charles II.	ibid.
ART. IX. Nouvelle constitution de gouvernement après la bataille de Ramillies.	104
ART. X. Autre constitution de gouvernement en 1716.	105
ART. XI. Autre constitution de gouvernement en 1718.	106
ART. XII. Ancienne constitution rétablie par l'empereur Charles VI en 1725.	107
ART. XIII. Développement & excellence de la constitution actuelle.	108
ART. XIV. Des chambres des comptes.	109
CHAP. XVII. De la dignité & des prérogatives du gouverneur-général des Pays-Bas.	111
CHAP. XVIII. Des ministres plénipotentiaires de Sa Majesté aux Pays-Bas.	114
CHAP. XIX. Du secrétaire d'état & de guerre.	116
CHAP. XX. Du ministère établi auprès de Sa Majesté pour les affaires des Pays-Bas.	117
CHAP. XXI. De la législation.	119
ART. I. De la forme qui se pratique dans l'émanation des loix pour toutes les provinces en général.	ibid.
ART. II. Forme particulière de l'émanation des loix pour les provinces de Brabant & de Limbourg.	121
CHAP. XXII. De l'administration de la justice.	122
ART. I. De l'administration de la justice en général.	ibid.
ART. II. Du grand-conseil.	124
ART. III. Du conseil de Brabant.	126

ART. IV Du conseil de Luxembourg.	130.
ART. V Du conseil de Gueldres.	132.
ART. VI Du conseil de Flandres.	134.
ART. VII. Du conseil de Hainaut.	136.
ART. VIII. Du conseil de Namur.	137.
ART. IX. Du siege royal du bailliage de Tournai & du Tournesif.	138.
ART. X. Des grandes révisions.	139.
ART. XI. Duprévôt-général de l'hôtel de Sa. Majesté.	140.
ART. XII. Du drossard de Brabant.	141.
ART. XIII Des tribunaux de l'amirauté.	142.
ART. XIV. Des cours féodales.	143.
ART. XV. De quelques tribunaux particuliers. Chambres des thonicieux. Chambre des rennengues en Flandres. Tribunaux de la foresterie & de la vénerie.	144.
ART. XVI. Du tribunal du maréchal de la cour.	148.
ART. XVII. Des juges délégués, ou des jugemens par commissaires.	150.
ART. XVIII Des juges des domaines, droits d'entrée & de sortie, & des thonicieux.	151.
ART. XIX. Des tribunaux ecclésiastiques.	153.
CHAP. XXIII. De la Police.	154.
CHAP. XXIV. Des états des provinces.	155.
ART. I. Des états de Brabant.	ibid.
ART. II. Des états de Limbourg.	159.
ART. III. Des états de Luxembourg.	161.
ART. IV. Des états Gueldres.	164.
ART. V. Des états de Flandres.	165.
ART. VI. Des états d'Hainaut.	174.
ART. VII. Des états de Namur.	178.
ART. VIII. De la province de Malines.	181.
ART. IX. Des états de Tournay & du Tournesif.	182.
ART. X. Des terres franches.	184.
CHAP. XXV. Des privileges des provinces.	186.
ART. I. Des privileges communs à toutes les provinces.	ibid.
ART. II. De la joyeuse entrée de Brabant & de Limbourg.	187.
ART. III. La bulle d'or de Brabant.	193.
ART. IV. Privilege particulier de la Gueldre.	197.
ART. V. Privilege particulier de la province de Flandres.	198.